

Revue n°12
Juin 2008

Écrits et Manuscrits de la Médiation Familiale

DIRECTRICE DE PUBLICATION : Isabelle JUÈS

Comité de Lecture

Claire DENIS – Coordinatrice

Marie ROUSSEAU

Cristina SANS

Chantal WAYSMAN

Maïté LASSIME

Martine MÖRCH

REVUES DÉJÀ PARUES

N°0 -	Janvier 2004	
N°1 -	Juin 2004	
N°2 -	Octobre 2004	Des modèles aux pratiques... Du cadre au processus
N°3 -	Janvier 2005	Contexte institutionnel et réglementaire de la Médiation Familiale
N°4 -	Juin 2005	Le Couple
N°5 -	Octobre 2005	Du médiateur et de la place de tiers
N°6 -	Juillet 2006	Médiation Familiale et Soutien à la Parentalité
N°7 -	Juillet 2006	Du Pouvoir et de l'Autorité en Médiation Familiale Actes du Colloque La Rochelle (27 et 28 Avril 2006)
N°8 -	Avril 2007	Médiation Familiale dans le contexte pénal
N°9 -	Juillet 2007	Médiation Familiale et Analyse de Pratique
N°10 -	Décembre 2007	Médiation Familiale – Éthique de la Pratique
N°11-	Janvier 2008	Médiation Familiale et Lien social

The background of the page features a large, light gray graphic. It consists of several interlocking puzzle pieces arranged in a circular pattern. Overlaid on this is the acronym 'APMF' in a large, bold, sans-serif font, which is also light gray and slightly tilted.

L'enfant et la médiation familiale

Sommaire

Éditorial	5
L'enfant revient en médiation familiale ! L'avait-il jamais quittée ?	5
<i>Marie ROUSSEAU</i>	
Commission éthique	6
Compte rendu, mars 2008	6
<i>Membres de la commission : B. DEFOSSEZ, C. DENIS, M. J. FERCOT, B. GARY, M. LASSIME, F. NÉRISSON, E. RICARD, C. SANS.</i>	
Points de vue de médiateurs familiaux	14
Inquiétudes d'une médiatrice familiale concernant la place de l'enfant dans la médiation	14
<i>Annie ROUSSEAUX</i>	
Ouvrir la porte à l'enfant dans la médiation de ses parents.	27
<i>Christine de GAULEJAC</i>	
<i>Agnès van KOTE</i>	
Pendant que les enfants jouent.....	36
<i>Claire DENIS</i>	
L'expression de l'enfant en médiation familiale favorise-t-elle une meilleure prise en compte de son intérêt ?	42
<i>Marilyne TEXIER</i>	
Témoignages - Invitation à débattre	50
Il était une fois...	50
<i>Maïté LASSIME</i>	
Les enfants dans le conflit familial	50
<i>Arlette THOMY</i>	
L'enfant et sa participation aux entretiens de médiation familiale	53
<i>Dominique LEFEUVRE</i>	
Points de vue de psychologues	58
Écouter la parole de l'enfant.	58
<i>Chantal MAGNANT</i>	
Parole de l'enfant - Écouter.....	62
<i>Annie BONNEAU</i>	
Points de vue de juristes	66
Les droits civils de l'enfant	66
<i>Françoise de LAVENÈRE</i>	
L'intérêt supérieur de l'enfant et sa place dans la Médiation familiale	77
<i>Danièle GANANCIA</i>	
Les enfants peuvent ils faire la loi ou dire leurs besoins ?	84
<i>Marc JUSTON</i>	

Nous rappelons que les écrits contenus dans les revues de l'APMF n'engagent que leurs auteurs.

Éditorial

L'enfant revient en médiation familiale ! L'avait-il jamais quittée ?

« ...L'élève Hamlet :
C'est exact Monsieur le professeur
Je suis « où » je ne suis pas
Et dans le fond, hein, à la réflexion
Être « où » ne pas être
C'est peut-être aussi la question. »
Jacques Prévert, Paroles

Sous quelle forme nous revient-il ?
Un prénom écrit sur le tableau de papier ? Une chaise vide ?
L'évocation d'un événement le touchant ?
Une photographie ? Une invitation à une séance ? Une réponse à sa demande d'être reçu ? Une délégation du juge : que l'enfant soit entendu !

La présence physique de l'enfant en médiation n'est pas dénuée de paradoxes :

Absence de l'enfant présent et présence de l'enfant absent ?

Qui de nous n'a jamais vécu cette troublante expérience d'une séance au cours de laquelle, le médiateur doit en permanence ponctuer la présence de l'enfant, les parents agissant comme s'il n'était pas là ! (Dans leur discours et parfois même dans leur négligence de la sécurité de l'enfant !)

Qui n'a jamais observé, à l'évocation d'un rituel (l'histoire au moment du coucher par exemple), d'un mot « d'enfant », d'un mot de l'enfant, de cet enfant là dans cette situation là, qui donc, n'a jamais éprouvé cette presque palpable présence de l'enfant au sein d'un espace où il n'est pas ?

Combien ce serait confortable d'avoir la conviction que l'enfant est le mieux placé pour identifier, puis exprimer ses besoins !

Un de ses besoins fondamentaux ne serait-il pas que ses parents en aient une idée ? Alors que faire lorsque ce n'est pas le cas ?

A l'APMF cette question nous intéresse au plus haut point ! C'est la raison pour laquelle nous vous proposons une première revue dans laquelle s'expriment différents points de vue sur la question. Les textes réunis ici nous conduisent à questionner nos pratiques, nos évidences, parfois même nos idéologies ! Un sujet comme celui là ne saurait se « boucler » en une revue. Nous souhaitons que ces écrits soient la base à partir de laquelle, les thématiques touchant à cette place de l'enfant en médiation familiale, seront approfondies. Nous comptons sur nos lecteurs pour préparer une seconde revue, allant plus loin sur cette question. Saisissez vous des points soulevés, effleurés, assénés qui vous animent et proposez à votre tour un écrit qui aille au delà, ou livrez-nous tout simplement vos réactions si vous ne vous sentez pas « en plume »... Nous ne saurions en rester à des positions simplificatrices ou radicales.

Marie ROUSSEAU
Médiatrice

Commission éthique

Compte rendu, mars 2008

Membres de la commission :

*B. DEFOSSEZ, C. DENIS, M. J. FERCOT, B. GARY,
M. LASSIME, F. NÉRISSON, E. RICARD, C. SANS.*

Ce texte restitue les débats et l'élaboration du groupe constitué des membres de la commission éthique et d'une invitée, psychanalyste d'enfants.

Le thème traité ce jour - « l'enfant et la médiation familiale » - est à référer au texte du livret *Pratique éthique de médiation familiale, Livret éthique* p 12 à 14 : « De quelle conception de la famille procède la médiation familiale ... la médiation parie sur cette humanité ».

Le travail du groupe s'élabore à partir de trois pistes de réflexion dégagées par les membres de la commission (en l'absence de l'invitée) :

1. La médiation familiale subit les pressions de la société et de ses institutions (Europe, Juges, parents ...)

Le « courant sociétal » actuel exerce des pressions multiples sur les médiateurs familiaux : il donne une large place à la parole de l'enfant et nous apparaît dénier les conflits. La société dans son ensemble recherche l'efficacité, valorise le « tout technique » et promeut « les résultats immédiats¹ ».

Face à cette pression et à « l'obligation de résultat » qui leur est faite, les médiateurs familiaux ont à affirmer et soutenir ce qu'ils perçoivent de la fonction de la médiation familiale dans la société.

- En référence au livret *Pratique éthique de médiation familiale*, il est possible de se reporter au texte d'introduction p. 5 :
« Ce texte se situe dans le contexte d'un tournant possible dans l'interprétation de la médiation : celle-ci va-t-elle servir de rouage supplémentaire de contrôle, ou garder sa dynamique d'invention du lien social ?
Poser les exigences de son éthique a alors une portée politique : celle de se démarquer d'une utilisation instrumentale et normalisatrice, et de promouvoir

¹ LEBRUN, Jean pierre, *La perversion ordinaire : Vivre ensemble sans autrui*. Denoël, 2007.

une médiation qui soutienne véritablement la responsabilité créative des acteurs ».

2. Quel sens la profession peut-elle donner à la place de l'enfant dans la médiation familiale (enfant présent ou non présent dans le lieu même de la rencontre)

Inviter l'enfant dans le lieu même de la médiation familiale ne conduit-il pas à « adultifier » et « parentaliser » cet enfant ? N'y a-t-il pas alors un risque de participer à la confusion des places et des générations ?

- Référence au livret *Pratique éthique de médiation familiale*, p. 13 et 14 :
« La familleest une institution relevant d'une loi symbolique, garante d'un système de places inassimilables : les places d'allié, d'enfant et de parent, de frères et sœurs, distinguées et protégées par l'interdit de l'inceste.....
C'est ainsi que l'on distingue la vie conjugale et la vie parentale, ou encore la relation et la vie affective entre adultes, et la relation et la vie affective entre adultes et enfants, et entre enfants.... ».

Différentes pratiques ont cours chez les médiateurs familiaux :

- L'enfant est invité à la fin de la médiation
- L'enfant est entendu seul par le médiateur familial
- L'enfant participe à la médiation
- L'enfant est laissé en dehors de la rencontre
- L'enfant est informé par ses parents de la mise en œuvre de la médiation
- L'enfant est entendu par un expert qui rapporte sa parole aux parents.

Certaines méthodes dites d'« Électrochoc » « font puer » un rôle à l'enfant entre ses parents et donnent à l'enfant une place de sujet de sa parole, de médiateur, de témoin, de victime, de juge.

En faisant venir l'enfant dans la rencontre de médiation, ne risque-t-on pas de glisser dans l'action éducative ou la guidance parentale ? Par ailleurs n'y a-t-il pas un dispositif particulier à mettre en œuvre suivant l'âge des enfants concernés par la médiation ?

3. Qu'en est-il de la place du médiateur et du dispositif mis en œuvre par rapport à l'enfant ?

Pourquoi prend-on cette place de médiateur ?

Nous pouvons faire l'hypothèse que le médiateur familial a des comptes à régler avec ses propres parents. Il serait alors utile de s'interroger sur le type de travail sur soi à engager pour être médiateur familial.

L'invitée rejoint le groupe de travail :

Elle est psychanalyste et travaille dans le champ de la petite enfance.
A travers les documents consultés (*Livret pratique éthique de médiation familiale* et la revue *Éthique de la pratique*) et le site Internet de l'APMF, l'intervenante extérieure donne de la profession une image de « métier qui avance dans un souci de reconnaissance et en même temps un métier qui n'a de cesse de s'interroger ».

Le groupe revient sur les questions posées en début de travail : comment les médiateurs présents vivent-ils la pression exercée par la société (par le biais de la Justice, des instances européennes, des parents ...)

« J'ai le sentiment que notre façon de travailler nous serait imposée de l'extérieur : Certains Juges nous demandent d'inclure l'enfant « en chair et en os » dans la médiation, d'autres nous demandent d'entendre les enfants quand eux même sont en difficulté pour auditionner les enfants en Justice. La pression viendrait aussi de la culture Nord américaine (par le biais de l'Europe) qui voudrait s'imposer à nous. Cette pression me gêne ; je pense que l'organisation du dispositif – qui inclut ou non les enfants dans la rencontre- nous revient, à l'intérieur même de notre profession ; elle a à être mise en travail et élaborée, conceptualisée par notre profession ».

« J'ai le sentiment que l'enfant est mis au centre de notre travail et prend toute la place ; il y aurait comme un envahissement et une certaine culpabilité qui découlerait de ne pas le prendre suffisamment en compte. »

« La pression peut venir des parents eux même, des parents « à bout », « au bout du bout ». Il y a une demande de leur part : « vous allez voir que mon fils, ma fille ... », et je vais interroger le sens que les personnes donnent à la présence de l'enfant dans la médiation. Pourquoi faudrait-il mettre l'enfant dans la fosse aux lions, au milieu de l'arène ? La médiation est censée résoudre le problème, comme si, dans l'éventail des professions, les médiateurs familiaux pouvaient faire mieux que les autres professions chargées d'écouter les enfants ... ».

« C'est la place d'autorité qui est en cause ; nous redonnons aux adultes cette place d'autorité ».

Il y a un malaise face à l'injonction, une angoisse liée à l'envahissement de la question de l'enfant dans notre espace de travail. La question de la parole de l'enfant est angoissante pour tout adulte : c'est un incontournable. Ne pas savoir, ne pas trouver, ne pas avoir trouvé des outils pour penser ... à ce « bout du bout », c'est là que tout commence, lorsqu'il y a la reconnaissance d'une certaine impuissance. « L'enfant sujet parlant » nous déborde par définition et c'est quand les adultes se sentent débordés qu'ils en appellent à l'enfant.

Ce qui ferait autorité aujourd'hui, ce serait l'enfant mais réintroduit par des dispositifs de maîtrise. Il y aurait davantage d'efficacité, davantage de légitimité si on écoutait les enfants (l'enfant serait comme un garant de l'éthique)

« Il m'arrive de dire à la place de « quand les parents se séparent », les enfants se séparent ».

« J'ai une certaine gêne à penser l'enfant qui choisit la voiture, le menu du repas. Lorsque les parents régressent, je me demande qui est l'enfant et qui est l'adulte ? »

Il y aurait un présupposé dans ce que nous disons là : à l'état adulte, un certain nombre d'attitudes régressives seraient à priori réglées. L'indifférencié, la confusion des rôles et des places, les chamailleries de cours de récréation se régleraient avec la maturation, à la maturité. Or, au beau milieu de la crise, ce qui est fondamental dans l'humain, c'est à dire l'indifférencié et la confusion, est réactivé.

« Et si la présence des enfants était un révélateur pour les adultes ? Lorsque les adultes font apparaître leur visage infantile, amener les enfants dans la médiation pourrait permettre de redonner aux parents leur place d'adulte. Certaines méthodes préconisées par des médiateurs ou des magistrats vont dans ce sens; celui d'un électrochoc pour les adultes, par le biais des enfants. Comme si les enfants étaient chargés de rappeler aux parents qu'ils sont des adultes ».

« Les pratiques qui amènent les enfants à assister à la dernière séance de médiation (lorsque les parents les informent des accords pris) pourraient également aller dans ce sens, dans le sens d'un engagement des parents devant les enfants. »

Serait-ce alors un effet du dispositif de rendre les enfants garants ?

« Lorsque je travaille en médiation, j'ai tendance à penser qu'il faudrait commencer par les questions d'argent. Ainsi les personnes pourraient se disputer à loisir sur des questions de patrimoine avant d'aborder la question des enfants. Ainsi nous aurions la voie plus libre au moment du débat sur les enfants. Le problème des enfants pourrait se régler plus facilement !

Au nom de l'intérêt de l'enfant, les personnes peuvent rester polies alors qu'au niveau des petites cuillères, il n'y a pas de difficulté à se chamailler. Lorsque la formation au CNIDF s'était mise en place, la question de l'argent prenait une large place et ce n'était pas par hasard ! »

« Notre profession n'a-t-elle pas mis, elle-même, la question de l'intérêt de l'enfant au centre du travail de médiation familiale ? Les autres professionnels ne sont-ils pas en train de nous le rappeler ? Personnellement, la question de l'enfant ne m'est pas apparue comme primordiale dans les rencontres de médiation. Les personnes ne semblent pas toujours préoccupées par cette question : elles peuvent se battre et débattre à propos de nombre de biens communs. Je me souviens d'une médiatrice venue me voir pour une analyse des pratiques : dans une situation, elle voulait que les personnes abordent la question des enfants sans y parvenir. Je lui demandais ce qui semblait préoccuper ces personnes : « leur entreprise commune » avait-elle répondu. Tout se jouait là et tout allait bien du côté des enfants ».

« Cela voudrait-il dire que la question de l'enfant peut être celle du médiateur familial et non celle des personnes ? »

Il y a des symptômes nécessaires ou utiles : si les médiateurs proposent aux parents de parler des questions d'argent, s'ils acceptent de parler de l'entreprise, ils s'occupent aussi des enfants - l'enfant et la petite cuillère, c'est la même chose. Il y a un déplacement ; symbolique sur un objet.

Lorsque l'enfant est une monnaie d'échange, parler d'argent est parfois un meilleur objet ; parvenir à parler d'argent permet ensuite d'élever le débat lorsqu'on en arrive à discuter des enfants.

« Je note que les problèmes ne se situent pas souvent du côté des enfants. Ce qui préoccupe les personnes ce sont des désaccords, des écarts dans leur façon de voir la vie, d'être habités par des valeurs qui leur ont été transmises et qui les mettent à mal ; les pugilats se jouent aussi sur ces différences d'origine, de valeurs héritées ».

Ici, il est important de penser à la dimension psychanalytique, à la dimension inconsciente dans le travail de médiation.

« Le conflit va renvoyer les personnes à la question de leurs relations avec leurs propres parents. Les personnes qui nous sollicitent viennent prendre place comme père, comme mère. Ils viennent se sentir père, se sentir mère (par rapport à eux même), se reconnaître mutuellement comme parents dans la rencontre de médiation ».

La façon dont on a été l'enfant de ses parents, dont on est parent de son enfant est liée.

Dans ce que nous abordons, il est question de la responsabilité : la responsabilité parentale, la responsabilisation demandée aux parents par la société) ; il est également question de l'emprise et de la déprise.

« Le terme de « responsabilisation » nous renvoie à la pression sociale, à la norme du « bon parent séparé ou divorcé ». Sommes-nous là pour concourir à « normer les familles séparées » ? L'idéologie qui nous a portés au départ (avec la pression exercée par la condition paternelle, les mouvements d'égalité parentale prônant comme modèle la résidence alternée) est entrée en contradiction avec un autre présupposé de la médiation familiale : les parents doivent pouvoir choisir librement leur mode d'organisation. Comment avons nous résolu cette contradiction ?

La responsabilité est aussi dans le registre du « répondre de » ce que l'on a vécu, dit, fait. Seul et ensemble, devant et avec l'autre présent, et devant le médiateur. La responsabilité est celle du sujet qui est à la fois un être humain, un homme, une femme, un compagnon, un père, une mère dans des places et des rôles différents ».

« Nous avons été portés par un idéal de co-parentalité. Je me souviens d'avoir rencontré un systémicien qui me disait : « l'essentiel est que l'enfant ait une relation avec son père et avec sa mère » .Je soutenais l'idée que l'exercice en commun de l'autorité parentale était fondamental. C'était un idéal perçu comme utopique par cet autre professionnel ».

Nous questionnons les modèles et les normes. L'idéologie de la fonction symbolique.

Les questions des médiateurs interrogent aussi la pratique du psychanalyste.

Quand le psychanalyste écoute un enfant, il y a tout le temps du parent, des grands-parents, des arrière-grands-parents, du descendant potentiel,

qui est présent ; cela ne peut pas se dissocier. Cependant le cadre de travail permet de ne pas introduire de confusion (il y a un lieu pour l'enfant ; une façon d'ouvrir la porte au parent, de recevoir chacun selon sa place).

Certains médiateurs ici font référence au « sens ». Cela nous renvoie à cette pensée de Denis Vasse (Jardin couvert, Lyon) : « le sens de notre existence s'éclaire à la lumière des rencontres de notre vie ». Chacun parvient sur terre avec une donne et il va trouver du sens à sa vie en fonction de ceux qu'il va rencontrer sur son chemin. Le sens se découvre, en fonction de ..., par rapport à Il ne s'agit pas d'une pensée unique ; on ne peut l'appréhender ; il faut passer « sous l'éclairage ».

Au nom de l'intérêt de l'enfant se glisse la question du contrôle social. Le contrôle social est le fruit d'une intentionnalité claire. La notion de contrôle vient aussi des outils comme la communication par mail ; Il y a une concentration du discours, des messages rapides courts, lisibles. Ainsi la forme prise le discours participe de l'effet contrôle et du risque d'aller vers la simplification. Cela nous amènerait à lâcher sur la complexité.

« J'ai un certain malaise : Je vais en même temps devoir reconnaître l'héritage du Canada, du modèle anglo-saxon et affirmer que je ne me retrouve pas dans cette pratique ; elle ne correspond pas à la façon dont je fonde ma propre pratique ».

« Pourrait-on dire qu'une partie de nous est restée collée à une conception techniciste, rapide, efficace, comportementale ...de cette pratique ? Ne sommes-nous pas 20 ans après dans une redéfinition ? »

« Je m'aperçois ici que j'ai participé à laisser la médiation familiale au niveau du concret ; cela m'a arrangée car je fais autre chose à côté. Je suis psychothérapeute de couple et conseillère conjugale ».

« J'ai l'impression que nous travaillons dans le réel, mais à propos d'objets qui ont une valeur symbolique ; c'est la prise en compte du symbolique qui donne une certaine teneur et profondeur et épaisseur d'humanité à la médiation ».

A ce propos, le message transmis par le site de l'APMF et le Livret éthique sont forts différents.

- Dans le site, l'APMF se présente comme un chaînon indispensable du jeu social (le côté vendeur)
- Dans le Livret, l'APMF présente les situations concrètes traitées en médiation comme symbolisées. Elles peuvent être vues et pensées autrement. Nous ne sommes plus dans la résolution des conflits et la réduction des conflits au comportemental.

Il y a comme une contradiction entre ces messages.

Le site est la carte de visite de l'association ; c'est le « je » de l'association qui procède d'une élaboration du nous. La commission éthique est là pour être en position de surplomb ; elle reflète la question de la complexité.

Dans le Livret éthique, les auteurs insistent sur la posture d'inquiétude : le médiateur familial ne peut jamais être sécurisé et il a à faire avec et à prendre en compte cette insécurité.

La présence de l'enfant semble être un sujet d'inquiétude pour les médiateurs familiaux ; Il nous faut donc réaliser un travail d'étayage sur ce sujet. Sur la question de l'enfant, il est possible de trouver des éclairages en partant de la position de Dolto jusqu'aux conclusions du procès d'Outreau.

Il y a par ailleurs plusieurs paroles, plusieurs discours, plusieurs modèles chez les médiateurs familiaux. Cette diversité n'est pas toujours bien perçue, par les juges en particulier ; peut être parce que les différences ne sont pas suffisamment claires et étayées sur un plan conceptuel, parce que nous n'avons pas accepté de voir les différences entre nous.

Et « avec la justice il y a à la fois collusion et collision ».

Il est difficile de se questionner sur l'éthique d'une profession sans la re-contextualiser, c'est à dire sans la situer en regard de la politique actuelle de la famille et de la prévention de la délinquance.

Nous nous sommes dotés d'un code de déontologie, d'un Livret éthique, d'une commission éthique ; ainsi, nous cherchons à construire un corpus du métier et d'en être un médiateur garant.

Nous avons abordé ici la question du pouvoir (à travers la promotion de modèles) : aujourd'hui nous pouvons regretter que les enjeux de pouvoir ne mobilisent plus une dynamique de contre pouvoir. Il en résulte une tendance mortifère, celle qui est de l'ordre de la division (les personnes sont mal menées, cela produit une souffrance qui peut prendre la forme d'une auto mutilation, comme chez les adolescents qui retournent contre eux même la violence du monde auquel ils sont confrontés). Ce qui est perçu dans la clinique se retrouve dans les groupes (automutilation) et nous pouvons glisser vers des phénomènes communautaires : des phénomènes de groupes, de combats de soi - contre soi, de haine de soi, de haine de la pensée.

Pour conclure, nous avons été, dans ce moment de rencontre, dans trois registres : la parole, la place, le dispositif.

Et pour en revenir à l'enfant, qui était le sujet de réflexion aujourd'hui, nous pouvons dire que peu d'enfants sont désaliénés dans leur parole : Ces enfants dont les parents se séparent vont parler pour la mère, pour le père, pour leurs frères et sœurs. Leur parole n'est pas une parole qui s'appuie sur la réalité, c'est une parole qui s'appuie sur la sphère imaginaire.

Lorsque les enfants parlent des auditions dont ils ont été l'objet, ils pensent qu'ils ont été jugés ou qu'ils ont influé sur le jugement de l'adulte. Ce qui peut être structurant pour un enfant, c'est qu'on ne lui laisse jamais prendre ses fantasmes pour la réalité. Les mécanismes inconscients (l'œdipe, par exemple) existent, la rivalité entre la petite fille

et sa mère existe. Il y a donc une difficulté à traduire à décrypter (le désir) la parole des enfants.

Et par ailleurs, les enfants demandent à être entendus et écoutés ; lorsqu'il aura été écouté, l'enfant aura toujours l'impression qu'il aura influencé les adultes.

Les juges aussi doivent être « des sujets divisés » ; il leur faut comprendre qu'ils ne peuvent être dans la maîtrise.

« J'ai travaillé avec une magistrate qui recevait tous les enfants ; non pour les entendre mais pour leur parler de ce qui se passait au Tribunal pour leur famille ; elle leur expliquait qui elle était, ce que représentait un Tribunal, le code écrit, ce que leurs parents venaient faire là ... »

Le Juge a cette fonction symboligène : par delà le père et la mère, il y a la loi symbolique qui les dépasse ; Ils sont eux même soumis à cette loi (comme le Juge lui-même).

Une question éthique est la reconnaissance de la limitation de la toute puissance.

Le parent est le plus souvent idéalisé. Il y a peu de référence au fait que les parents sont très limités et qu'ils font ce qu'ils peuvent.

Cependant un bébé reconnaît son père et sa mère parce que ce sont ceux qui tâtonnent le plus avec lui.

Il est important également de ne pas oublier ceux qui jouent, autour de l'enfant, un rôle d'éducation, de soutien : « Papa, maman la bonne et moi » est une expression très judicieuse : la place est référée à « de l'autre ». C'est le quatrième terme qui fait fonctionner la triangulation ; le tiers fonctionne d'autant mieux qu'on est référé à un autre.

Il est donc souhaitable de ne pas avoir une représentation normée de la famille. Par exemple, la « mise en tension » entre les parents que peut apporter une nouvelle alliance d'un parent peut être pour l'enfant la prise en compte d'une réalité : celle de la séparation de ses parents.

Actuellement les professionnels ont tendance à réaliser des tâches diverses à la demande des institutions. Or clarifier le cadre de l'intervention, préciser les tâches possibles à réaliser, définir la place, sont des actions à mettre en travail au sein même de la profession afin que cette clarification puisse aider les autres professionnels à se situer vis à vis du médiateur familial.

Points de vue de médiateurs familiaux

Inquiétudes d'une médiatrice familiale concernant la place de l'enfant dans la médiation

Annie ROUSSEaux

Médiatrice familiale, directrice de l'A.C.F. à Orléans

Je constate la dérive vers laquelle la médiation familiale est entraînée depuis quelques temps et je me questionne, je m'inquiète de cette dérive.

Je suis médiatrice familiale depuis une quinzaine d'années, formée à l'AFCCC dans la première promotion qu'elle ait instituée.

Depuis 8 ans je travaille à l'A.C.F., à Orléans, c'est une Association d'Aide à la Résolution des Conflits Familiaux, créée en 1989 et qui œuvre depuis ce temps en médiation familiale, elle met au cœur de ses objectifs l'intérêt de l'enfant.

Je veux apporter ces précisions pour bien définir d'où je parle, c'est-à-dire de ma place de médiatrice familiale formée il y a 15 ans déjà, ayant obtenu un certificat d'aptitude à exercer la médiation familiale, diplômée depuis par le biais de la VAE, et de ma place initiale d'Éducatrice Spécialisée. En effet j'ai travaillé 17 ans en AEMO. J'ai également travaillé au Service Départemental d'Aide à la Parentalité dans le Loiret et ai été chef de service d'un lieu d'accueil pour jeunes en rupture familiale, sociale.

Pour préciser ma pensée, je suis persuadée que les pré-requis et l'expérience professionnels, c'est-à-dire la multiplicité des rencontres avec les différentes situations qui jalonnent notre parcours, nous enseignent au fur et à mesure de notre cheminement, de notre pratique ; ce sont les familles elles-mêmes qui nous apprennent que rien n'est figé.

Je m'intéresserai d'abord à la confusion des termes, en effet celui de « Médiation Familiale » est bien sur compris par les partenaires sociaux, les prescripteurs ou le public lui-même comme étant un exercice qui interviendrait entre les membres d'une même famille qui seraient en conflit, ainsi le travail de médiation familiale pourrait s'entendre comme se situant entre parents et enfants mineurs.

Or, ce travail entre parents et enfants est à mon sens réservé par exemple à l'assistance éducative en milieu ouvert, aux thérapeutes familiaux ; c'est un travail complexe sur la relation enfants/parents et il ne s'agit pas là de médiation familiale telle que je l'entends, telle qu'elle m'a été enseignée de pratiquer à l'AFCCC (qui je le rappelle est un centre de formation d'obédience psychanalytique, fondé par J.G. Lemaire, auteur du « couple, sa vie, sa mort »).

La médiation familiale que je pratique et que les médiateurs familiaux pratiquent à l'A.C.F., pourrait se nommer « médiation parentale », et dans parentale j'inclus les grands-parents, beaux-parents ou tout adulte de la famille, ayant un lien de sang ou non, qui a un rôle ascendant à jouer auprès d'enfants mineurs.

Ce sont 95% des situations concernées par mon service.

Le travail sur la relation enfants / parents se fait dans les services d'aide à la parentalité, dans les CMPP, chez des psychologues spécialisés, en thérapie familiale, dans les unités d'urgence, dans les espaces-rencontres où sont accueillies des situations conflictuelles enfants / parents.

Mais en médiation familiale telle que je l'entends et la pratique, si je parlais de « médiation parentale », ne seraient pas alors incluses dans ce chapitre les médiations familiales entre frères et sœurs adultes, entre parents et enfants adultes, c'est pourquoi le terme plus global de médiation familiale doit être maintenu mais précisé, affiné et non pas dérivé vers une pratique que je ne reconnais pas : celle de recevoir les enfants en médiation familiale.

Pourquoi cette position ? Je précise ici qu'à mon arrivée à l'A.C.F. une psychologue recevait les enfants pendant que la médiatrice familiale, à qui j'ai succédé, recevait les parents. Au regard de toutes les confusions que cela pouvait amener, j'ai rapidement changé ce cadre et la psychologue n'a plus reçu les enfants.

Pour étayer mon point de vue, j'ai interrogé une éducatrice spécialisée qui travaille actuellement et depuis 20 ans en milieu ouvert et a achevé il y a peu de temps son stage de médiatrice familiale dans mon service.

Elle dit que son service d'AEMO reçoit actuellement des jugements de Juges pour Enfants qui ordonnent des médiations familiales parents / enfants dans le libellé. Or dans ce cas, il y a « mandat ».

Il semble qu'il y ait une grande confusion chez les Juges actuellement qui ne seraient peut-être pas suffisamment informés de ce qu'est la médiation familiale même si certains le sont pertinemment, Madame BOUSSAROQUE, Vice-présidente du Tribunal pour Enfants de Clermont-Ferrand, l'explique fort bien en disant :

« Elle peut être complétée par la mise en place d'une mesure d'assistance éducative La médiation familiale ne peut être réalisée dans le cadre d'une mesure d'AEMO en raison notamment de sa totale confidentialité (tandis que le service d'AEMO mandaté par le Juge des Enfants doit lui adresser des rapports périodiques), de son autonomie (le magistrat définissant dans sa décision les objectifs spécifiques à

réaliser dans le cadre de la mesure d'AEMO), son déroulement dans un lieu extérieur au cadre de vie des parties.

Ces différences qui constituent la spécificité de ces deux mesures, font que l'une n'exclut pas l'autre et assurent même leur complémentarité ».

Nous avons tous différentes sensibilités, différents pré-requis professionnels et sommes tous envahis par nos propres contradictions et paradoxes. Je n'apprendrai rien à personne et ne souhaite pas ici féconder une réalité, mais je vais essayer simplement d'avancer dans la mienne en tant que médiatrice familiale ayant préalablement une longue expérience et pratique d'AEMO ainsi qu'en service d'aide à la Parentalité en faisant ici partager ma réflexion.

Chacun sait bien que les théories stérilisent l'action et les débats font bien souvent l'économie du renouvellement des pratiques, ce qui serait dommage à mon sens si nous ne faisons pas en sorte de voir en quoi ces débats peuvent être stériles.

Il est nécessaire de faire cohabiter à mon sens des sensibilités contradictoires, elles peuvent être dans le vrai ou non, l'important étant de ne pas idéaliser certaines pratiques et de savoir exercer au cas par cas, dans le cadre de notre profession et selon nos pré-requis, qu'il s'agisse d'expériences professionnelles, personnelles, d'apprentissages divers, apportés par le hasard et la richesse de nos rencontres, qu'il s'agisse de lectures, de colloques, d'enseignements culturels, théoriques, d'échanges entre professionnels ou de ce que nous enseignent les familles elles-mêmes.

Alors Soigner, Éduquer, Humaniser, Protéger, Prévenir, Responsabiliser ?

Que cherche-t-on dans le cadre de la médiation familiale ?

Ici je noterai la pertinence du « ET » qui est d'accompagner dans plusieurs domaines.

J'ai récemment assisté à un colloque de la Ligue de la Santé Mentale, où son Président Roland Coutanceau s'est exprimé sur la « pensée un peu paresseuse », celle qui mène au pouvoir, celle qui consiste à reprendre l'idée reçue, celle en vogue, celle qui rassure, celle réfléchie par d'autres et qui ne nécessite pas d'efforts.

Si j'ai bien compris ses propos, il est beaucoup plus difficile d'assumer des contradictions et de rester jeune d'une certaine façon en s'exposant comme je vais m'exposer.

En effet en vieillissant on pourrait penser garder une ligne fixe, tellement plus confortable et rassurante, pour soi, et pour ceux qui attendent l'enseignement de « celui qui sait ».

Je prends donc le risque de dire que je sais, comme Jean Gabin, « je sais que je ne sais pas bien », et je ne veux pas, en vieillissant, me cristalliser ; le monde autour de moi, de nous, bouge et c'est notre posture intellectuelle qui doit se développer.

Il semble que chaque professionnel soit seul dans son coin, et cherche à se rallier à d'autres dans lesquels il se reconnaîtrait, se rassurerait, se convaincrait.

Or, tous ces professionnels ont vocation à travailler de manière pluri-axiale.

Est-il possible d'imaginer faire travailler ensemble parallèlement des professionnels dans des champs différents ? Ceux qui accueillent la souffrance de l'enfant, ceux qui accueillent les parents dans la perte du conjugal pour passer au parental ?

Éducateur d'AEMO / Médiateur Familial, dans une même situation ?

L'un avec un mandat et un rapport à la clef.

L'autre avec le consentement des parents, une réelle demande et un projet d'entente qu'ils élaboreraient eux-mêmes ?

Comme s'il fallait adhérer au processus sinon le professionnel serait en difficulté. Mais on idéalise en croyant à un processus unique et on « pédale » à côté de la difficulté.

La curiosité crée quelque chose de dynamique, certes, mais la séduction du modèle, en l'occurrence ici d'écoute de l'enfant, déstabilise. La médiatrice familiale que je suis, pétrie de principes déontologiques auxquels elle adhère et qui semblent ici menacés, s'arc-boute et s'interroge, voire s'insurge.

Il y aurait désormais deux façons de pratiquer : l'ancienne, celle où la place de l'enfant n'est pas en médiation familiale, et la nouvelle, portée sur la scène et poussée en avant qui serait de recevoir l'enfant en médiation familiale pour qu'il prenne une place, voire, la place.

Ainsi la position qui cadre et dit : « L'enfant n'a pas de place en médiation familiale » serait à défendre puisque menacée et entraînant la dérive de la médiation familiale. Celle qui invite l'enfant serait « la panacée » rédamée par les financeurs soucieux de contenir les problèmes familiaux.

Et une autre qui pondère en disant « pourquoi ne pas écouter l'enfant » se profilerait actuellement. Mais écouter l'enfant ? Est-ce partir de sa réalité psychique ? Pour faire quel panachage ?

Écouter l'enfant ? Qui l'écouterait ? Le médiateur familial chargé d'être neutre ? Les parents ? Aidés par le médiateur familial ?

Que représente cette écoute pour cet enfant ?

A quelle place met-on l'enfant en l'introduisant sur la scène de la médiation familiale de ses parents ?

- Est-ce qu'un enfant dit sa vérité, celle de sa mère, de son père ? Pour exemple, qu'est-ce qu'il voterait, lui ? S'il avait droit de vote ? Est-il en capacité d'avoir son jugement réaliste alors même qu'il est enfant et n'a pas à être mis dans une position d'adulte, celui qui peut voter ?
- Est-ce le travail du médiateur familial d'avoir à décrypter ce que voudrait dire un enfant ? D'avoir à discerner s'il dit sa vérité ou s'il répète celle de l'un ou l'autre de ses parents ?
- N'est-ce pas mettre l'enfant particulièrement en difficulté ? N'oublions pas que l'enfant est l'objet des projections croisées et multiples du père, de la mère, des grands-parents, des oncles et tantes, etc...
- Que fait-on de la recherche des limites des parents par l'enfant dans sa construction ? Pourquoi le confronter à eux dans une position de pouvoir sur eux, de pouvoir sur la situation ?

Il faut que l'enfant puisse en vouloir à ses parents, puisse se différencier, ne pas avoir le sentiment de les avoir influencés, gouvernés, mis en position inférieure et lui en position de pouvoir, de savoir.

C'est aux parents de savoir ce qui est bon pour leur(s) enfant(s) et pas aux enfants de leur dicter leur conduite. Nous savons bien que la quête narcissique est mise à mal quand les parents n'ont pas la capacité de donner le cadre, or, à mon sens, faire participer l'enfant au travail de médiation familiale est une invitation par le médiateur familial à venir observer les carences chez le père ou chez la mère ou chez les deux parents, à venir les nommer, les juger.

C'est une invitation à participer aux agencements parentaux.

Plus j'y pense plus je suis persuadée que c'est une observation et je me pose la question de la quête de l'idéal du médiateur familial, de son intérêt de professionnel.

Il m'apparaît extrêmement déstructurant de lui laisser faire ce qu'il veut (et au médiateur familial et à l'enfant !) surtout si le médiateur familial n'est pas formé dans le domaine de l'enfance.

Il y a nécessité de cadre pour que l'enfant devienne adulte, c'est-à-dire qu'il soit hors cadre de la séance de médiation familiale.

La distance entre les générations est nécessaire.

- Pourquoi agiter le risque que l'enfant devienne un enfant difficile dans le contexte de séparation ?
- Pourquoi favoriser le rapport de proximité avec l'un ou l'autre des parents, voire la fusion, et le rejet haineux de l'autre ?
- Est-ce que l'enfant n'est pas placé au centre parce qu'on continue à dire « couple parental » ; combien de fois ai-je entendu cette appellation, et non « Deux Parents » ; un couple c'est sexué, un homme, une femme, le vocable même me paraît ambigu. Ne pourrait-on dire « Alliance parentale » !? Ce qui pourrait être une possible finalité de la médiation familiale.

La médiation familiale a œuvré pour s'adresser aux parents et ne plus faire de l'enfant le patient désigné. Or, cet enfant est remis sur la scène ! Confronté au séisme de la famille qu'on lui fait revivre !

C'est une négation possible :

- de sa propre pensée
- de sa propre parole.

Quel est l'intérêt de le faire venir en médiation familiale ?

Est-ce son intérêt ?

Est-ce une méthode à adopter ?

Une Méthode à adapter, cas par cas, suivant les pré-requis professionnels, les expériences de chaque médiateur familial, sans oublier qu'appartient à chaque professionnel ses spécificités.

Il existe un cadre propre à chacun ; l'Éducateur de milieu ouvert n'a ni le même cadre, ni le même travail que le médiateur familial

Se pose la question de l'ambiguïté de celui qui a les 2 diplômes.

Y a-t-il un Espace particulier à créer ?

Les Juges des enfants ont-ils à « Ordonner » des médiations familiales dans les services d'AEMO ? Alors que le mandat concerne l'enfant ? J'ai appris récemment qu'un Juge aux Affaires Familiales ordonnait des médiations familiales et les confiait

à un service de thérapie familiale où pourtant aucun médiateur familial n'exerce, dans le but précis que l'enfant soit reçu ; je reste perplexe.

N'avons-nous pas à mieux clarifier nous-mêmes notre positionnement et en informer ces Juges par souci et respect de l'enfant ?

L'enfant n'a pas à être le médiateur de ses parents ; or il me semble que placé en tant qu'acteur du travail de médiation familiale il pourrait le devenir !

Je m'interroge quant à cette la présence des enfants, physique, dans les séances :

- Est-ce une proposition ou une imposition par le médiateur familial que les enfants soient présents ?
- Que fait ce médiateur familial quand le parent est « empêché » par l'autre de voir les enfants ?
- Que fait-il de la souffrance de chacun à être confronté à l'autre, devant l'autre ?

Cette pratique est-elle induite par la demande des prescripteurs ? Répond-elle à cette commande ? Liée on le sait bien à des critères économiques.

- Est-ce que l'enfant doit être mêlé au conflit à travailler ? Il y a là une réelle contradiction avec le fait que les deux parents ont à prendre des décisions qui concernent l'enfant auxquelles il n'a pas à participer pour garder sa place d'enfant. Je vais faire référence ici à ce que dit Jean GRECHEZ, (Revue Dialogue n° 170): « le processus de médiation s'adresse à des personnes dont l'une des deux ne peut être sous l'autorité de l'autre. Or, dans la situation du mineur se confrontant à son parent, celui-ci, sauf cas exceptionnel, est titulaire de l'autorité parentale qui pourrait se trouver gravement fragilisée par un processus de médiation.

Dans le cas d'un conflit opposant un mineur à son parent, le médiateur, en acceptant ce type de situation, ne risque-t-il pas de situer le mineur comme l'une des deux parties du conflit, avec toutes les conséquences que génère ce type de situations ? ».

La présence de l'enfant, qui serait justifiée par un cadre de « Protection de l'Enfance », induite ou renforcée par cette dérive que nous laisserions s'installer au nom de l'excessive bien-traitance des médiateurs familiaux, voulant investir une place où ils ne sont pas forcément compétents, est à mon sens bien discutable.

Cette place de « super-savoir », « super-estimation » de soi-même en tant que professionnel pourrait peut-être se trouver régulée si nous pouvions, médiateurs familiaux, recevoir à deux, en co-médiation, mais cela est bien rare, pour des raisons financières en grande priorité, tout du moins dans mon service.

Je m'interroge sur le fait qu'il existe une alternative entre le culte du secret et trop de transparence. Il nous faut nous questionner sur la contrainte à dire, à devoir dire, à se croire obligé de dire ou obligé de devoir se positionner.

Le moyen de ne pas avoir à céder à la tentation de recevoir l'enfant serait dans l'idéal, à mon avis, de travailler à deux, en co-action ; en recevant à deux en co-médiation, et ainsi en co-responsabilité nous pourrions aider les parents à mieux se positionner peut-être, cela bénéficierait à l'enfant, parce que ce serait partager deux compétences, deux savoir-faire, deux complémentarités, deux identités, deux différences.

En co-médiation l'autre est là. Il y a croisement des efforts, maillage ou « tricotage » comme diraient certains dont je fais partie.

Certes, l'analyse de la Pratique existe, mais elle est loin, pas au cœur.

Pourquoi introduire un mineur qui n'aura pas légalité et l'égalité dans cet échange et partage ?

Interrogeons-nous :

- Que vit ce mineur sur la scène théâtrale de la médiation familiale dans les cas où le médiateur familial le fait participer ? N'est-ce pas une introduction dans la désorganisation du couple alors même qu'il se sent déjà coupable,
 - * qu'il éprouve de la culpabilité,
 - * que c'est assez éprouvant pour lui et compliqué d'être en relation seul, alternativement, avec l'un ou l'autre de ses parents.

Pour partager ensemble les savoir-faire et les difficultés, l'enfant n'a pas à être là, mêlé à ces batailles rangées.

A quelle place met-on le parent en introduisant l'enfant sur la scène de la médiation familiale de ses parents ?

Cela induit :

- * L'idée du parent « défaillant » qui ne sait plus ou pas être parent c'est-à-dire ne sait plus faire preuve d'autorité parentale, laisse trop de pouvoir à l'enfant qui va décider, dire à la place du parent
- * Du parent « coupable » qui est l'auteur de tous les maux de l'enfant, de cet enfant « victime » du parent malveillant, maltraitant
- * Du parent « dangereux » et condamnable.

Mais avant la condamnation il y a le travail de prévention, sans préjugés, nous sommes en médiation familiale.

Comment un Médiateur Familial pourrait-il inviter un enfant à prendre position sans condamner l'un ou l'autre des deux parents, mais surtout l'enfant lui-même pris dans une parole, un jugement, qui vont l'entraîner sur une scène où il n'a pas de rôle à jouer en tant qu'acteur des actes de la pièce.

Des Débats ou Ébats de ses deux parents, doit-il y prendre part ? Certainement NON.

Le constat est que les parents sont souvent fort bousculés par ce qu'ils vivent, entre les attentes déçues, les amours-propres blessés, les rêves déçus, les luttes, les larmes, les ressentiments, les souffrances liées à leurs séparations.

Par ces envies de faire souffrir l'autre autant que soi, ils oublient, ignorent ou occultent le fait qu'ils vont faire souffrir leur(s) enfant(s) et ce ne sont pas les exemples qui nous manquent à tous.

Ils sont dans un tel moment qu'ils ne savent plus comment intervenir auprès de leur(s) enfant(s) : ensemble mais séparément ; et le savaient-ils avant leur séparation ?

Il ne faut pas oublier que le Médiateur Familial travaille sur du « court terme ». Doit-il se transformer en Éducateur d'AEMO ou de Service d'Aide à la Parentalité pour guider, conseiller ces parents déboussolés ? En a-t-il les compétences ? Si oui, doit-il le faire ? C'est-à-dire éveiller les parents à comprendre ce qu'ils vivent, ce qu'ils font vivre à leur(s) enfant(s) ? Les aider à devenir parents ensemble. Pour cela la présence de l'enfant est-elle nécessaire ?

En AEMO l'Éducateur a un mandat nominatif qui concerne l'enfant et en règle générale il travaille avec l'un ou l'autre des deux parents dans le cadre de situations où les parents sont séparés. Rarement les deux consentent à être réunis. Imaginons que cela puisse être le cas, l'Éducateur est-il l'éducateur des Parents ou celui de l'Enfant ?

A qui va-t-il rendre son rapport ? Puisque rapport écrit il y a en Mesure Éducative. Aux Parents ? Au Juge ? Verra-t-il l'enfant ?

Comment un enfant pourrait-il vivre le fait qu'il livre ses impressions, ses angoisses, ses inquiétudes, ses désirs en admettant qu'il puisse être authentique alors qu'il sait que ses paroles vont être réinjectées, réutilisées en séance avec ses parents.

Que ferait-on de sa parole dans le cas où il viendrait dire « Je ne veux pas voir mon père » par exemple alors que les parents prennent ensemble la décision inverse !

Dans l'hypothèse où les Juges des Enfants ordonnent des médiations familiales dans des services AEMO, j'imagine possible le scénario où un Médiateur Familial reçoive les deux parents, bien distinctement du travail éducatif qui pourrait concerner l'enfant.

Comment Médiateur Familial et Éducateur travailleraient-ils ensemble sans trahir la confidentialité de ce que disent et élaborent les parents dans leurs séances ?

J'imagine que seules des séances incluant les deux parents, le Médiateur Familial et l'Éducateur seraient alors possibles pour que ce soit bien les deux parents qui décident de ce qu'ils ont à penser et construire pour leur enfant.

L'Éducateur ne rendant compte alors qu'aux seuls parents de ses observations et de ses hypothèses pour améliorer la vie de leur(s) enfant(s).

Il lui faudrait alors, tout comme pour le Médiateur Familial, ne rendre compte au Juge que de l'évolution de la situation.

Ce scénario entraînerait une grande révolution !

On a beaucoup parlé de la place du père, de la défaillance paternelle, on parle aujourd'hui de la défaillance parentale, des deux parents.

On voit naître toutes sortes d'action de soutien à la Fonction Parentale, groupes de parole pour parents et autres idées parce que le Pouvoir Étatique se penche sur cette question de la responsabilisation des parents et finance ces actions, Qu'est-ce qui amène les intervenants médico-psycho-socio-éducatifs à « soutenir la fonction parentale » si ce n'est l'idée que l'autorité parentale est entamée par le discrédit des modes d'éducation actuels, donnant à l'enfant trop de pouvoir, par la peur d'être jugé sévère, et /ou maltraitant, par un manque de repères et de normes éducatives et morales, par un manque de réflexion sur ce que doit être l'éducation d'un enfant; Aldo Naouri vient d'écrire un livre sur ce sujet.

Or, faut-il transmettre des savoirs, et les Professionnels sont censés les avoir, et ainsi se situer à la place des parents ou solliciter la dimension désirante d'un Père ou d'une Mère comme le Médiateur Familial peut le faire au cours du Processus ?

Questions :

- Les Professionnels soucieux et désireux d'inclure les enfants dans le travail de médiation familiale ne sont-ils pas animés eux-mêmes par la peur d'être pensés comme non impliqués, non concernés par l'intérêt de l'enfant ?

Le faire participer ne relève-t-il pas du désir de réparer, de faire agir l'enfant sur la scène parentale ?

- Faire parler l'enfant ?
 - * Pour qui ?
 - * A la demande de qui ?

Il y a une différence entre inviter les parents à dire à leur(s) enfant(s) qu'ils font un travail ensemble pour essayer d'améliorer leurs relations dans le souci du respect de chacun, et inviter les parents à faire participer leur(s) enfant(s).

La médiation familiale n'est pas la thérapie familiale !

Il semble qu'une grande confusion se soit installée dans l'organisation des interdits en ce qui concerne l'éducation que les parents donnent à leur(s) enfant(s) et il semble qu'une grande confusion s'installe dans l'organisation du travail de certains Médiateurs Familiaux concernant la place à donner aux enfants dans le travail qui concerne les parents, sous prétexte de son « intérêt ».

L'invocation de « l'intérêt de l'enfant », notion floue s'il en est,

Maurice Berger donne une définition qui me convient, ce serait « la Protection de la sécurité et du développement intellectuel et affectif de l'enfant » : Définition concoctée à partir des écrits législatifs de nombreux pays qui travaillent depuis des années sur le concept.

Les seules questions qui comptent sont : « comment va l'enfant réel, comment protéger son développement en fonction de ce que nos connaissances les plus récentes nous permettent d'affirmer ».

Cette notion ne suffit pas à « ordonner » les interventions supposées le protéger.

En effet, notre vision de l'enfant, souvent modifiée au cours des siècles, aboutit aujourd'hui, tout en l'instituant comme personne ayant des droits propres, à le penser globalement comme victime risquant sans cesse le traumatisme.

Nous perdons de vue que l'enfant est un sujet, celui dont Françoise Dolto disait fréquemment qu'il n'a pas d'âge, qu'il n'est ni jeune, ni vieux, mais – dès avant sa naissance – Pris, Soumis, Sujet des mots qui le parlent, le mettent en action, en œuvre, en réalisation.

Sujet du langage qui a sur lui des effets constitutifs, quel que soit son âge.

Sujet des définitions qui l'atteignent et vont le façonner.

Il ne faut pas oublier qu'il est dépendant des adultes, non autonome, soumis à l'autorité parentale, au cadre structurant qui doit lui permettre d'être enfant et non rival, mis à une place de pseudo-égalité.

Cette estimation du médiateur familial, que je citais plus haut, dont d'ailleurs on ne saurait pas de quoi elle serait vraiment faite, de la place à tenir par l'enfant dans la problématique propre à ses parents alors que l'attachement et le lien à ces parents s'en trouveraient attaqués et mis à mal, viendrait mettre en exergue ces liens alors qu'habituellement enfouis et enracinés dans les profondeurs de l'inconscient, celui des parents comme celui des enfants. Inviter l'enfant à être au centre de la scène d'un travail devant s'effectuer entre les parents, n'est-ce pas prendre le risque de mettre en péril les liens d'attachement, de loyauté ? N'est-ce pas faire prendre un énorme risque aux enfants dans ce qu'ils diraient ou tairaient ? N'est-ce pas ouvrir le cortège des culpabilités diverses à porter pour des années ? La place faite à la parole des enfants en Médiation Familiale, alors que cette parole est souvent considérée comme étant à ne pas remettre en question, met sans cesse en danger, non seulement les adultes qu'elle désigne, mais les enfants eux-mêmes, souvent victimes des effets du processus qu'elle déclenche.

De plus en plus « responsables », qu'il s'agisse des parents, des professionnels ou des enfants, nous devenons sans cesse davantage potentiellement coupables : Coupables de ne pas voir perçu, entendu, vu, deviné, évalué, estimé, compris, décidé, mis en œuvre, révélé.... Afin de soulager l'individu de toutes ces responsabilités la législation met en place de nouvelles circulaires, de nouveaux règlements, de nouveaux décrets, renvoyant à d'autres « plus responsables encore » les décisions, dans une sorte de roue de mobylette qui entraîne le mouvement de l'autre roue, mouvement circulaire ou se perd le réel souci de l'enfant.

C'est donc aux effets pervers du dispositif de protection de l'enfance que nous avons affaire, effets pervers qui se conjuguent avec une modification des repères concernant le rapport entre les générations et les effets de la Convention des droits de l'Enfant, qui donne une forme apparemment juridique à ces modifications. Déjà en 1992, Irène Théry, avait souligné le rôle de déliaison entre parents et enfants joué par la promotion des droits de l'enfant.

Nous pourrions considérer que cette déliaison s'étend à l'ensemble des adultes chargés de l'enfant. Ainsi le Médiateur Familial aurait donc un savoir présumé à gérer toute crise familiale et prendrait le risque de travailler avec l'enfant, en présence ou hors présence des parents dans un savoir-faire à tout crin ! Ou à tout craindre !!!! En effet je m'interroge sur ce savoir-faire alors que des professionnels certifiés hésitent à donner cette parole à l'enfant, à l'entendre aussi, et ne savent comment s'y prendre, qu'en faire ! Je fais appel ici à tous les professionnels compétents pour écouter cette parole, en CMPP ou ailleurs, ils savent bien combien elle est à manier avec précaution pour ne pas en faire porter un poids inutile et dévastateur.

Cette parole qui pose déjà bien des interrogations et difficultés aux avocats, aux juges quand il est question de l'écouter.

L'objectif de ce florilège de mesures mises en place pour la protection de l'enfant serait, idéalement, d'éviter à l'enfant de courir le moindre risque. C'est le mythe du risque zéro qui envahit actuellement notre société, cherchant à s'assurer, se réassurer, se prévenir du moindre danger ou risque, dans un système d'évaluations et de contrôles. Le Médiateur Familial se met-il à l'abri en cherchant à donner une place à l'enfant ? Ou cherche-t-il à se donner de l'importance ? Une place qu'il n'a pas à tenir puisque NEUTRE.

Donner une place à l'enfant, c'est glisser à coup sûr dans un parti pris, celui de l'enfant à soutenir !

L'enfant aurait-il besoin d'être présent physiquement pour être au cœur du souci de ses parents ? Le Médiateur Familial comme le législateur doit prendre en compte la capacité du parent à le rester ou le devenir en se séparant. Il existe des services d'aide à la Parentalité où psychologues et éducateurs travaillent de concert pour aider les parents demandeurs, tout comme il existe des services d'AEMO alors que les parents ne sont pas forcément demandeurs ! La Médiation Familiale ne peut pas se substituer aux services déjà existants !

Le Médiateur Familial est-il formé à recevoir les enfants ? À écouter leur parole et à savoir quoi en faire ? Ne perdrait-il pas son identité à vouloir tout faire ou tout régler ?

N'y a-t'il pas une grande confusion du rôle de chacun mais surtout une ambiguïté de départ avec le vocable même du terme Médiation Familiale ? Combien d'appels à mon service provenant de partenaires sociaux ou de parents eux-mêmes confondant :

- le travail de Médiation Familiale, qui s'adresse aux adultes concernés par un même conflit dont bien souvent souffre chacun y compris les enfants,
- et le travail qui consisterait à dénouer, déjouer, travailler les conflits opposant parent et enfant dans le cadre de relations conflictuelles.

Relations abîmées par un conflit de séparation des parents ou par un autre contexte ! Or, il s'agit là, à mon sens, d'un travail bien particulier et autre, à mener par d'autres professionnels, qu'ils soient psychologues, éducateurs, thérapeutes familiaux, Pédopsychiatres, etc... et dans d'autres cadres !

En assurant la promotion de la Médiation Familiale j'ai à chacune de mes interventions largement insisté sur cette question de la place de l'enfant en Médiation Familiale, qui, je le répète n'y a pas sa place physique. Or, comment être entendue alors que d'autres associations ignorent cette position et reçoivent les enfants au même titre que les parents ! En premier lieu parfois et à leurs demandes ! Il me semble qu'il y a là déjà le problème et à mon sens le risque de dérive de la Médiation Familiale ; dérive par rapport au cadre de départ, dérive par ceux qui l'exercent, dérive par les Financeurs qui demandent à ce que les enfants soient reçus.

Il y a sans nul doute possible, une question également économique dans cette question de traiter ou non « la protection de l'enfant » par le biais de la Médiation Familiale, j'en suis persuadée.

Que fait-on alors de la question du traumatisme de l'enfant, qu'il en ait conscience ou non, d'avoir à participer au débat des adultes, de ses protecteurs officiels ?

Si je dis traumatisme, conscient ou non, c'est que cette dimension peut ressurgir dans un temps ultérieur, à l'occasion d'autres événements ou d'autres temps de la vie psychique. En effet, le sens des souvenirs, des différents vécus, peut advenir après coup. Tel est le cas des remaniements opérés à l'adolescence, où, sous la pression de la puberté, certains épisodes du passé de l'enfant peuvent apparaître brutalement ou encombrer sourdement la vie interne de celui ayant eu à participer à des échanges et / ou négociations, mis à une place d'adulte décidant pour lui-même

alors qu'il est enfant face à son parent et par conséquent pas sur le même plan d'autorité.

De même, des événements du passé, ignorés par le Médiateur Familial, peuvent imprimer leurs marques sur des événements présents, leur donnant une dimension sans commune mesure avec la situation vécue d'être au centre, physiquement, de la scène de Médiation Familiale !

Je le redis ici, pourquoi cette appellation ? « Familiale » ? Le problème ne se poserait peut-être pas ainsi à nous, Médiateurs Familiaux divisés par la question, si la Médiation se nommait « Médiation Parentale » dans les situations où des parents effectueraient un travail lié à leur parentalité.

Ces questions divisent non seulement les institutions elles-mêmes et entre elles, en fonction des différentes missions qui leur sont assignées, mais les Médiateurs Familiaux les premiers alors que la question ne devrait pas se poser dans l'éthique de la construction même de la profession !

Dès lors qu'il y a perception de danger pour l'enfant, le Médiateur Familial doit s'en ouvrir aux parents, leur signaler, mais ne pas intervenir lui-même en faisant participer l'enfant (ce qui concourt au danger !)

Il y a une différence à faire entre évaluer des risques, les nommer, faire le choix en conséquence d'interrompre le travail de Médiation Familiale et exécuter ce travail parce que spécifiquement demandé par le prescripteur ou bien encore par le parent lui-même ! A ce sujet, les Médiateurs Familiaux qui font participer les enfants le font-ils à la demande commune des parents, à la demande d'un seul des deux, suivant leur initiative personnelle ? Systématiquement ? Au cas par cas ?

Quelle est la conception du Médiateur Familial de sa profession ? Est-ce une mission de protection ? Des personnes en général ? Des enfants en particulier ? Quelle conception a-t'il de l'intervention à mettre en œuvre ?

Certes la souffrance de l'enfant divise. Elle divise chaque Médiateur Familial pourtant censé rester neutre ! Pris entre son savoir, ses croyances, ses valeurs, ses représentations du danger et du bien-être, de la maltraitance et de la bientraitance, ses identifications, ses projections, etc. Chaque Médiateur Familial doit sans cesse interroger ses évaluations, ses perceptions et sa compréhension des dynamiques familiales au regard du danger dans lequel une non vigilance de sa part ou une neutralité de non circonstance pourraient placer l'enfant. La singularité de chaque situation, de chaque individu, parent ou enfant, vient interroger les compétences du Médiateur Familial, ses responsabilités et, au-delà, son implication personnelle. Que veut-il pour ces personnes qui font appel à ses services, ou à ses compétences mais si on parle de compétences, desquelles parle-t-on ? Le médiateur familial est-il compétent pour répondre à la demande de prescripteurs dans le cadre de la protection de l'enfance ? Se forge-t-il lui-même son propre cadre pour y répondre ? Seul ? Sans partenariat ? En un temps restreint ? Va-t-il satisfaire le prescripteur et sortir du cadre d'origine en écrivant des rapports ? Quels pouvoirs va-t-il se donner ? Toutes ces questions m'inquiètent, voire me font frémir quant au pouvoir que se donne ou se donnerait le « Super-Médiateur-Familial » ! Capable en sept séances en moyenne de rétablir des situations relevant du cadre de la protection de l'Enfance ! A moins qu'il ne s'agisse que de Prévention ! Alors pourquoi prendre le risque de donner un pouvoir à l'enfant sur ses parents jugés alors comme coupables de séparation et incapables de savoir ce qui serait bon pour leurs enfants puisque le

médiateur familial irait vérifier auprès d'eux s'ils ont pris les bonnes décisions ! J'en veux pour exemple ce qui se pratique dans certains lieux de médiation familiale où les enfants sont invités à venir donner leur avis hors présence des parents ! Ce qui est encore une autre source de mise en danger de l'enfant.

Que de poids à porter, de secrets étouffants, de dévouements la part de ceux qui porteront la parole des autres dans les fratries, que de divisions en perspectives !

Le Médiateur Familial comme professionnel du champ de la famille et particulièrement des familles en souffrance, devrait avoir à mon sens comme qualité première le sens de l'humilité, et ne pas se sentir investi d'un pouvoir de protection, il est de toutes façons, appelé à répondre de ses actes, à soutenir ce qu'il en est de son désir, de ses choix, non seulement en tant que professionnel mais en tant que sujet.

Pour finir je dirai qu'il me semble évident que la médiation familiale ait vocation à protéger « l'intérêt de l'enfant » en nous accordant sur ce qu'est ce réel intérêt, que par là même elle fasse partie du champ pluri axial des missions de la Protection de l'Enfance mais comme me le disait l'ex-stagiaire éducatrice d'AEMO et désormais diplômée médiatrice familiale : « il faut pouvoir les voir ces gamins, c'est notre mission, or nous ne pouvons guère les voir, faute de temps, de moyens, avec 31 enfants sur notre planning ! ».

- Les « voir » en médiation familiale pour jauger de la Protection à apporter ou non n'est pas notre mission, c'est une gageure ! Bon nombre de médiateurs familiaux ne sont pas formés à cette écoute spécifique et comme j'ai tenté de le dire ce n'est ni notre travail, ni notre mission. Je n'ai fait qu'effleurer le sujet à mon échelle, les exemples concrets ne manquent pas pour illustrer ma conviction.

Mais je me contenterais de dire ici pour conclure qu'il me semble nécessaire que les médiateurs familiaux s'interrogent et renoncent à promouvoir la place de l'enfant en médiation familiale et se recentrent sur leur véritable mission qui serait de faire la place à un espace dans lequel les parents puissent se construire avec ce à quoi ils ont nécessairement à se confronter : l'imperfection parentale !

Il me semble enfin que les prescripteurs ou financeurs, plutôt qu'ordonner aux services de recevoir les enfants dans le cadre de la médiation familiale voire de rendre compte, et ainsi transgresser le principe de confidentialité, puisque telle est la dérive que nous constatons à ce jour dans mon service, pourraient inviter plus spécifiquement les parents à s'informer sur ce qu'est la médiation familiale, voire leur enjoindre de faire cet effort, afin qu'ils puissent s'approprier cet espace possible de changement dans l'idée d'améliorer les relations entre eux, parents, et éviter qu'elles n'aient des incidences négatives sur leurs enfants.

Ouvrir la porte à l'enfant dans la médiation de ses parents.

Christine de GAULEJAC

Médiatrice familiale

APME Médiation

Agnès van KOTE

Directrice et Médiatrice familiale

APME Médiation

A l'origine de cette expérimentation il y a l'interrogation d'une équipe de médiateurs familiaux sur la place des enfants dans le cadre de la médiation de leurs parents et une rencontre avec Lorraine FILION, avec sa compétence et son expérience sur l'implication des enfants en médiation familiale. Elle acceptera de nous former et de superviser nos premiers pas, pendant trois ans. C'est dans ce contexte que nous recevons Marie, Eva et Benjamin dans le cadre de la médiation de leurs parents, Alain et Hélène, à l'APME Médiation. A partir de cet exemple clinique, nous proposons de vous faire part de cette démarche pas vraiment novatrice pour l'association. En effet cette pratique a été abandonnée à l'APME Médiation alors qu'elle avait cours il y a vingt ans, lors des premières médiations menées par l'association. Nous renouons ainsi avec notre histoire.

Petite précaution avant de commencer : chaque médiation est unique et toute tentative de transmission comporte le risque de ne rendre que partiellement compte de la complexité et la subtilité de la réalité d'une rencontre.

Un contexte :

Hélène sollicite une médiation suite à un incident dramatique : l'interpellation d'Alain pour conduite en état d'ivresse et accident de la circulation. Personne n'est blessé mais il s'en est fallu de peu. La famille est en état de choc. Cet évènement conduit Hélène à prendre une décision qu'elle diffère depuis quelques années : la séparation et l'engagement de la procédure de divorce. Elle vient en médiation pour poser sa décision et rendre effective la séparation. Alain dénie la gravité de son état et la dégradation de ses relations de couple. De plus, il ne peut entendre cette décision de divorce, du fait de ses convictions et de son appartenance à sa communauté religieuse.

Mariés depuis 25 ans, Alain et Hélène ont trois enfants : Marie (22 ans), Eva (19 ans) et Benjamin (15 ans). Seul ce dernier vit au domicile familial, ses deux sœurs, étudiantes, ayant l'une et l'autre une chambre à l'extérieur.

Depuis une dizaine d'années les relations entre Alain et Hélène sont devenues difficiles. Alain a perdu son emploi, puis retrouvé un poste au sein duquel il se sent peu reconnu. Le règlement de la succession de son père a généré de nombreuses tensions familiales : il joue un rôle de conciliation entre ses frères et sœurs, ce qui le met dans une place intenable et fait de lui le « bras droit » de sa mère. Alain déserte peu à peu la relation avec Hélène puis sombre dans un état dépressif. Hélène, exerce en tant qu'assistante sociale. Elle soutient Alain et est amenée à protéger les enfants de ses réactions peu compréhensibles pour eux. Alain acceptera de se soigner et son état s'améliorera. Si ce n'est cette tendance à la boisson qui s'est révélée avec ses difficultés, qu'Hélène pensait dépassée aujourd'hui, et qui ressurgit avec l'accident. Dans ce contexte, les relations du couple se sont transformées, sans qu'Alain en ait eu vraiment conscience. Hélène a entamé une psychothérapie et construit une distance avec lui pour se protéger. Elle sait qu'Alain souffre d'alcoolisme, ce qu'il ne reconnaît pas. Elle a compris qu'il n'était pas en son pouvoir de le tirer de ce mauvais pas. La perspective d'une séparation s'impose progressivement à elle. Elle attend, inquiète de la capacité d'Alain à entendre sa décision et de ses réactions. L'accident et l'ébranlement qu'il provoque chez les enfants la pousse à agir.

La médiation permettra à ce couple en grande souffrance de mettre des mots, à deux, sur la « tragédie » qui est la leur. Alain pourra entendre, douloureusement, la détermination d'Hélène à le quitter et Hélène, exprimer son déchirement d'être amenée à une telle décision. Tous deux ont, d'abord, à faire face aux répercussions de cette séparation sur leur environnement social et familial : c'est toute la question de la loyauté à leurs valeurs et convictions religieuses et à ceux qui en sont porteurs et les entourent, qui est en cause. Ce n'est que lorsqu'ils pourront imaginer la passerelle possible entre leur affiliation à leur communauté spirituelle et cette séparation conjugale qu'ils pourront aller plus avant dans le travail de médiation. Force est alors de constater que le drame que partagent ces deux adultes les coupe de leurs enfants. Et lorsqu'ils en viennent à aborder concrètement les modalités de leur séparation et la réorganisation qu'elle implique pour ceux-ci, ces parents sont totalement désarmés pour apprécier les besoins de leurs enfants. Pourquoi ne pas les inviter en médiation ? Alain et Hélène avaient spontanément, lors du premier entretien sollicité cette possibilité.

« Tout médiateur familial devrait considérer la possibilité d'inclure l'enfant à chaque fois qu'il en fait la demande, lorsque les parents ne s'entendent pas sur la définition des besoins de leur enfant ou qu'ils semblent peu conscients de l'impact de leurs conflits sur leur enfant et, enfin, lorsque les parents en font la demande explicite. La décision d'impliquer l'enfant, le moment et les conditions de son implication au cours du processus relèvent toutefois du médiateur. Il s'agit d'une décision stratégique » (Julie ALCHIN, Francine CYR, Lorraine FILION).

Une décision stratégique :

Cette décision du médiateur d'accueillir les enfants dans le cadre de la médiation des parents suscite plusieurs réflexions :

1. Faire le choix d'introduire les enfants dans la médiation de leurs parents comporte toujours un risque. Le cadre de médiation sera-t-il suffisamment contenant pour permettre de dépasser la répétition de ce qui est vécu au quotidien dans le huis clos familial ? La venue en médiation, sous le regard du médiateur, transforme un intime privé en intime public, transformation qui peut être vécue comme intrusive et porteuse de violence symbolique. Cette fonction de tiers ouvre à la socialisation du conflit intrafamilial.

Seul un risque limité peut être pris et relève de l'appréciation du médiateur.

Il doit donc être en mesure d'évaluer les différents risques afin d'en limiter les effets nocifs pour ouvrir un espace de socialisation du conflit familial. Dans le cas d'Alain et d'Hélène, cette question se pose à l'issue des trois premiers entretiens de médiation au cours desquels **le médiateur a pu évaluer avec eux leur capacité** à recevoir ce qui est dit, dans l'empathie et la sécurité du cadre. Alain et Hélène, malgré un « profil de fragilité », sont entrés dans le travail de médiation. La confiance a été éprouvée entre eux et le médiateur. Cette première phase de médiation a permis à :

- Alain de mettre des mots sur l'accident, son alcoolisme et sa difficile acceptation de sa maladie. Il a entendu la décision d'Hélène. Il a apprécié le respect et l'attitude de non-jugement du médiateur.
- Hélène de renoncer à faire alliance avec le médiateur pour garder la maîtrise de la situation et obtenir d'Alain qu'il intègre un établissement de soins et qu'elle puisse ainsi le quitter sans danger. Elle a accepté d'être remise « à sa place » par le médiateur. Dans ce lieu, elle a pu se dépouiller de son rêve de toute-puissance et d'emprise. Et elle a fait l'expérience du soutien du médiateur.

Ces ajustements réalisés dans ce premier temps de la médiation avec les parents, leur ouvrent la possibilité d'accepter de se confronter à une autre parole : celle de leurs enfants.

2. L'enjeu de l'accueil des enfants est de permettre aux parents d'entendre et de mieux identifier les besoins des enfants pour les prendre en compte dans leurs décisions. Cela présuppose un décollage de leur conflit de couple pour construire leur rôle de parents séparés et également un décollage entre eux et leurs enfants. Or dans un premier temps, cette opération s'avère difficile. Comment en même temps perdre l'autre, c'est-à-dire une partie de soi-même et risquer de perdre ses enfants et leur amour ? **Ce temps avec les enfants en médiation peut faciliter le décollage entre soi et ses enfants et ainsi permettre aux parents de distinguer leurs besoins propres de ceux de leurs enfants.**

La difficulté pour Alain et Hélène de repérer les besoins de leurs enfants, repose aussi sur l'attitude de ces derniers. Ils alternent entre le silence et un discours clivé, adressé soit à leur mère, soit à leur père, en fonction de ce qu'ils perçoivent de leurs attentes et de leurs capacités à pouvoir entendre. Or, fragilisés par le conflit qui les oppose, ces parents ne peuvent imaginer que leurs enfants puissent avoir des attitudes contradictoires, souhaiter une chose et son contraire, mais aussi tenir un discours à l'un, différent du discours tenu à l'autre. Ils ont besoin de savoir et ne peuvent croire l'autre lorsque celui-ci rapporte ce que l'enfant a dit et qui n'est pas ce qu'ils ont entendu de lui. Ils pensent alors que l'autre parent ment lorsqu'il parle de ce qu'il vit avec l'enfant, ce qui renforce leur méfiance, ou que c'est l'adolescent qui ment et se joue de l'adulte. **L'ouverture de l'espace de médiation aux enfants va**

permettre aux parents de lever les malentendus, et ainsi de se dégager d'un climat de défiance pour penser les besoins de leurs enfants. Cela peut également rendre possible l'expression de non-dits appartenant en propre aux enfants.

Alain et Hélène sont à la fois séduits et inquiets de cette proposition. Ils craignent les réactions de leurs enfants, adolescents, qui dans le contexte qui est le leur, ont choisi le silence et l'évitement. Après réflexion, ils autoriseront cette rencontre avec eux, ce qui nous amènera à souligner la confiance faite au médiateur et à la médiation....

La séance qui précède la rencontre avec les enfants est néanmoins houleuse. Alain revient sur son acceptation de la séparation décidée par Hélène. Celle-ci ne fait plus preuve de la compréhension qui avait soutenu le travail dans la médiation jusqu'alors. Nous faisons l'hypothèse que la perspective de cette confrontation avec les enfants fait monter l'angoisse. Nous prenons un temps pour accueillir cette inquiétude puis pour définir concrètement nos modalités de travail.

Cet entretien avec les enfants institue un espace « à part » dans le déroulement de la médiation dont il convient de préciser le cadre et de penser les articulations avec celui de la médiation.

Préparer la rencontre avec les enfants :

Cette rencontre avec les enfants implique un pré-requis et certaines conditions pour le médiateur :

Les pré-requis :

Les parents peuvent-ils :

- Écouter leurs enfants dans ce qu'ils ne s'attendent pas à entendre ou n'ont pas envie d'entendre ?
- Contenir leur conflit et leur souffrance et leurs réactions aux propos de leurs enfants ?

Les conditions :

- **Vérifier à nouveau le consentement** des enfants. Alain et Hélène étaient chargés de le recueillir. Nous allons ainsi pouvoir évoquer les questions et réactions de ces derniers à cette proposition
- **Préciser l'objectif** de cet entretien : ce qu'ils en attendent et ce qu'il est possible de faire dans un cadre de médiation. Cet entretien va permettre aux deux parents de pouvoir **écouter ensemble**, en présence du médiateur, leurs enfants parler de leur vécu de la situation familiale. A partir de là, l'enjeu pour les parents sera de mieux apprécier les besoins des enfants à prendre en compte dans les décisions à venir
- **Expliquer son déroulement**. Cet entretien se décompose en étapes distinctes :
 - * L'accueil des enfants avec leurs parents dans le lieu de médiation
 - * Un temps réservé aux enfants, en dehors de leurs parents
 - * La restitution aux parents du travail réalisé par les enfants avec le médiateur
 - * La reprise de ces éléments lors de la séance suivante de médiation.
- **Fixer les règles** propres à cet entretien :

- * C'est à l'enfant de choisir le contenu qu'il va déposer dans l'entretien et de la manière dont il sera rapporté à ses parents. Ce qui est discuté dans ce temps avec l'enfant n'a de sens que dans la perspective d'une restitution aux parents. Peut-on parler de confidentialité pour cet entretien avec l'enfant ? Se pose en effet la question du secret et du risque pour le médiateur de se voir propulser à une place « intenable » dans un cadre de confidentialité, tout en sachant que l'enfant a besoin d'être rassuré sur l'utilisation de sa parole. « Il n'est rapporté aux parents que ce que l'enfant a autorisé ou ce qu'il souhaite lui-même exprimer librement » (Julie ALCHIN, Francine CYR, Lorraine FILION)
- * Restitution sans discussion immédiate, ni entre adultes, ni avec les enfants, de ce qui est apporté par ceux-ci. Il est possible de faire préciser et de vérifier ce que l'on a entendu, mais pas plus. L'enjeu est double :
 - Prévenir toute utilisation de la parole de l'enfant dans le conflit des adultes
 - Protéger l'enfant dans sa place d'enfant dans le processus de décision des parents.C'est donc une « parole relayée » qui sera transmise aux parents soit directement par les enfants eux-mêmes, soit avec l'aide du médiateur
- * Cadre horaire strict : du fait des différentes étapes et du nombre de personnes présentes. De plus, l'intensité émotionnelle de ce type de séance est telle qu'il importe de tenir compte de la jeunesse et d'une capacité d'attention plus limitée des enfants et adolescents
- **Prévoir** une programmation rapprochée :
 - * La rencontre avec les enfants la semaine suivante
 - * La séance de médiation suivante trois jours après cette rencontre.

L'entretien avec les enfants :

La rencontre avec la famille est programmée un samedi matin afin de permettre à tous d'être présent.

La première étape de l'entretien nous permet de faire connaissance. Nous demandons aux parents de nous présenter et de présenter le lieu de médiation à leurs enfants. Nous en profitons pour valoriser la démarche de médiation d'Hélène et d'Alain et préciser l'enjeu de ce travail : penser une autre organisation de la vie familiale dans le contexte nouveau de la séparation des parents. Nous proposons ensuite à Hélène et Alain de nous présenter leurs enfants. Nous leur précisons le but de cette rencontre avec eux et reprenons le déroulement et les règles énoncés plus haut. Rassurés, ils confirment chacun leur accord pour rester. Nous pouvons démarrer. Nous proposons aux parents de nous retrouver une heure trente plus tard, temps imparti aux enfants.

Lorsque nous nous retrouvons avec les enfants, il nous faut tout d'abord clarifier un point : allons-nous recevoir la fratrie ensemble, chacun séparément, ou les deux à la fois. Je pose la question à Marie, Eva et Benjamin. Spontanément les enfants demandent à rester ensemble. Nous vérifierons rapidement combien cette proposition est la plus adaptée : ils ont besoin de se retrouver. Cet entretien va activer une solidarité fraternelle distendue par le départ de Marie et d'Eva de la

maison et la différence d'âge entre les sœurs et leur frère. D'emblée, ils échangent autour de l'accident de leur père et de la décision de séparation de leur mère. Ils expriment la peur qu'ils ont ressentie du danger encouru par leur père et le sentiment de honte qui les traverse. Benjamin ne veut plus que son père conduise et ses sœurs voient mal comment ils pourraient imposer à leur père cette restriction. Nous leur proposons de noter sur le tableau ce qu'ils voudraient dire à leurs parents. S'engage alors entre eux une discussion sur la perception qu'ils ont de leurs parents et des rôles qu'ils tiennent et leur font jouer dans les difficultés que leur famille traverse. Leur père est décrit dans sa fragilité. Ils vont noter combien ils ont été ébranlés par son accident et ses causes, qu'ils l'aiment et qu'ils ne veulent pas qu'il meure. Leur mère est repérée dans son rôle protecteur de leur père mais aussi dans ses tentatives d'avoir leur soutien dans sa décision de séparation, ce qui est intolérable pour eux. Les deux sœurs lui demanderont de ne plus les interroger sur leur père et de ne plus chercher leur approbation dans ces prises de position par rapport à lui.

Ils partagent leurs informations et découvrent combien leur vécu familial est différent. Benjamin n'a guère connu autre chose que les tensions et les évitements entre ses parents. Marie et Eva témoignent d'une autre époque, où l'ambiance familiale était détendue et plus chaleureuse. Benjamin est surpris et avide de ses informations. Les deux sœurs, absentes de la vie quotidienne à la maison prennent la mesure de ce que leur frère vit.

Benjamin peut alors exprimer son trouble. Il ne supporte pas d'entendre son père parler négativement de sa mère au téléphone avec sa grand-mère paternelle. Cela lui fait doublement mal : parce qu'il aime sa mère, parce qu'il ne peut plus parler tranquillement avec sa grand-mère avec laquelle il a des relations privilégiées. Nous noterons ce point sur le tableau sous forme d'une demande. Benjamin souffre aussi de voir certains jours son père dans un état de délabrement, d'autant plus s'il est à la maison avec ses copains. D'ailleurs, il constate qu'il évite de plus en plus de les recevoir : il a honte. Là aussi nous réfléchissons à ce que nous pouvons inscrire au tableau. Benjamin veut que soit écrit combien tout cela lui pèse...

Le temps passe. L'entretien a redonné à ces adolescents et jeunes adultes de la force face à leur situation familiale. Ils ont maintenant beaucoup de choses à partager et à dire à leurs parents : l'espace de médiation leur donne la possibilité de mutualiser et de faire entendre leur malaise et leur rancœur. Comment ne pas transformer ce temps de restitution en règlement de compte ? Peut-on prévenir les dérapages d'adolescents en pleine souffrance et angoissés par les symptômes de leur père ? Cette rencontre en médiation a renforcé la dynamique fraternelle et fait monter l'émotion : comment protéger ces adolescents des conséquences d'un possible débordement ? Nous gardons un temps pour préparer cette restitution et reposer le cadre de ce travail. Nous écrivons sur une feuille ce qu'ils choisissent de transmettre à leurs parents dans la perspective de la médiation et nous mettons d'accord pour nous en tenir là. Nous veillons à la formulation (sous forme de demande, de constat, d'expression de l'émotion) et à l'équilibre des points énoncés. Puis nous faisons la synthèse de ce qui s'est dit entre eux et constatons ensemble là où ils en sont aujourd'hui. Ce temps a resserré les liens fraternels qui devraient à l'avenir prendre d'autres formes.

Alain et Hélène avaient présenté les enfants, et surtout Benjamin, comme silencieux, évitant de parler de leur vécu familial. Nous accueillons des adolescents confiants, et plutôt loquaces. Le cadre posé active les processus d'expression et de prise de conscience mais aussi de dynamique de groupe. Ce qui nous amène à quelques réflexions :

1. L'introduction des enfants dans l'espace de médiation de leurs parents impose la clarification du cadre : le lieu n'est pas de thérapie familiale mais bien de médiation. En effet, nous ne travaillons pas à partir du symptôme dans une visée de soins. La démarche de médiation est motivée par le désaccord d'Alain et Hélène sur des décisions à prendre. Ces désaccords mettent en jeu la relation et le lien entre eux et avec leurs enfants. Pour dépasser le désaccord, on ne peut pas faire l'économie de comprendre les enjeux psychiques et matériels en cause dans la situation. Nous savons qu'en médiation la dimension psychique ne sera pas traitée en tant que telle, ce qui aurait été le cas en thérapie. Mais si elle n'est pas traitée elle est néanmoins présente, et l'ignorer, serait faire courir le risque d'un enfermement encore plus grand aux personnes dans leur difficulté à élaborer la situation.

2. Ce temps en médiation ouvre à la parole dans cette fratrie et lève la censure. Nous avons déjà évoqué combien l'enfant alterne entre le silence ou un discours « clivé » adressé soit à son père, soit à sa mère en fonction de ce qu'il perçoit des attentes et des capacités à pouvoir entendre de l'un ou de l'autre. Ainsi s'instaure l'autocensure... Ainsi naissent les non-dits potentiellement porteurs de secrets et leurs possibles conséquences au fil du temps... Et cela oblitère pour l'enfant la pensée et la capacité à élaborer la situation qu'il vit, d'autant plus si le conflit occupe ses parents. **Ce temps qui lui est réservé dans l'espace de médiation, permet à l'enfant une prise de conscience. Ce qui se vit est nommé et le cours de la pensée reprend. Chacun retrouve du pouvoir sur lui-même et sur la situation, car les émotions et sentiments ont été partagés.**

En ce qui concerne Benjamin, il est dans l'illusion que son amour pour son père puisse être suffisant pour le guérir de sa maladie alcoolique. Tout ce chemin a déjà été parcouru par sa mère : elle sait que son amour conjugal n'a pas permis la guérison. Les enfants peuvent avoir l'illusion que l'amour qu'ils portent, eux, à leur père, leur donnera le pouvoir de le guérir. Cela passe dans l'entretien par des propositions concrètes adressées au père pour arrêter de boire, de conduire et se faire soigner. Dans le même temps Benjamin ne peut imaginer ne pas rester dans la maison avec son père et l'abandonner à sa destruction, tout en entendant les craintes de sa mère qui pense que la maladie alcoolique de son père est une menace pour lui.

L'espace de médiation va permettre à ces adolescents de mesurer qu'ils n'ont pas tout pouvoir sur la vie et la mort, que cela ne leur appartient pas. Il leur donne la possibilité de poser leur réalité concrète, réalité partagée ensemble et avec le médiateur. Ce n'est plus uniquement dans leur tête que cela se passe. L'enfant peut avoir un désir de toute puissance, mais le fait que cela soit dit dans l'espace de médiation permet l'ancrage dans une réalité objectivable sous le regard de l'autre. Nous voyons comment échapper au risque de laisser penser à l'enfant qu'il pourrait être l'auteur de la décision, quand bien même celle-ci le concerne au premier chef.

3. La parole de l'adolescent peut toujours dépasser sa décision de dire ou ne pas dire, dépasser sa pensée, au risque de blesser un parent et de s'en ressentir coupable. C'est une réalité et un risque que nous prenons, dans le cadre de cet entretien, parce qu'il a été énoncé et accepté comme tel en préalable. Quelles que soient les précautions prises, le médiateur ne peut tout maîtriser au risque qu'il ne se passe rien. Tenter la rencontre avec les enfants est fait pour que les choses puissent à nouveau bouger et la parole circuler dans la famille. **Introduire la parole des enfants dans la médiation de leurs parents, c'est introduire un élément de changement.** Nous avons expérimenté que cette rencontre peut être un moment de bascule dans la médiation.

Donner la parole à l'enfant c'est aussi lui donner du pouvoir. Nous vivons une mise en tension dans notre société entre l'autorité parentale et les droits de l'enfant : on reconnaît à l'enfant des droits qui sont ceux d'un sujet, reconnaissance qui suppose des devoirs en retour. Or s'il a des droits, que peut-on exiger de lui en matière de devoirs ?

Ce nouveau statut accordé à la parole de l'enfant le charge d'un poids de responsabilité qui va à l'encontre de son droit à l'enfance, de son droit à l'insouciance. Et en même temps, ce travail peut aussi permettre à l'enfant de se construire.

La restitution :

Lors de la restitution dont nous limitons le temps à 30', les parents sont surpris par le travail réalisé par leurs enfants sur le tableau. Au-delà du message d'amour clairement inscrit par les enfants, ils découvrent les souffrances concrètes de ceux-ci dont certaines trouvent spontanément réponse. Mais il y a aussi plus difficile à entendre... Hélène accuse le coup, nous serons amenés à la soutenir. Alain tentera de se justifier, et nous l'arrêterons au nom de nos règles de fonctionnement. La discussion se fera lors de la prochaine séance de médiation, entre parents et non en présence de leurs enfants. Nous terminerons en valorisant le travail des enfants et le courage de ces parents qui leur ont permis de le faire et qui ont pu les entendre. Nous posons la règle suivante : ce qui s'est parlé en médiation avec les enfants ne peut être repris ni utilisé à l'extérieur de la séance sans leur accord. Il s'agit de ne pas les mettre en difficulté. Nous les verrons partir ensemble dans la même voiture, après une mise en garde, la séance ne devant pas se poursuivre dans des conditions qui ne garantissent plus la sécurité de chacun.

Lorsque nous retrouvons Alain et Hélène, à la séance de médiation suivante, nous sommes amenés à les soutenir fortement. Ils sont encore sous le choc de cette rencontre avec leurs enfants dont ils sortent très éprouvés. Ils les ont entendus leur dire combien cette décision de séparation les soulageait et combien ils l'attendaient. Ces deux parents, sous le poids de la culpabilité découvrent l'autre souffrance de leurs enfants. Nous reprenons ce qui a été écrit par ceux-ci sur le tableau, et ils peuvent alors en parler entre eux. Cette feuille restera affiché jusqu'à la fin de la médiation. Le travail peut reprendre. Un pas est franchi. Il se traduira par les actes posés par l'un et l'autre, dans la réalité, au-delà des mots. Hélène trouve un logement, renforcée dans sa responsabilité. Alain s'engage dans une démarche de soins. Cette confrontation l'a fait basculer dans l'acceptation de la séparation et la

réalité de celle-ci. Alain et Hélène disent clairement à Benjamin leur décision qu'il aille vivre avec sa mère, ce que l'adolescent peut entendre. Ces deux parents ressortent de cet exercice, éprouvés, fiers de leurs enfants, ce qui soutient fortement leur travail en médiation.

En conclusion

L'enjeu des médiations dans le contexte de séparation/divorce est d'amener chacun à l'acceptation du changement et de sa mise en place concrète. Dès le départ, les enfants sont « instrumentalisés ». Cette décision de séparation n'est pas la leur et ils vont en subir les conséquences. Leur donner une place dans la médiation de leurs parents, c'est leur permettre de poser leurs ressentis et leurs aspirations de façon personnelle et non filtrée par le regard des parents. C'est ce qu'ont pu faire Marie, Eva et Benjamin. Les introduire dans la médiation de leurs parents c'est aussi leur ouvrir l'accès au tiers, au-delà du conflit de loyauté, de l'exclusivité de l'un à l'exclusion de l'autre, de la parole « clivée » ou réduite au silence.

Pour que cela soit possible, le cadre doit être clairement posé. L'enfant n'est pas partie prenante de la médiation entre ses parents. La contractualisation, c'est-à-dire l'engagement dans la médiation, ne peut se faire qu'entre acteurs aux pouvoirs « équivalents » quant à la question traitée. En ce qui concerne le règlement des conséquences de la séparation de ses parents, la barrière générationnelle empêchera toujours l'enfant de pouvoir contractualiser directement avec le médiateur. Mais sa présence en médiation devrait-elle, pour autant, être réduite au prisme de ses parents ? S'il n'est pas partie prenante au travail, cela ne veut pas dire pour autant que l'enfant ne soit pas invité à exprimer son point de vue et ses besoins indépendamment de la parole sur lui de ses parents. Dans la pratique cela nécessite la mise en œuvre d'un protocole et d'une contractualisation spécifique avec l'enfant. C'est ce que nous avons tenté de présenter ici.

La médiation est un laboratoire où s'élabore pour les parents une autre façon d'être parent. Elle peut aussi être un lieu où l'enfant peut déposer une parole qui ne soit pas déjà formatée, avec une place pour l'imprévu. Un lieu qui préserve le lien entre enfants et parents. Pour qu'il y ait lien, il faut qu'il y ait relation, relation mise à mal par le conflit conjugal. L'invitation des enfants dans la médiation crée la possibilité qu'une parole s'exprime en présence de tous les acteurs de la situation. Et la confrontation à la parole de l'autre ouvre la possibilité de faire bouger les lignes entre parents et enfants, lignes figées par le conflit.

Bibliographie :

- Julie ALCHIN, Francine CYR, Lorraine FILION – « L'implication de l'enfant en médiation familiale : de la théorie à la pratique » - Revue québécoise de psychologie – vol.18, n°1/1997.
- Laurence GAVARINI, Anne LOPEZ - « Quel statut pour la parole de l'enfant ? » - Dossier regards croisés. L'école des parents – octobre, novembre 2004.
- Philippe JEAMET, Denis BOCHEREAU, « La souffrance des adolescents », La Découverte, 2007.

Pendant que les enfants jouent

Claire DENIS

Médiatrice,

Chatellaillon, Charente maritime

avec la participation de **Maïté LASSIME**

Enfant : du latin infans : « qui ne parle pas » - *Dictionnaire historique de la langue française*, A.REY

Les médiateurs familiaux se trouvent actuellement « pressés de toute part » de placer l'enfant au centre du dispositif de médiation : des ordonnances fixent comme acteurs potentiels de la rencontre parents et enfants (en particulier les adolescents et leur(s) parent(s), des parents demandent à « écouter » leurs enfants dans le cadre de la médiation, des magistrats demandent que les médiateurs « entendent les enfants ».

L'enfant est mis au centre de la médiation comme au centre de la famille, au nom de son intérêt.

Mais l'intérêt de l'enfant, qu'est ce que l'intérêt de l'enfant ? C'est une notion implicite qui sous-entend un consensus autour de cette notion comme si tout le monde pouvait, de façon « innée », ou « intuitive », en connaître les contours. La justice s'en est saisie et l'autorité parentale aujourd'hui englobe l'intérêt de l'enfant comme une évidence. Mais l'intérêt de l'enfant introduit aussi quelque chose de l'ordre du psychologique et sous-entend du même coup la compétence des parents. L'intérêt de l'enfant irait alors dans le sens de sa « bien-traitance ». La tâche n'est pas plus simple ...

Alors pourrait-on s'entendre rétorquer : eh bien ! Si l'intérêt de l'enfant est si difficile à dire, que l'enfant vienne dire lui-même ce qui est de son intérêt !

Françoise Dolto disait volontiers que l'enfant n'était pas au centre mais « à la périphérie de la famille ». Devons-nous comprendre qu'elle plaçait les sujets – hommes et femmes – unis par le désir au « centre » de la cellule familiale et que l'enfant était en meilleure place à la périphérie pour prendre son envol le moment venu ?

Les médiateurs familiaux reçoivent le plus souvent des adultes en conflit à propos de ce qui leur est commun (leur « bien commun » et aussi « leur mal commun ») « Entre ces personnes », il y a des enfants, des amis, des familles et aussi, des biens matériels (la maison, les meubles, la voiture) et encore : des valeurs, des visions du monde, des représentations du couple et de la famille, des façons de penser l'enfance et la parentèle.

Ces personnes vivent au « risque du conflit », un conflit qui représente à la fois une opportunité (de changer) et un danger (lorsque la vengeance emprunte les voies de la destruction et de la violence et se porte sur chacun et sur ce qui est dans l'entre-deux).

Elles viennent déposer là leur malaise et leur différend qui prend, le plus souvent, la forme d'un objet qui fait conflit. La rencontre de médiation se déroulera alors à propos (à travers) de cet objet qui fait conflit - un objet qui est, à la fois concret, imaginaire, réel et symbolique -

Si l'enfant peut être parmi ces « objets de la médiation », il n'en est pas, pour moi, le sujet « obligé ». Cet « objet », à propos duquel les personnes vont débattre, sera constitué et créé au cours de la rencontre. Ma préoccupation de médiatrice demeurera alors de mettre en œuvre les meilleures conditions pour que cette expérience ait lieu, quel qu'en soit le sujet de discussion choisi par les personnes.

Lorsque les personnes choisissent de parler de leur enfant dans la rencontre (c'est à dire lorsqu'il n'est pas présent), il est pour moi « un objet commun de discussion ».

Quand je parle de l'enfant en tant qu'objet, je fais allusion à la fonction symbolique propre à l'humain qui témoigne de notre capacité à nous représenter ce qui est absent en substituant le mot à l'objet. Ici rendre l'enfant présent par les mots, par les échanges entre les parents, permet d'accéder à une autre connaissance de cet enfant.

Il peut être choquant de m'entendre parler d'objet concernant l'enfant dont on parle dans la rencontre de médiation... mais une petite recherche étymologique et historique de ce mot m'encourage à persister dans ce choix.

L'objet, « objectum », est « ce qui est placé devant » et dans son usage le plus ancien, « il est appliqué à des êtres ou des choses qui suscitent un intérêt affectif » (« l'objet de ma flamme ») ou « ce sur quoi s'exerce l'activité de pensée ». Dans son usage le plus récent il est « une chose » mais aussi, en droit, « ce sur quoi porte un droit et un devoir », et en psychanalyse, « ce qui est en dehors du moi et vers quoi tend la pulsion : la relation d'objet, le choix d'objet, l'objet transitionnel (Winnicott) » (référence dictionnaire Rey).

L'enfant (dont on parle) dans la rencontre n'est il pas tout cela ? Et pourrai – je alors proposer de penser « l'enfant dont on parle » comme un objet placé devant, comme cet être qui porte l'intérêt affectif de ses parents et à propos duquel la pensée se met en mouvement, comme un objet-sujet de droit, comme un objet enfin « de type transitionnel » ?

De temps en temps, je me prête à imaginer que les personnes pourraient amener dans la médiation tous les objets et sujets concrets dont elles parlent dans la rencontre...les enfants, les amis, la famille, la maison, la voiture, l'armoire de la

grand mère qui déborde de confiture et de gâteaux!...Nous en serions fort embarrassés et encombrés...et je me plais à penser que, par bonheur, le langage existe pour décrire tout ce monde là, pour dire notre monde extérieur et notre monde intérieur!...

Sans doute créons-nous un espace de médiation, vide de tout ce patrimoine, pour mieux y poser une parole, y réveiller de la pensée et créer...Notre société actuelle est surtout dans la préoccupation de combler le vide, de répondre par l'immédiateté, l'efficacité. Or le lieu de médiation doit aménager du vide, du vide pour penser, pour parler, pour créer, pour s'engager, le vide n'étant pas là synonyme de rien, d'angoisse, mais au contraire d'espace de respiration et de création.

« La rencontre de médiation » est pour moi « une rencontre de sujets à propos d'un objet commun qui fait conflit » (René Guitten)

Je soutiendrai l'idée suivante : dans la rencontre de médiation, l'enfant dont on parle est utilisé pour parler de soi, de sa relation à l'autre, du lien (à la fois conjugal et parental). Il est un support pour « se dire » et dire à l'autre, celui là même qui est présent.

« L'enfant dont on parle » porte la subjectivité de chacun ; il est un lieu de projection et un objet d'échange. Il est cet objet tiers qui permet plus facilement d'aborder le conflit lié à la vie de couple.

Dans ma pratique de médiatrice, je laisse les personnes choisir leurs sujets de discussion, et nous créons (le plus souvent ensemble) ce que j'appelle des « états » ou des supports à la discussion quand nécessaire. Ces états - qui peuvent être créés à l'infini - sont le plus souvent visuels ou auditifs - représentations graphiques, images, métaphores, objets, textes.

Par ailleurs, différents thèmes de discussion vont pouvoir se succéder dans la rencontre : les personnes vont, par exemple, choisir de parler de leurs enfants et, très vite, vont se retrouver à parler de leur couple ou de l'argent...Je refléterai ce changement d'objet (enfant – couple), (enfant – argent) et demanderai quel lien peut être fait entre ces différents thèmes.

Après avoir donné du sens à ce lien entre ces différents sujets de travail - l'enfant et le couple, nous pourrons alors choisir de revenir au sujet premier : l'enfant ; ou porter notre réflexion sur le thème du couple (ou de l'argent...).

Mon hypothèse est la suivante : un objet (l'enfant) en cache un autre (le couple, l'argent, les relations à la famille ...) et il pourra être utile de laisser ces différents objets apparaître (flotter ?) pour en penser la trajectoire ...et peut être trouver l'objet le plus adéquat pour parler de la relation et du conflit. Nous savons que les (nos) couples ont souvent un sujet privilégié de dispute et de dispute ...ce sont ces mêmes sujets qui feront débat dans la rencontre de médiation.

Dans un autre cas, il sera peut-être souhaitable de créer un « objet neutre » suffisamment dans l'entre-deux (exemple : quand madame voudra parler du choix de l'école et monsieur de la résidence, je pourrai proposer de parler de la vie quotidienne de l'enfant).

Parler de l'enfant est souvent une porte d'entrée acceptable et honorable pour venir se rencontrer en médiation. Nous découvrirons, le plus souvent, que le conflit se love dans le couple (il peut être une façon de rester en lien). Il s'agira alors de dégager l'enfant dont on parle de l'entre-deux conflictuel du couple. Ce travail pourra s'effectuer en encourageant chaque personne à se recentrer, à parler à partir d'elle-même, à s'adresser à l'autre, à formuler des demandes à son égard, à penser la place de l'enfant dans l'entre-deux du couple.

L'intervention de la médiatrice ou du médiateur reste dans le registre de la « séparation » et du lien :

- Séparer pourra être d'aider à l'individuation (je) - interroger « qui parle ? », de quelle place ? (est-ce la femme, la mère, la nourrice, l'homme, le père, l'enseignant qui s'exprime à ce moment là ?) ; questionner chaque personne, différenciée, sur son ressenti, ses valeurs, ses désirs, ses demandes..., distinguer la parole de l'enfant - rapportée ici - et la parole de l'adulte ...
- Lier et re-lie (nous) pourra être de penser la nature du lien, de clarifier la demande adressée à l'autre, de s'attarder sur ce qui a été entendu, perçu, ressenti, compris de l'autre, de débattre avec lui du bien commun, des solutions à trouver ensemble ...

Lorsque Madame dit : « Ma fille trouve que son père ne sait pas faire la cuisine », je peux demander à Madame ce qu'elle entend par là, ce qu'elle-même souhaite dire à Monsieur. Je peux lui demander ce que ça lui fait d'entendre les propos qu'elle nous rapporte, ce qu'elle en pense, elle-même. Je vais l'encourager à s'adresser à Monsieur, à éventuellement lui formuler une demande. Je vais aussi demander à Monsieur ce qu'il entend de ce que Madame dit là, ou encore ce qu'il a à dire et proposer un débat.

Il s'agira donc, dans un premier temps, de dégager la parole de l'enfant (ici rapportée) pour proposer aux personnes de s'adresser l'une à l'autre pour ensuite débattre

Dans la rencontre de médiation, je reçois des sujets : des hommes et des femmes qui sont aussi des pères et des mères...je ne sais rien, au départ, de ce qui fait lien entre eux et je vais adapter mon intervention à ce qu'ils apporteront dans la rencontre. Parfois, je serai amenée à travailler surtout dans le registre du « séparé », de l'individuation (le « je ») – en particulier, lorsque l'histoire commune (le « on » ou le « nous ») - est riche et passionnelle – avant de relier ; parfois je serai amenée à intervenir surtout dans le registre du « re-lié » (aider à faire connaissance) lorsque les personnes n'ont pas (ou peu) d'histoire commune ou de couple.

Dans tous les cas, il s'agira de re-connaissance.

De mon point de vue, le cadre égalitaire de la médiation s'adresse en priorité aux adultes. Il offre la possibilité de prendre la parole, une parole qui engage et qui porte. Il est un temps pour construire, en commun, des repères et des limites, pour repenser et re-construire un cadre relationnel et organisationnel. Alors, peut-être, les adultes seront-ils plus assurés pour sécuriser, protéger les enfants et les associer à leurs décisions.

« Le médiateur a un goût de l'égalité des places de parole : il y met de l'équité, (pour garantir cette égalité), il veille à ce que l'occupation des places en médiation soit la plus équilibrée possible entre les acteurs, pour favoriser l'écoute, le questionnement personnel, l'expression d'émotions, la confiance, l'émergence d'une créativité à l'œuvre », nous dit le livret de *La pratique éthique de médiation familiale*. Dans cette exigence d'équité, on voit mal comment la parole de l'enfant pourrait intervenir.

Nous pouvons espérer que les enfants bénéficieront du travail de repérage réalisé comme ils auront à bénéficier d'être davantage dégagés des effets d'un conflit qui n'est pas, à l'origine, le leur.

Il s'agit de ne pas se tromper, ni de risquer d'en rajouter quant à la confusion. Citons Marcel RUFO dans *Tout ce que vous ne devriez jamais savoir sur la sexualité de vos enfants* : « *L'histoire montre, si besoin est, que les enfants ne sont pas seulement des brouillons sur lesquels nous projetons notre parentalité, mais aussi un écran sur lequel nous projetons à distance les situations ratées de notre enfance, nos soucis, nos manques, ou nos fantasmes* »

Le travail de médiation me semble aussi porter sur la reconnaissance et l'acceptation des limites, des imperfections du parent (un parent plus facile à quitter), sur la multitude des rôles de l'adulte (compagnon, parent, citoyen, ami ...)

En conclusion de cette partie, je dirai que les médiateurs familiaux ont déjà beaucoup à faire pour soutenir l'émergence de cette parole qui porte chez les adultes de la parentèle avant de donner la parole aux enfants. En effet, il me paraît souhaitable d'éviter d'inviter l'enfant dans la médiation avant que cet enfant n'ait entendu une parole qui le porte : paroles des adultes de la famille mais aussi paroles de professionnels.

Lorsque la question de la présence physique de l'enfant se pose dans le lieu de médiation, les médiateurs familiaux pourraient se poser les questions suivantes :

- Qui demande la présence de l'enfant ? Et pourquoi ?
- L'enfant est-il dans la capacité de prendre la parole, d'être sujet dans la rencontre ? (parole parlante / parole instrumentalisée)
- Quelle place le médiateur familial prend-il lorsqu'il dit « entendre l'enfant » en dehors de ses parents ? De qui prend-il la place ?
- Quel sens a la présence de l'enfant dans la rencontre ?
- A quel moment est-il invité ? (le choix de ce moment a du sens)
- Quelles sont les conditions pour inviter un enfant dans la rencontre de médiation ? Quels en seraient les préalables, les précautions ?
- Quelle place lui donne-t-on alors ?
- Quel cadre poser pour prendre en compte la question de l'inégalité générationnelle, de la dépendance, du pouvoir décisionnel ?

Donner la parole à l'enfant dans la rencontre de médiation ne va pas de soi. La parole est un acte qui engage et il faut pouvoir prendre la parole. Il y a des facteurs de maturité et de sécurité pour prendre la parole. Il y a aussi une nécessaire

compréhension du cadre de la rencontre, de l'interdiction de faire du mal et une acceptation de ne pas être dans une parole toute puissante.

La parole de l'enfant demande à être placée dans un cadre de sécurité et elle demande à être traduite (il y a un certain aveuglement à penser que nous parlerions tous la même langue) car elle peut être codée.

Il me semble que la parole est rarement libre dans le cas de conflits familiaux car l'enfant est tiraillé. L'enfant peut parler à travers ses actes, ses comportements (d'ailleurs les adultes cherchent souvent à décrypter et traduire ces messages non verbaux lorsqu'ils se rencontrent en médiation) et lorsqu'il s'exprime il peut chercher à se protéger, à faire plaisir, à aider un parent fragile, à calmer un parent violent, à jouer les médiateurs. Il peut aussi ne pas pouvoir parler du tout tant le poids qui pèse sur ses épaules est lourd ; Il peut refuser de parler dans la mesure où « à chaque fois qu'il dit quelque chose, les parents en profitent pour se disputer.. » En résumé, l'enfant, confronté au conflit des parents, a du mal à dire « je » car il est davantage mobilisé à se protéger qu'à s'affirmer dans une opinion qui lui est propre.

Dans le cadre égalitaire de la médiation, il y a objectivement une inégalité de place, de capacité d'expression, d'écoute, d'élaboration, de débat, de décisions entre adultes et enfants.

Inviter un enfant dans la médiation nécessite donc de s'assurer que ce dernier sera en sécurité et qu'il sera à sa place. Il s'agira donc d'adapter le cadre de la rencontre et, de surcroît, de nommer les déséquilibres (les différences de places générationnelles, les difficultés à pouvoir imaginer la place d'adulte, les impossibilités à décider du fait de la dépendance à l'adulte) avant de donner la parole et d'ouvrir au débat.

Dans la rencontre, le médiateur pourra signifier la place « vous êtes la mère, le père, le fils » ; « vous dites à votre père, à votre fils, à votre femme », interroger les rôles et pointer les déséquilibres et les rapports de force.

Nous avons tous, professionnels et parents, des responsabilités et des obligations à l'égard des enfants du fait de la dissymétrie des places et de la fragilité de l'être. Nous avons tous des responsabilités de protection, d'inscription, et au delà, d'humanisation.

L'expression de l'enfant en médiation familiale favorise-t-elle une meilleure prise en compte de son intérêt ?

Marilyne TEXIER
Médiatrice familiale

Dans le cadre des réorganisations familiales, telles qu'elles sont abordées en médiation familiale, la présence symbolique de l'enfant dans le processus est admise. Dans la réalité de la pratique, la question de la participation de l'enfant ne fait pas consensus.

En recevant les enfants, les médiateurs familiaux ont la préoccupation des enfants, mais ne s'écartent-ils pas d'un travail auprès des parents ? La médiation familiale sert-elle à défendre les enfants ? En quoi la participation des enfants à la médiation familiale peut-elle être pertinente ?

Quels sont les pré-requis à l'introduction de l'enfant en médiation familiale ?

L'enfant a donné sa légitimité à la médiation familiale dont il est le principal bénéficiaire du processus se déroulant hors de sa présence.

Néanmoins, lorsqu'il se trouve introduit symboliquement par l'un de ses parents ou les deux, le médiateur peut se questionner sur le vrai problème à traiter ici et maintenant.

Qu'est-ce qui s'exprime réellement au travers de ce discours « sur » l'enfant ?

La question de l'enfant est un sujet d'interrogation permanente.

Pour les JAF, la médiation familiale s'impose quand l'ampleur du conflit a des conséquences sur l'enfant. La médiation familiale est au service de l'enfant, elle propose de travailler avec les parents dans l'intérêt des enfants.

Pour certains juges, dont Marc Juston, entendu au colloque de Valenciennes (*Le médiateur familial et la question de l'enfant, 25&26 janvier 2008*), « les enfants sont les premières victimes du conflit parental même dans les procédures les plus calmes. Ils sont **victimes/enjeu** de la séparation ou **victimes/arbitre**, l'enfant est alors instrumentalisé quand les parents ne savent plus comment faire. La médiation familiale peut venir au secours, en protection de l'enfant car elle permet de cerner son intérêt, en le sortant de l'enjeu de la séparation et de la position de victime/arbitre. Elle l'aide à retrouver sa place d'enfant ».

La médiation familiale permet de rétablir le dialogue et sort l'enfant de la position **d'enfant/otage**.

La médiation familiale est un outil qui fait travailler les adultes dans leur responsabilité parentale. Elle sert à restaurer le dialogue c'est la première importance dans l'intérêt de l'enfant. De cette notion abstraite et vague, chaque magistrat, chaque famille et chaque personne a sa propre perception.

La médiation familiale permet d'adapter la situation de chacun à chaque famille. Les solutions sont à la mesure des possibilités des uns et des autres.

Lorsque l'enfant est présent, sa présence oblige les parents à ne pas faire l'économie d'une véritable prise en compte de son intérêt. L'enfant n'est plus traité en technicien du droit. En médiation familiale, l'intérêt de l'enfant est bien traité. Il l'est en technicien du couple, de la psychologie, de la souffrance des enfants. La rencontre de médiation aide à construire de nouveaux repères. Le travail d'étayage réalisé par les parents est dans l'intérêt des enfants, et le médiateur est là pour soutenir les parents dans une parole qui porte pour l'intérêt de l'enfant. : Que veulent-ils eux ? Pourquoi sont-ils là à se rencontrer ? Qu'est-ce qui est prioritaire pour eux ?

Dans la rencontre de médiation, l'enfant n'est-il pas un sujet de projection et d'échange ? Quel sens a alors sa présence dans un lieu de médiation familiale ? Avec quel cadre sa parole peut-elle être engagée ? Quelle traduction son expression peut-elle avoir ?

L'enfant est souvent pris dans le conflit familial. A travers la parole il peut chercher :

- À faire plaisir
- À protéger un parent
- À ne pas pouvoir parler d'une situation dans laquelle il est coincé
- À mentir
- À ne pas parler « je » parce qu'il est trop mobilisé pour se protéger.

Dans le cadre égalitaire de la rencontre de médiation familiale, la présence de l'enfant est dans une inégalité de place, une inégalité d'écoute, une inégalité de décision. En théorie, ne pas le faire entrer dans la rencontre des parents concourrait davantage à son intérêt.

Néanmoins, la clinique légitime de temps en temps la présence des enfants en médiation familiale. Leur implication devient une évidence. Il est alors nécessaire d'aménager le cadre de la médiation familiale pour recevoir les enfants.

Recevoir ou non les enfants. Les deux modèles compliquent nos pratiques. La médiation familiale doit-elle servir à décoder la parole de l'enfant ? L'enfant est-il une aide dans le processus de médiation ?

A ces deux questions, la réponse pourrait être que la médiation familiale n'est pas une méthode **à adopter**, mais plutôt **à adapter**.

Dans la médiation familiale, on permet des rencontres, des déséquilibres, des confrontations entre parents et enfants. En ce sens, elle aide à avancer dans des situations enkystées. La médiation familiale propose un chemin, un processus pour accompagner les parents dans leur parentalité. La médiation familiale ouvre des perspectives, projette vers le nouveau, favorise les dépassements que la présence et l'expression de l'enfant renforcent.

En quoi la participation de l'enfant en médiation familiale inciterait-elle les parents à mieux prendre en compte son intérêt pour son nouvel avenir ?

Cette notion d'intérêt de l'enfant est difficile à appréhender. La préoccupation sociale qu'on lui connaît actuellement est à cerner sur le plan historique, juridique et psychologique, avant de pouvoir la resituer en médiation familiale.

L'affirmation de la notion d'intérêt de l'enfant s'est faite au long d'une longue évolution sociale. Ce n'est que vers 1750, que l'enfant prend une place centrale dans la famille. Son avenir est envisagé, il commence à exister en tant que personne à part entière. L'intérêt porté à l'enfance n'est qu'une expression particulière du sentiment plus général : le sentiment de la famille.

Deux courants de pensées de l'époque s'affrontent : celui de Frédéric Le Play, défendant le modèle patriarcal, et celui d'Alexis de Tocqueville, introduisant l'idée du jugement personnel et la valeur d'autonomie.

A la suite d'une évolution, tout au long du 19^{ème} siècle, la famille cesse d'être une institution pour la transmission des biens et du nom de famille. Elle assume désormais une fonction morale et spirituelle.

Aujourd'hui, la notion de *pater familias* n'a plus cours. L'enfant devient un projet parental, d'où la naissance de la responsabilité parentale et de la parentalité.

Cernés par les campagnes des uns et les investigations des autres, les parents sont devenus les ultimes responsables des soins à apporter à leurs enfants.

En s'introduisant peu à peu dans la sphère familiale, la notion d'intérêt de l'enfant se révèle comme « la bonne intention » à promouvoir. Mais face à la séparation, la coopération parentale est mise à mal. La communication entre les parents est perturbée et l'enfant, pour s'autoriser à être heureux, aura besoin de savoir que ses parents ne sont pas trop malheureux. Pour tenter de restaurer cette communication, la médiation familiale propose un dispositif pouvant les accompagner dans une nouvelle construction parentale.

La famille prend son origine dans l'alliance. Les membres sont unis par des liens juridiques, des droits et des obligations (religieuses, morales, économiques). Tant que l'enfant évolue dans une famille traditionnelle « nucléaire », son intérêt se confond avec ceux de sa famille. En revanche, lorsqu'intervient le divorce ou la séparation des parents, l'intérêt de l'enfant peut être déterminé par l'Etat. Les parents sont tantôt de « bons parents », quand ils s'entendent ensemble, pour décider de l'intérêt de leur enfant, et tantôt leurs compétences sont questionnées en cas de désaccord.

Les parents, les avocats, les juges, les comptes-rendus d'expertises psychosociales, ajoutent des éléments détaillés qui correspondent au meilleur intérêt de l'enfant, le plus épanouissant pour son état : « **son intérêt supérieur** » ?

L'exercice de la parentalité est fixé par des règles juridiques, comme l'exercice en commun de la l'autorité parentale : « un ensemble de droits et de devoirs ayant pour finalité l'intérêt de l'enfant » comme nous le rappelle l'art 371-1 alinéa 1 du Code Civil. Mais qui peut définir l'intérêt de l'enfant après cet énoncé juridique ?

En s'inscrivant comme une solution pour négocier et aider à la régulation de la vie familiale, la médiation constitue une nouvelle façon de penser et d'agir au niveau de la résolution des conflits générés par une rupture. La négociation des points litigieux est faite par les personnes elles-mêmes, à l'aide d'un tiers impartial, qui agit pour

faciliter la communication et l'aménagement de solutions réalistes et équitables dans l'intérêt de l'enfant et des deux parents. L'intérêt de l'enfant apparaît dans le tissage et le retissage du lien familial que propose la médiation familiale.

La séparation est présente dans la vie de l'enfant dès sa naissance, elle l'aide à se hisser à son identité de sujet et à se différencier des autres. Une fois élaborée, elle favorise l'autonomie, si elle s'inscrit dans une continuité de développement. Lorsque les parents se séparent, la cohérence qui existait n'opère plus. Selon son âge, les réactions de l'enfant peuvent varier, allant des troubles du sommeil, de l'alimentation, en passant par les pleurs, les réactions somatiques ou motrices, jusqu'à la fugue, aux états dépressifs ou aux addictions, et aux troubles de la personnalité parfois, chez l'adolescent.

Dans cette rupture des parents, qui peut ébranler sa sécurité affective et ses repères, il est important de veiller à ce que l'enfant puisse bénéficier de supports fiables et repérables. Ses besoins, à ce moment là, passeront par une continuité:

- De sa vie physique
- De sa vie affective
- De sa vie sociale

Mais aussi par :

- L'information de la séparation
- La déculpabilisation
- Le sentiment d'être aimé
- Le maintien du contact avec ses deux parents
- L'assurance de pouvoir exprimer ses émotions directement à chacun des deux parents
- Le fait de savoir que ses deux parents sont capables de collaborer pour lui.

Après l'éventuelle discussion avec ses copains d'école, l'espace de médiation où ses parents se retrouvent pour parler de lui représente **un enjeu de communications nouvelles**, autour de cet événement. Lorsqu'il est impliqué dans les conflits conjugaux et que s'amorce une séparation ou un divorce, l'enfant se sent d'autant plus coupable. Or, il ne peut exprimer ses souhaits s'il est enfermé dans le conflit de ses parents et s'il n'a aucun lieu pour le faire.

L'enfant a besoin de retrouver des repères et de deux adultes en capacité de se situer en tant que parent, ayant pu accomplir le travail psychique de la parentalité, au-delà du conflit.

Lorsque le divorce est accompli et assumé l'intérêt des enfants peut plus facilement se poser en médiation. C'est le conflit dans son escalade qui met l'enfant en danger.

Le couple parental d'hier a besoin de faire place à la singularité maternelle et à la singularité paternelle, mutuellement reconnues. La médiation s'adressera d'abord à la femme et à l'homme qui « ont » ces enfants en commun. Les parents viennent parler de leur enfant en médiation familiale et le médiateur est là pour les aider à trouver ce qu'il pense être le mieux pour lui. L'engagement de chacun des parents, pour comprendre et analyser son comportement et éventuellement le modifier est une des finalités de la médiation.

La parole engage ; elle aide à restaurer les compétences de chacun en s'appuyant sur leurs ressources propres. Selon une expression de H.Montagner, (*L'enfant acteur de son développement*, 1993), « la médiation familiale aide à défocaliser les

affects en jeu pour refocaliser sur les besoins de l'enfant », et si la présence de l'enfant y contribuait ?

A quels besoins la médiation doit-elle répondre ? Pour quels intérêts ?

Faire cas de l'intérêt des enfants, c'est travailler pour faire en sorte que les parents soient le moins possibles en conflit, et le rôle du médiateur est de ne pas faire transiter cette conflictualité par les enfants.

Exemple : Inès insiste pour que les enfants soient entendus en médiation. Elle estime que ses enfants ont besoin de stabilité et qu'ils n'en n'ont pas suffisamment dans le fonctionnement parental actuel. Elle pense que s'ils peuvent le dire à leur père en médiation, peut-être entendra-t-il leurs vrais besoins. Ce qu'elle croit être leurs vrais besoins. Mais quels sont ses besoins à elle ? Et quels sont ceux de Jean-Pierre ? Beaucoup de rancœurs apparaissent. Chacun accuse l'autre de tel agissement violent, telle menace, tel comportement inacceptable. Ils ne se respectent pas et campent, l'un comme l'autre sur des positions tranchées : la communication est bloquée. Ils ont besoin d'être accompagnés, dans ce passage de la conjugalité à la parentalité, qui revêt des enjeux affectifs forts.

Le sens caché du blocage de la communication entre Inès et Jean-Pierre ne doit pas être mis en lumière par la parole des enfants, au risque de les instrumentaliser dans la rupture.

Parfois, les enfants n'hésitent pas à mettre leur santé, leur corps et aussi leur vie en jeu, pour attirer l'attention de leurs proches. Les enfants doivent souvent « faire avec » une dissociation familiale qui leur est imposée, sans que des mots d'un tiers viennent objectiver cette situation.

Mais la question de l'expression de l'enfant est complexe : comment ne pas confondre ses désirs et ses intérêts ?

La conséquence de cette double préoccupation est que l'on entend peu les enfants.

Un certain nombre de médiateurs font venir les enfants selon l'évaluation de la situation au cours de la médiation. C'est une opportunité, c'est toujours selon une conjoncture d'évènements.

Quand la présence symbolique de l'enfant ne suffit pas pour rendre compte de ses besoins. Quand cela a un sens commun pour les parents, le médiateur peut inviter l'enfant à venir élaborer ses besoins et les dire à ses parents. Cette présence permet de vérifier ou de repérer des éventuels troubles du comportement et proposer une orientation pour bénéficier d'un soutien psychologique.

Au même titre que leurs parents, certains médiateurs pensent que les enfants peuvent être entendus, grâce à un tiers, garant de la non instrumentalisation de sa parole :

- Pour être rassuré, pour se sentir dégagé d'une culpabilité face à la séparation parentale
- Pour faire l'expérience de la restauration de la communication dans le respect,
- pour renouer le lien avec un parent
- Pour entendre que d'autres ont vécu cette épreuve et qu'ils ne sont pas les seuls à en avoir souffert

- Pour reconstruire une parole commune, remettre du sens sur les comportements des uns et des autres, et revaloriser ainsi tous les membres d'une famille
- Pour expliquer des accords parentaux
- Pour recueillir l'avis des enfants sur un plan d'accueil
- Pour créer une nouvelle source d'information entre les parents et les enfants, que la réalité de la séparation ne permet plus
- Pour avancer sur l'élaboration d'une réflexion liée au partage de responsabilités parentales
- Pour que l'enfant puisse être témoin d'une décision, prise par ses parents à son sujet, et témoin du courage qu'ils ont eu pour venir en parler ensemble
- Quand le ou les enfants sont coincés dans des conflits de loyauté, perturbés par la séparation, enfermés dans leur souffrance sans possibilités d'en parler, ils peuvent alors exprimer leurs sentiments, leur mal-être sans que se soit dangereux pour eux.

Exemple : Nous sommes à la septième séance de la médiation d'Inès et Jean-Pierre. Leur communication s'est améliorée, ils peuvent se parler sans reproches mutuels. Ils ont déjà reporté une première audience pour poursuivre la médiation, car ils veulent trouver par eux-mêmes une solution pour cette révision de la résidence alternée. Ils sont d'accord pour que les enfants expriment leurs besoins par eux-mêmes sur l'organisation de leur vie actuelle.

Après avoir fait de nombreuses approches (portrait des enfants, organisation actuelle de leur vie quotidienne, ...), avec les parents, les enfants sont reçus en médiation. Ils sont informés qu'ils sont là pour s'exprimer librement, individuellement ou ensemble, sans leurs parents. C'est un lieu où ils peuvent être écoutés mais où ils ne peuvent pas décider.

Les enfants choisissent de ne voir inscrit sur le paper board que ce qu'ils souhaitent dire à leur père. Le reste restera dans l'espace confidentiel.

Tom, 9 ans, très décidé, explique qu'il a peur des réactions parfois méchantes de son père. Il voudrait comprendre certains propos de son père et il trouve qu'il leur fait faire trop de vélo, puis il ajoute qu'il en a marre de cette procédure.

Théo, 11 ans, plus réservé, voudrait que son père soit moins exigeant avec lui et plus calme. Il voudrait qu'il l'aide plus pour ses devoirs au lieu de s'occuper de ses muscles et de faire de l'ordinateur. Il ajoute qu'il ne comprend pas pourquoi son père dit qu'il n'est pas d'accord pour changer les choses à cause de la procédure et que sinon il l'aurait fait.

Lorsque les parents reviennent et font la lecture de ce que les enfants ont pu dire, la médiatrice explique que les reproches des enfants sont des demandes. La discussion s'installe alors entre le père et ses enfants. Le père entend ces demandes et prend conscience des besoins et des rythmes des enfants, différents des siens.

Les intérêts de la médiation avant cet entretien

Au cours des premiers entretiens le recueil des besoins de ces parents avait été fait. Inès a des blessures mal cautérisées et Jean-Pierre est accablé par la procédure engagée par celle-ci. Inès a souffert de sa vie de couple et de la séparation. Jean-Pierre s'est senti trahi par Inès, pensant qu'elle l'avait quitté pour un autre homme, et en plus il a souffert de l'abandon. Petit à petit, la communication s'est rétablie et chacun a pris conscience de son rôle et de l'importance d'être complémentaire dans la dynamique familiale. Au fur et à mesure du travail fait autour des besoins des enfants et de leurs intérêts, chacun a compris la nécessité d'un accord mais l'enjeu de la procédure a comme « scellé » leurs positions respectives.

Les intérêts de la participation des enfants

La médiation se poursuivra encore deux séances avant l'audience, sans accords écrits mais avec une communication dans le respect mutuel, ce qu'ils reconnaissent en se souriant pour la première fois. Ils prennent l'engagement de se retrouver tous ensemble régulièrement autour d'un déjeuner.

Quant aux enfants, ce lieu d'écoute leur a permis d'exprimer librement leurs besoins et leurs désirs, sans être trahis par la médiatrice. Ils ont aussi fait le constat que cette situation était difficile aussi pour leurs parents mais qu'ils s'étaient apaisés et qu'ils se mobilisaient depuis longtemps pour eux.

La participation des enfants en médiation présente des bénéfices psychologiques et pédagogiques mais comporte aussi des risques.

Certains médiateurs sont peu enclins à inclure l'enfant dans le processus, par peur de perdre leur neutralité par rapport aux parents, ou par craintes des déséquilibres de pouvoirs. Les risques sont les suivants :

- De pervertir la médiation par le fait qu'un adolescent se retrouve en situation de toute puissance, cela pervertirait la place respective des parents et de l'adolescent et cela est important que les places soient conservées »
- D'ouvrir des brèches ou des blessures ne pouvant être soutenues par le processus de médiation, et ainsi de déstabiliser tout ce qui a été fait précédemment en médiation. Un parent fragile peut s'effondrer ou surcompenser son rôle parental et faire tout basculer
- De réactiver le conflit en permettant des paroles remettant en cause les comportements et les manières de faire et d'agir des parents
- De placer l'enfant dans une position d'arbitrage du conflit de ses parents, soit en étant pris dedans, soit en étant victime de sape
- De renforcer la place d'un parent et d'assassiner l'autre
- Que la parole de l'enfant soit instrumentalisée
- D'engendrer de la désillusion pour l'enfant qui n'aurait pas été entendu dans ses attentes
- Que la parole de l'enfant ne le culpabilise après coup, s'il pense avoir peiné un parent, ou risque de rejet de l'enfant par un parent.

Dans la mesure où la médiation interroge l'organisation de la parentalité, la participation de l'enfant apporte des éléments nouveaux qui lui sont favorables, si sa présence est envisagée suivant les préalables suivants :

- Des demandes travaillées avec les parents et le ou les enfants, et les thèmes abordés respectés
- Le conflit conjugal dépassé et les relations apaisées entre les parents
- Une préparation avec les parents où l'on brosse le portrait des enfants
- Un temps de présentation de la médiation aux enfants pour la leur rendre accessible
- La prise en compte de l'âge des, enfants, et le respect des principes de la médiation.

L'implication de l'enfant est en mesure d'affecter positivement l'ensemble de la sphère familiale si des sujets ne sont pas amenés trop tôt pour ne pas déstabiliser un équilibre en construction.

Il est préférable de ne pas recevoir les enfants en cas de doute et si les règles fondamentales ne sont pas respectées pour éviter que cela ne lui porte préjudice.

La parole permet d'exprimer des souffrances et des incompréhensions en médiation que le médiateur doit être en mesure de recevoir, non pas pour les traiter mais pour les remettre à leur place et faire avancer les personnes.

Sa présence permet de matérialiser les besoins des uns et des autres. Elle permet de le resituer dans sa position d'enfant, non responsable du conflit.

Elle confronte les parents à la réalité de leur enfant, pour qu'ils prennent conscience qu'ils n'ont pas à faire l'économie d'une prise de décision pour lui, tout en n'étant pas **LE** seul parent à décider de la vie de son enfant.

La participation de l'enfant incite les parents à adopter un comportement modéré l'un à l'égard de l'autre, contribuant à améliorer la communication parentale.

Le médiateur propose un processus qui peut faire émerger l'idée d'un regard différent sur l'autre, donnant aux relations futures un aspect plus humanisé.

La médiation familiale, dans l'intérêt de l'enfant, **c'est aider les parents à être des parents**, c'est un fil conducteur ; le rôle du médiateur est de les aider à promouvoir cette capacité.

L'expérience amère de certains médiateurs est, peut-être, d'avoir pris parti pour l'enfant, devant ses parents, encore trop investis dans le désarroi conjugal. Certes, le médiateur doit prendre en compte les besoins des parents. Il doit surtout veiller, avant toute participation de l'enfant, à ce que ses parents aient toutes facultés à pouvoir recevoir sa parole.

Les enfants ne peuvent être utilisés comme les messagers des parents. Le médiateur doit veiller à ce que l'enfant puisse porter sa propre parole dans l'entretien. Il ne faut jamais oublier de se poser la question de l'impact de cette parole, à quoi elle peut servir en médiation. Sans oublier de s'interroger quand l'enfant ne peut pas s'exprimer.

Le souhait des enfants de venir en médiation permet de réfléchir au fait que des déclarations spontanées peuvent être entendues et retenues.

Il est important d'apprendre à traduire, au mieux, les besoins des parents, afin de progresser dans un accompagnement le plus adéquat qui soit, et ne consentir à ce que la parole de l'enfant ne soit entendue qu'en dernier lieu.

Témoignages - Invitation à débattre ...

Il était une fois...

Maïté LASSIME

Médiatrice familiale Paris 13

Deux jeunes parents, soucieux du bien-être de leur petit garçon de 5 ans, étaient d'accord pour bien se séparer. Ils avaient décidé une résidence alternée à parité de temps. Tout se passa si bien qu'au dernier rendez-vous, la décision fut prise, comme c'était l'usage, de faire venir l'enfant afin qu'il entende les accords que ses parents avaient pris, et cela afin qu'il soit définitivement rassuré sur ..., sur quoi ? Sur, sans doute, l'amour que lui portaient ses 2 parents... C'était sans compter sur les risques de débordements d'émotion du dernier rendez-vous (c'est avec l'expérience que l'on apprend...). Ce moment qui devait être serein s'est révélé "volcanique". Face à l'expression violente de ses parents, submergés, qui réalisaient peut-être, là, quelque chose qu'ils n'avaient pas prévu, l'enfant s'est mis à hurler et tous trois sont repartis "sans dessus-dessous".

Méfions-nous de l'usage, méfions-nous de l'évidence, interrogeons-nous...

Les enfants dans le conflit familial

Arlette THOMY

Médiatrice familiale

APCE délégation Seine et Marne

et APCE 91

Journées de travail, colloques, nouvelle loi (ci-dessous), ont montré ces derniers temps si besoin était, combien l'enfant est présent dans le conflit familial. Dans nos séances de médiation familiale, nous pouvons entendre :

*« Je voudrais que mes enfants soient écoutés, entendus !
Je sollicite une expertise psychiatrique, une enquête sociale,
Je demande que mon enfant soit suivi, j'ai pris rendez vous avec un
psychologue,
Demandez-lui ce qu'il en pense !
Je croyais qu'il pourrait participer à l'entretien de médiation familiale !*

Mon enfant est pris en otage, il est manipulé par sa mère (son père) ! »

D'une certaine façon le législateur a entendu ces demandes.

(Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 art. 2 Journal Officiel du 7 mars 2007 en vigueur le 1er janvier 2009)

Cette audition est de droit lorsque le mineur en fait la demande. Lorsque le mineur refuse d'être entendu, le juge apprécie le bien-fondé de ce refus. Il peut être entendu seul, avec un avocat ou une personne de son choix. Si ce choix n'apparaît pas conforme à l'intérêt du mineur, le juge peut procéder à la désignation d'une autre personne.

L'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure.

Le juge s'assure que le mineur a été informé de son droit à être entendu et à être assisté par un avocat.

Certains juges aux affaires familiales rajoutent maintenant dans l'ordonnance :

« Dit que le médiateur pourra également entendre l'enfant s'il l'estime nécessaire »

Dans ce contexte, quelle réponse peut faire le médiateur familial ?

La médiation familiale a bien sûr à dire et à faire sur cette question des enfants dans le conflit.

Rappelons d'abord quelques spécificités de notre profession, sur lesquelles se base notre pratique :

* Objectifs de la médiation familiale

- Permettre aux parents de reprendre leur place
- Sortir les enfants du conflit parental

* Présupposés de notre pratique

- Les parents sont compétents pour exercer leur responsabilité parentale
- Le professionnel, médiateur familial, ne peut se substituer aux parents
- La place du médiateur familial est un « être avec » et non celle d'un d'expert, d'un conseiller, d'un soignant, d'un décideur
- Le cadre de la médiation nécessite que les acteurs soient en mesure d'avoir chacun une place équivalente.

Je voudrais donner ici quelques points de mon expérience de médiateur familial confronté à ces situations d'enfants pris dans le conflit parental et victimes du conflit de loyauté.

* Clarifier le cadre de la médiation familiale

Dans l'entretien préalable d'information j'insiste sur le point suivant

« Le cadre de la médiation n'est pas adapté à la présence de votre enfant mais il sera de votre responsabilité de lui parler ensemble, après ou pendant votre travail ici, pour lui faire part de ce que vous désirez pour lui. »

- * Prendre du temps pour construire, préparer, s'entendre sur ce qui va être dit aux enfants, chacun de son côté ou ensemble
Ni trop : le climat, les actes, valent plus que des paroles.
Ni trop peu : « je vois votre maman, nous parlons ensemble ...Nous avons décidé que, ...Avec votre papa nous vous proposons...
Il m'est arrivé souvent d'écrire sur le tableau de papier précisément ce que les personnes aimeraient dire à leurs enfants.

 - * Permettre que soit pris en compte, verbalisé, écrit d'une manière ou d'une autre, le poids porté par les enfants
« Votre enfant porte le poids de votre désaccord, le travail que vous ferez ici vous permettra de l'en décharger » c'est ce que je dis aux parents en présentant le travail que nous pourrions faire ensemble. Les réponses sont diverses, il nous faut respecter le moment de la prise de conscience, reformuler pour mettre en évidence la verbalisation qui en sera faite et même écrire, cela pourra être la trame d'un travail plus en dentelles autour de solutions adaptées.
Après deux séances nous reprenons les entretiens, Madame commence « j'ai beaucoup réfléchi en me rappelant ce que nous avons écrit (Madame est directrice d'école primaire très sensible à l'écrit et au tableau) : mettre du papa chez la maman et mettre de la maman chez le papa ».
C'était leur façon à eux de sortir les enfants du conflit, en résidence alternée depuis 2 ans dans un climat très difficile. Le travail allait pouvoir commencer...
Lors d'une autre séance Madame nous rapporte que leur aînée (10 ans) a pu enfin se permettre d'apporter une robe achetée par sa mère chez son père. Monsieur est heureux que les enfants envoient des mails à leur mère au vu et su de leur père.

 - * S'adapter à l'âge des enfants
Dans le cas de jeunes ou ados je peux travailler avec leurs parents la possibilité de leur participation à une rencontre, souvent en deuxième partie ou fin de médiation. Nous préparons alors minutieusement l'objectif de l'entretien et la participation de chacun. La condition est que les parents soient prêts à manifester aux enfants leur volonté de (re)créer cette relation parentale dont ils ont besoin.

 - * Les limites de la médiation familiale
La médiation familiale n'a pas réponse à toutes situations. Le conflit peut s'enkyster et les enfants être en danger, il faudra bien sûr faire appel à d'autres professionnels. Les enfants peuvent avoir aussi besoin d'un lieu de parole. C'est ensemble que les parents devront l'accompagner dans ce sens au risque de nouveau de faire de ce lieu un objet supplémentaire de conflit.
« Si les difficultés perdurent ou si vous souhaitez d'autres soutiens, vous pourrez faire appel en concertation à d'autres compétences professionnelles. »
-

L'enfant et sa participation aux entretiens de médiation familiale

Dominique LEFEUVRE

Médiateur familial

dolefeuvre@orange.fr

Ce texte propose différents arguments « pour » et « contre » la présence de l'enfant au cours du processus de médiation familiale. Il a été rédigé à partir d'une intervention lors d'un atelier, dans le cadre des États Généraux du Droit et de la Famille de janvier 2007 à Paris

De manière classique, un médiateur familial propose à des parents concernés par la séparation conjugale de dialoguer afin de prendre des décisions pour l'avenir de leur enfant absent des entretiens. La médiation familiale s'est construite sur le préalable que ces parents trouvaient intérêt à être accompagnés et trouver par eux-mêmes des solutions en laissant leur enfant en dehors des manifestations de leurs conflits

D'autres présupposés ont été formulés :

- a) L'avis de l'enfant doit être pris en compte et pour son recueil, ses parents sont ses meilleurs interlocuteurs
- b) Les loyautés de l'enfant sont soumises à de fortes tensions et sa parole peut varier selon les circonstances et l'interlocuteur. L'enfant est acteur dans le conflit et sa parole est à apprécier en fonction des relations établies entre ses parents
- c) La présence de l'enfant lors du dernier entretien est pertinente pour un échange à partir des accords convenus par ses parents.

L'INTÉRÊT DE SON ABSENCE AU COURS DES ENTRETIENS

Comment faciliter l'expression des conflits en présence d'un enfant témoin, pris à parti et objet.

Comment identifier et faire émerger l'intérêt et les besoins d'un enfant hors sa présence, mais avec ses parents ?

Une question est souvent posée dès les premiers entretiens, l'enfant est-il informé des rendez-vous de médiation familiale ? A-t-il manifesté une réaction particulière ? Les réponses apportent des souvent des informations concernant autant les adultes que l'enfant.

Place de père et place de mère, place de deux parents

Le choix du prénom est une porte d'entrée révélatrice de ce qui s'est fondé au croisement de la conjugalité et du devenir-parent pour chacun et ensemble, dans ce qu'il est convenu d'appeler co-parentalité. C'est bien souvent dans le contexte de

leur séparation que des parents s'interrogent posément sur ces thèmes pour les découvrir ou les revisiter.

Une autre réflexion peut être proposée : ce que chaque parent pense apporter à son enfant et ce qu'il estime que l'autre parent apporte en différence.

Repérer avec les parents comment l'enfant restitue auprès de chacun sa perception de la situation entre ses parents et de ses relations avec chacun d'eux. Ce qui lui plaît, lui déplaît, ce qui émerge du quotidien et plus.

L'organisation des temps de vie de l'enfant

Les temps d'accueil chez chacun des parents : le planning se construit aussi à partir de contraintes professionnelles, de déplacement, de pouvoir d'achat et de capacité à disposer d'un logement adapté.

Les modalités des points suivants concernent le contexte de la vie de l'enfant et les conditions de son développement mis en place par les deux parents :

- Le temps du passage des informations entre les adultes
- Les contacts téléphoniques entre les parents, entre l'enfant et le parent absent
- Le passage de l'enfant et le mal à l'aise des adultes qui se communique à l'enfant
- La présence de l'enfant témoin et acteur des disputes entre adultes

Les paroles de l'enfant adressées à chaque parent, à d'autres membres de la famille et aux adultes inscrits dans son quotidien (nouveaux conjoints) ou dans le cadre de sa scolarité, de sa santé...

L'enfant établit des relations personnelles et sa parole est considérée comme des « mensonges » si l'enfant présente des versions différentes. Qui est menteur ? La valeur de la parole de « son enfant » est généralement sur-investie au détriment de la parole de l'autre parent

Quel sens donner quand un enfant dit :

« Chez papa j'ai pleuré en pensant à toi maman »

« Papa, je ne veux plus venir te voir ».

Est-ce à l'enfant d'être intelligible ou aux parents d'assurer leurs responsabilités avec leurs qualités et leurs défauts ?

La parole à l'enfant

« Les écrits restent les paroles s'envolent » dit-on. L'enfant est porteur de ce que chaque parent a dit, laissé entendre de ses émotions et de ses ressentiments à l'égard de l'autre. Des informations sont transmises, communiquées à l'enfant sur des sujets qui concernent les adultes entre eux.

Comment laisser l'enfant à sa place, toute sa place mais pas plus que sa place.

L'enfant peut être conscient de ses besoins mais à quel stade de sa maturation l'est-il de son intérêt, de ce qui est profitable pour son évolution ?

L'absence de l'enfant permet aux parents un face à face direct en présence du médiateur familial. L'expression du conflit dans ses formes agressives, les paroles peuvent être formulées dans leur crudité et reprise dans leur formulation. Au cours

du processus qui se déroule à travers les entretiens, les questions liées aux besoins et demandes exprimées par l'enfant aux parents alimentent leur prise de décisions selon ce qu'ils conviennent de la définition de l'intérêt de leur enfant. Ils assument cette place de parents en prenant en compte ce qu'ils perçoivent et connaissent de leur enfant.

Le médiateur familial observe comment la parole de l'enfant est interprétée, utilisée avec la difficulté de s'en rendre compte. Il est témoin de la difficulté de discernement à approcher une solution qui serait la moins mauvaise pour construire la vie de l'enfant.

La présence de l'enfant ne paraît pas indispensable et des moyens sont mis en œuvre par les médiateurs familiaux pour que les échanges entre les parents se construisent en prenant compte l'enfant dans sa réalité, sa différence et ses spécificités.

Il est d'ailleurs alarmant de recevoir des mères disqualifiant le père en présence de l'enfant sous prétexte qu'il ne comprend rien à son âge. L'inverse est aussi inquiétant.

Je me souviens d'une situation où le père était reparti outre-mer et la mère remise en couple se présentait en difficulté avec un des enfants adolescent peu expressif et en difficulté scolaire, en opposition avec les adultes. D'emblée, j'ai reçu la mère seule puis l'adolescent est entré, j'ai présenté mon travail, j'ai évoqué l'inquiétude de sa mère et sa difficulté à comprendre ce qui se passait pour son fils. Je lui ai dit qu'il lui revenait de choisir son interlocuteur pour confier ses préoccupations, un membre de l'entourage ou un professionnel. Il n'a pas souhaité parler dans ce cadre. J'ai su quelques jours plus tard que le lendemain, il avait sollicité l'assistante sociale scolaire, un signalement avait entraîné un placement le soir même en raison des violences exercées sur lui par le compagnon de la mère.

L'INTÉRÊT DE LA PRÉSENCE DE L'ENFANT AU COURS DES ENTRETIENS DE LA MEDIATION FAMILIALE

Parfois le médiateur familial est mis devant le fait accompli : l'absence de mode de garde, les grèves à l'école, les maladies infantiles autant d'événements qui entraînent l'arrivée d'un parent avec un enfant. Dans sa poussette, l'enfant est endormi ou babille et réclame l'attention de sa mère ou de son père. Il sort de la pièce ou demande où sont les toilettes. Selon l'âge et le comportement de l'enfant, l'entretien va être différent...

L'opportunité de s'adapter rend possible de saluer l'enfant, de me présenter à lui, de le saisir dans sa réalité.

Les parents confondent leurs intérêts personnels et les préoccupations des enfants; l'enfant devient de fait le plus apte à s'exprimer pour ce qui le concerne. De fait en situation de séparation et de conflits parentaux, les enfants souvent acquièrent une maturité qui leur permet d'avoir un point de vue personnel.

Rencontre entre le médiateur familial et l'enfant

Le contact direct du médiateur familial avec l'enfant qui permet de l'informer sur la médiation familiale est intéressant à développer, l'informer de ses droits et devoirs aussi.

Le recueil de la parole de l'enfant en entretien individuel avec le médiateur familial pose plusieurs questions concernant l'utilisation de ce qui a été dit et compris.

- Est-ce utile pour le médiateur familial pour comprendre mieux la situation ?
- Comment le contenu est-il utilisé ?
- A qui, sous quelle forme et en présence de qui, le médiateur familial transmet-il le contenu de cet entretien ?

Recevoir l'enfant en présence de ses parents. Quel peut en être l'objectif ?

Pour que l'enfant soit soutenu et parvienne à exprimer ses besoins directement à ses parents ?

Pour que l'enfant expérimente la concertation entre ses parents ?

Pour que les parents parlent ensemble à leur enfant en présence d'un tiers ?

L'opportunité de la présence de l'enfant dans les entretiens de médiation familiale requiert au préalable des entretiens pour en envisager avec les parents l'intérêt et l'objectif.

Le dessin et autres supports interactifs constituent des outils facilitateurs de l'expression de l'enfant. La sensibilité personnelle, voire une formation spécifique, s'avère judicieuse pour recevoir les enfants selon leur âge, leur maturité et leur situation.

Dans le cas d'une médiation familiale judiciaire se pose la question de la confidentialité du contenu des entretiens.

Un magistrat peut demander que l'enfant soit reçu au cours de la médiation familiale. Ce ne sera pas une audition avec restitution des propos de l'enfant pour raison de confidentialité.

Autant le médiateur familial ne peut être désigné pour « auditionner » l'enfant, autant, il est envisageable que l'enfant soit présent à un moment ou à un autre du processus de la médiation familiale, qu'il soit informé et associé au projet parental. La manière dont l'enfant a été associé peut figurer dans le projet parental.

Je me souviens d'un enfant qui a été capable d'organiser les vacances avec chacun de ses parents séparés en leur proposant la même période à cheval sur juillet et août. Aborder ce sujet en cours d'entretien avec l'enfant et ses deux parents auraient évité cette confusion significative.

DEUX QUESTIONS CONCERNANT LA PAROLE DE L'ENFANT

Qui recueille cette parole

Son utilisation : qui transmet quoi ? Et à qui ? Sous quelle forme ?

A qui le recueil de la parole de l'enfant est-elle profitable : aux parents, aux professionnels ou à l'enfant lui-même ?

Et sans prétendre conclure, voici certains de mes repères.

Comment le médiateur familial peut-il s'assurer que les perceptions et les décisions des parents prennent en compte les besoins et les demandes de leur enfant ?

Le pouvoir accordé à sa parole met parfois l'enfant dans une situation de détenir l'autorité sur les décisions.

Certains enfants sont mis en situation de trouver les solutions pour que les disputes cessent entre les parents ou d'autres sont incités à choisir entre vivre le quotidien avec leur mère ou avec leur père.

Les enfants manifestent souvent leur insécurité car ils ont besoin des limites données par les parents, de leur parole pour l'aider à mettre des mots sur ce qu'ils ressentent et qu'ils identifient mal.

En conclusion, je laisse une question en suspens : une seule réponse suffirait-elle pour toutes les situations ? Quel que soit l'âge, la maturité et les relations établies au sein de la famille.

En médiation familiale nous ne rencontrons pas « l'enfant » ou les « parents » mais des personnes singulières où les évidences sont d'abord à dé-construire. Recevoir ou non cet enfant-là restera une question à se poser.

Points de vue de psychologues

Écouter la parole de l'enfant.

Chantal MAGNANT

Psychologue

Coordinatrice du Point Rencontre 86

Dans les situations de divorce, l'écoute de la parole de l'enfant est soumise à une double injonction paradoxale : « il faut écouter la parole de l'enfant » et en même temps, la parole de l'enfant est disqualifiée car « il est manipulé, il répète la leçon » ou encore inhibée « de toutes les façons, il ne vous dira rien, il a trop peur de son père. »

La parole est un acte qui engage. Il est important d'être « un être de parole », il est important de pouvoir « prendre la parole », au contraire il est humiliant que de ne pas être crédible. Il existe des conditions nécessaires pour que la parole soit reconnue, prise en compte. En premier, il y a des facteurs de développement comme le niveau de vocabulaire, la mémoire, la capacité de discernement ; il ne faut « pas prendre ses désirs pour la réalité. » Il est important de repérer si l'enfant a des tendances à l'affabulation. Dans les situations de divorce, 13 ans est considéré comme un moment important, l'âge où l'enfant pense qu'il sera écouté et sous-entendu où il pourra décider.

Il est nécessaire aussi que la parole ait reçu la castration : l'enfant doit savoir qu'il y a un interdit à dire, « cela ne se dit pas ». L'interdit de faire mal concerne aussi la parole. Nous pouvons déplorer que cette exigence ne soit pas rappelée aux enfants qui dénoncent des abus sexuels de l'un de ses parents. Un jour, au Point Rencontre, une petite fille nous a dit, très fière et devant son père : « mon papa va aller en prison ». Elle n'avait absolument pas conscience de la violence de ses propos ni conscience qu'elle se mettait en danger par rapport à ses camarades. La castration implique que la parole de l'enfant n'est pas une parole toute puissante.

Première remarque : écouter ne veut pas dire approuver, adhérer, coller aux dires de l'autre, ce n'est pas donner raison.

Deuxième remarque : écouter la parole de l'enfant suppose que l'enfant ait un message qu'il cherche à nous transmettre au travers d'un code ; entendre implique une opération de décodage qui soit symétrique à l'opération de codage. C'est à dire qu'écouter n'est pas interpréter, même si l'interprétation est parfois nécessaire.

Le message de l'enfant. Dans les situations de séparation, la difficulté vient du fait que l'enfant ne peut exprimer clairement son message. L'enfant est tiraillé entre deux opinions, deux versions des faits ou collé aux dires de l'un des parents et il lui est difficile de penser.

Cette absence de message clair explique parfois que l'enfant nous envoie des messages au travers de l'agir, du comportement. Un jour, un enfant de 7 ou 8 ans refuse de venir au Point

Rencontre, il sort de la voiture en courant, sa mère nous dit qu'il ne veut pas venir, qu'il a fugué, un stagiaire le rattrape, il pleure, tremble, nous lui parlons, nous lui expliquons pourquoi il doit venir, le rassurons, progressivement il se calme. Par la suite avec son père, il passe un après-midi normal et nous observons que lorsque nous faisons une remarque à son père, il le défend et le soutient. Nous cherchons à comprendre, mais il nous semble que cette fugue n'était pas un réel refus de voir son père.

Définition. Le Larousse nous dit « écouter : c'est prêter l'oreille, s'appliquer à entendre, être attentif, réceptif, tenir compte de ce quelqu'un dit ou exprime de sa volonté ou de ses désirs.

Écouter la parole d'un enfant c'est chercher à comprendre, à donner du sens à des comportements qui transmettent un message que parfois l'enfant ne peut pas dire ou qui reste confus pour lui mais qu'il ressent comme une tension. Il nous faut nous appliquer à entendre ce qu'il en est de ses difficultés ou de ses désirs, en se gardant de toute certitude.

Dans les situations de séparation plus ou moins conflictuelle, la parole de l'enfant est soumise à la nécessité de se protéger.

Il nous faut entendre la parole de l'enfant avec l'idée qu'il lui faut se protéger. Souvent il est au cœur du conflit des parents, parfois il a le sentiment qu'il porte une responsabilité et éprouve une angoisse d'abandon, parfois il est confronté à une profonde déception, il ne vit plus ses parents comme rassurants, protecteurs. Il a recours alors à différentes stratégies pour ne pas s'exposer, pour se protéger, pour colmater une souffrance. Nous pouvons citer :

a) Faire plaisir. Il peut dire pour faire plaisir, pour apaiser une souffrance ou une colère du parent avec qui il est. Ainsi, il peut dire une chose à l'un et son contraire à l'autre, il peut dire à son père qu'il veut vivre avec lui et à sa mère qu'il ne veut pas voir son père. Dans cet exemple, l'enfant veut faire plaisir aux deux.

Parfois, l'enfant répète les paroles de la mère et le père dit « il est manipulé, il a appris la leçon. » Ces propos blessent l'enfant dont la parole est discréditée. Il est important d'entendre que l'enfant a fait un choix, que c'est lui qui a décidé de dire comme ou le contraire de sa mère. La situation ne peut évoluer que si nous arrivons à comprendre pourquoi ce choix. Est-ce par peur de faire de la peine au parent qui est le plus important pour lui et peur qu'il l'abandonne ? Est-ce parce qu'il veut soutenir ce parent fragile dont il a besoin. Une jeune adulte disait « c'était moi qui soutenais le plus ma mère dépressive car c'était moi qui avais le plus besoin d'une mère d'aplomb. »

b) Ne pas penser. Dans une situation de tension, l'enfant est face à un impensable, il refuse de se faire une opinion. Si, dans cette situation il sait qu'il ne peut compter que sur l'un de ses parents qu'il ressent comme néanmoins fragile, il colle à ses dires et refuse toute relation avec l'autre parent. Une petite fille formulait toujours le même reproche à son père « tu as menti » puis, tournait sa chaise et s'asseyait en tournant le dos à son père. Nous n'avons jamais su à qui il avait menti, quel était ce mensonge, elle était néanmoins au bord des larmes chaque fois que nous cherchions à la comprendre.

c) Mentir. Au Point Rencontre, une petite fille soutenait le contraire d'une évidence. Finalement, elle nous a fait comprendre par son affirmation contraire à la réalité qu'elle était obligée de mentir. Nous avons aussi l'image de plusieurs enfants qui passent un après midi détendu au Point Rencontre mais au moment où leur parent hébergeant vient les chercher, ceux-ci se montrent très tristes comme s'ils s'étaient ennuyés tout l'après midi. Un petit garçon, après avoir rencontré sa mère au Point Rencontre prenait le temps de s'asseoir dans l'escalier et la tête entre les mains il répétait « je n'aime pas ma mère » avant de se jeter dans les bras de son père qui venait le chercher.

Nous mêmes voyons combien un enfant est en danger. Lors de la permanence un père nous explique combien nous devons être vigilants avec son enfant qui vient juste de retrouver une certaine stabilité depuis qu'il ne voit plus sa mère, il nous parle d'un petit garçon intelligent qui a beaucoup évolué depuis la séparation. Il affirme qu'il ne veut pas la voir. Le samedi, dès qu'il voit sa mère dans le hall, ce petit garçon se met à pleurer en disant « je veux voir maman. » Nous observons l'inquiétude du père qui se sent trahi et il nous faudra le rassurer. En réalité, sa crainte est que son fils soit confié à la mère.

d) Le silence et l'inhibition. Le refus de donner son avis est aussi une manière de se protéger comme cette jeune adolescente qui fermait la bouche lorsque nous l'interrogeons sur ce qu'elle pensait, vivait, souhaitait. Après quatre ans au Point Rencontre, une nouvelle ordonnance du Juge autorise le père à rencontrer ses enfants à son domicile. Elle a alors expliqué qu'elle ne pouvait rien dire parce qu'à chaque fois « cela faisait des histoires ». Elle voulait bien voir son père chez lui, mais elle voulait n'avoir aucune responsabilité dans la décision du cadre des rencontres avec son père.

Il nous est très difficile de décoder le sens de ces attitudes d'évitement, de repli. Nous pensons à un adolescent avec qui nous ne pouvons pas avoir d'échange, il tourne la tête, se tait dans une attitude de douloureuse opposition. Son père se dit attaché à son fils mais se montre très agressif par rapport au Point Rencontre qui « lui interdit de voir son enfant » et il interprète l'attitude de son fils comme une preuve que c'est aussi difficile pour lui. Nous sommes tentés de penser que ce père fait peur à son enfant

e) Renversement en son contraire. Déçu, inquiet, l'enfant peut nier sa souffrance en adoptant une position de toute puissance. C'est une attitude fréquente chez les adolescents qui s'opposent à la rencontre. Ils jugent, disqualifient, critiquent, méprisent. Mais quand ils reprochent « tu ne m'as jamais téléphoné, jamais écrit » ne faut-il pas entendre une souffrance d'abandon ? Deux jeunes adolescentes refusaient de rencontrer leur père au Point Rencontre, formulant de nombreuses critiques. Mais le samedi, elles refusent la présence des intervenants et félicitent leur père « là ça va, tu étais bien. »

Dire « Je ». Lors d'une expertise, les tests projectifs sont le moment dans un entretien où le sujet est invité à dire « Je ». C'est une situation nouvelle, où le sujet n'a pas de repère et où ses émotions sont soulevées à son insu. Dans un test projectif, nous invitons le sujet à mettre des mots sur ses affects, ses fantasmes. Il n'est pas rare de voir des enfants, s'exprimer très spontanément lors de l'entretien avec un vocabulaire très riche et une grande pertinence mais qui sont totalement désarmés devant le test.

Ecouter la parole d'un enfant c'est entendre les lapsus comme une manière de dire son désir à son insu. Nous pouvons citer cette fillette qui vient nous dire d'un ton affirmatif « je viens vous dire que je veux voir mon père, non je ne veux pas voir mon père ». Il est important d'être attentifs à la congruence entre les dires de l'enfant et son comportement comme le ton employé, l'agitation ou l'inhibition, les regards, les sourires.

S'affirmer dans une opinion. Dire « Je » c'est aussi s'affirmer dans une opinion. Un enfant ne peut construire son opinion tout seul, le fantasme d'auto-engendrement est penser que l'on ne doit rien à personne. Mais pour se forger une opinion personnelle, il ne doit être ni tiraillé ni collé, il ne doit pas être soumis à une relation d'emprise ou dans une relation fusionnelle avec l'un de ses parents. Il faut qu'il ait un espace de pensée. Une petite fille est venue à la permanence du Point Rencontre pour nous demander « qui dit la vérité, mon père ou ma mère ? » Cette question témoignait à la fois de ses difficultés à penser car elle était partagée entre deux points de vue mais aussi d'une capacité à prendre une distance, autrement dit, elle témoignait d'une maturation. Une autre fois, lors de la permanence, une mère, devant ses deux enfants nous explique les raisons qui ont motivé la décision de Point Rencontre. Le samedi, spontanément, le père évoque le même incident et explique son

attitude et les raisons qui l'ont poussé à agir ainsi. Il expliquait sa souffrance à se sentir exclu d'un moment important de la vie de son fils. Nous inviterons alors ces enfants à se faire leur opinion à partir de ces deux versions d'un même fait. Cet exemple nous montre comment le maintien des liens avec ses deux parents est une condition nécessaire pour qu'un enfant se construise son opinion.

Conclusion. Écouter la parole de l'enfant dans une situation de séparation est donc d'emblée soumis à deux exigences : ne pas l'entendre comme une parole toute puissante et ne pas la disqualifier. Il est important de ne pas adhérer à la parole de l'enfant, d'être dans une attitude de doute mesuré, de ne pas être dans la certitude ou dans le savoir sur l'autre. L'important est de nous demander pourquoi il nous dit cela.

Nous avons souligné combien, dans les situations de séparation conflictuelle, il est difficile à un enfant de dire « Je ». L'enfant cherche plus à se protéger qu'à s'affirmer dans une opinion propre. Dans ces conditions, écouter la parole de l'enfant c'est entendre une souffrance et l'aider à l'assumer pour éviter qu'elle se transforme en haine. Par ailleurs, lui permettre d'avoir accès à ses deux parents dans un climat apaisé est une condition nécessaire pour qu'il puisse construire sa propre opinion.

Parole de l'enfant - Écouter

Annie BONNEAU
Psychologue clinicienne
Expert auprès des Tribunaux

Avec la procédure de divorce commence l'interrogation de l'enfant ou des enfants qui s'inquiètent, qui interprètent ce qui se déroule durant la séparation du couple de leurs parents.

Cette situation interpelle l'enfant sur sa place, sur son avenir, et peut l'amener transitoirement à se cramponner au « comme avant ».

La perception du divorce pour la famille, pour les grands parents, pour les oncles et les tantes et parfois les amis, reflète des valeurs singulières et collectives représentant autant d'influences et d'interactions réciproques qui affirment leur point de vue avec beaucoup de bruit.

Ce bruit peut devenir brouhaha, cacophonie, emportements passionnés dans lesquels l'enfant est porté.

Quel que soit son âge, l'enfant est exposé à une brisure dans le devenir imaginaire d'une continuité de lui-même.

Parler à la place de l'enfant :

Il y a ceux qui savent ce qui est le mieux pour l'enfant, il y a ceux qui affirment que pour faire du bien à l'enfant il faut lui cacher les raisons du divorce, il y a ceux qui souhaitent que l'enfant soit entendu.

Depuis sa naissance ; entre l'enfant et son père ; et entre l'enfant et sa mère se sont installés des liens, des attachements, des dépendances complémentaires qui se déclinent, qui s'alimentent comme l'obéissance devant l'autorité, ou la subordination devant la domination,

Il y a l'enfant à qui on ne demande rien d'autre que d'être lui-même.

Il y a l'enfant qui n'a aucun contenant, qui est toujours comblé avant même d'avoir pu désirer et qui n'est jamais satisfait.

Autant de cas de figures qui évoluent, se transforment ou se rigidifient au fil des années.

L'enfant est par définition dépendant et pour grandir il a besoin d'exister sous le regard de ses parents.

Pris dans un tourbillon souvent passionnel il peut devenir à son insu l'objet des intérêts des adultes, voire de manipulations complexes qui ne sauraient être traitées dans la généralité.

Jusqu'à quatre ans l'enfant raconte spontanément ce qui se passe autour de lui. Rapidement il comprend que sa parole a du pouvoir, sans pour autant mesurer les conséquences du pouvoir de sa parole en raison son âge, de sa maturité cognitive ou du stade de son développement affectif.

Parole de l'enfant recueillie par les professionnels de la séparation des parents : éducateurs, médiateurs, assistantes sociales, professionnels des lieux de rencontre, magistrats :

Lorsque les parents divorcent ou se séparent, il est important que les professionnels reconnaissent que l'enfant est un être qui pense et qu'il a une existence propre.

On peut observer que parfois l'enfant est mobilisé par le désir de satisfaire et d'être accepté par son parent. Il lui faut du temps pour oser dire son attirance pour le nouveau compagnon de sa mère ou la nouvelle compagne de son père, ou il peut l'affirmer sans le penser et pour faire plaisir.

Dans un contexte de conflit, le professionnel est parfois confronté à des récits d'enfants qui se sont étoffés avec des variantes, à mesure qu'ils rencontrent la conviction de la famille élargie ou des adultes.

Cela devient « histoire » avec des détails et des illustrations imagées qui sollicitent l'émotionnel posant le doute de la sécurité ou du contexte de moralité dans lequel il est immergé.

Parfois l'enfant est perdu, il ment, il peut prendre la défense d'un père ou d'une mère tyrannique ou en défaut d'empathie, ou argumenter et justifier son temps principal chez son parent perçu plus malheureux, à moins que ce soit celui qui accède le plus facilement à des largesses matérielles.

D'autres situations restent muettes, elles traversent l'enfant sans qu'il puisse dire, en dire, se dire.

Enfant au mutisme sélectif pour maintenir à distance une souffrance insupportable, parce qu'il se pense responsable puisque ses parents se fâchaient souvent à propos de lui.

Enfant tout puissant qui se débat dans des comportements compulsivement réparateurs.

Il appartient aux professionnels suscités d'exposer clairement à l'enfant, à l'adolescent, son rôle, sa mission et qu'il soit dégagé de toute responsabilité de décision quant à son temps de partage avec chaque parent.

Parce que, avoir une parole qui soit la sienne dans un contexte de changement aussi radical que la séparation des parents est impossible dans un climat extrême qui bascule du raisonné au délétère.

Les situations extrêmes qui sollicitent l'éclairage du spécialiste :

Un petit garçon de huit ans dénonce à l'école des mauvais traitements physiques ; coups de pieds, coups de poings par la compagne de son père.

Il décrit un regard qui fait intrusion à l'intérieur de son corps, « quand je suis dans ma chambre c'est comme s'il y avait une caméra » évoquant la violation de la barrière, cette mise à nu de l'intérieur, il ajoute « elle sait ce que je fais même quand je suis dans ma chambre fermée ».

Et par le compagnon de sa mère, « on dirait qu'il sait quand ma mère ne voit pas alors il me pince, il me griffe ».

Si pour le magistrat se pose la question de la vérité, pour le psychologue se pose la question souffrance, du supportable, du comment faire avec, de l'angoisse et de la trace psychique.

De cette parole qui a engagé l'enfant, il y aura définitivement le – vivre avant -, le – vivre après -, le – vivre avec -.

Il y a des récits précisément accusateurs déposés dans l'enjeu de la séparation qui vont déclencher une procédure judiciaire et déterminer le devenir des adultes désignés.

Des « comportements » à connotation « sexuelle » sont fréquemment évoqués en cours de procédure de séparations dites compliquées ou douloureuses.

Un lieu médian : le « point rencontre » :

L'enfant peut rencontrer son autre parent en toute sécurité, dans un lieu et un temps donné, parfois négocié à la demande des parents, parfois sur ordonnance du Juge.

Ce cadre offre au jeune la possibilité de solliciter, de prendre appui auprès d'un professionnel dans le contexte délicat de cette rencontre et il offre la garantie de la confidentialité.

Il peut permettre à un enfant à un adolescent de faire « co-naissance » avec un parent qu'il n'avait jamais rencontré.

Il peut permettre à un enfant de rencontrer un parent reconnu psychiquement malade.

Un « sas » : l'expertise psychologique :

L'expertise psychologique est ordonnée par un Juge et l'objectif est de comprendre la dynamique familiale, les contentieux familiaux et la place de l'enfant dans un cadre familial éclaté.

Il s'agit de cerner l'attitude des parents dans le conflit et identifier les besoins de l'enfant face aux demandes des parents.

L'expert est parfois amené à donner son éclairage sur des questions de maltraitance, d'inceste et de situation de danger.

L'écrit doit veiller à ne nuire à personne et à apporter la moins mauvaise solution pour l'enfant.

Le contexte de l'expertise peut susciter chez chacun des membres de l'intérêt pour son fonctionnement psychique et familial.

Cette rencontre peut être le point de départ d'un travail sur la connaissance de soi qui se poursuivra dans d'autres lieux.

Un lieu spécialisé hors toute procédure judiciaire :

Parce que nous pourrions répertorier un vaste ensemble de réactions où la pression du besoin d'expression prime sur la réalité objective de faits ;

Parce que l'enfant interrogé peut s'imaginer attaqué dans ses possibilités à penser ses propres sentiments ;

Le seul lieu où il peut tout dire est le cabinet du psychanalyste, là où il peut déposer sa déchirure, ses doutes, ses craintes, son agressivité, sa haine.

CONCLUSIONS :

La séparation des parents, le divorce est un événement important dans la vie de l'enfant.

De nombreuses études ont montré que les enfants qui vivent ces turbulences n'en sortent ni meilleurs ni plus mauvais, mais qu'il s'agit d'un événement fort dans leur vie.

Parce que l'enfant se sent le centre du monde il est important de ne pas le laisser penser qu'il serait responsable de la mésentente ou et de la décision de séparation de ses parents.

L'enfant a une vie imaginaire riche qui idéalise ses parents, les noircit rarement sauf à être manipulé.

Il importe au professionnel de l'aider dans cette traversée afin qu'il puisse avoir accès à chacun de ses parents et qu'il puisse aménager avec chacun une relation qui lui convienne.

Points de vue de juristes

Les droits civils de l'enfant

Françoise de LAVENÈRE

Ancienne avocate, chargée de cours

Présidente d'honneur du Centre de Médiation de Poitiers

Secrétaire Générale adjointe de la FNCM

Médiateure généraliste

Titulaire du DEMF

Parler des droits de l'enfant en quelques pages suppose de faire des choix drastiques tant les textes de lois concernant les enfants mineurs sont devenus légion depuis une dizaine d'années et depuis la Convention internationale des droits de l'enfant (ou Convention de New York) ratifiée par la France le 2 juillet 1990.

Et, pourtant, en 1789, le législateur des droits de l'homme avait « oublié » l'enfant qui, considéré comme un incapable jusqu'à 21 ans et même au delà, restera soumis jusqu'en 1970 à la « puissance paternelle ».

Quelques textes interviendront pour atténuer cette toute puissance.

L'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante affirmera la priorité de la mesure éducative sur la sanction pénale mais le mot « enfant », lui ne sera utilisé qu'en 1989.

Depuis lors, parallèlement à l'évolution profonde de la famille, cet enfant appelé par notre droit « mineur » ou « incapable mineur », verra sa protection et aussi son émancipation de plus en plus renforcées jusqu'à avoir aujourd'hui un véritable statut (le 14^{ème} parlement des enfants aura lieu le samedi 7 juin 2008 au Palais Bourbon) **et devenir aujourd'hui le Centre, le Cœur de la famille du 21^{ème} siècle.**

Dans le contexte de la médiation familiale, ce sont principalement les droits civils de l'enfant que le médiateur rencontre le plus communément.

Et c'est la raison pour laquelle, sans être exhaustive, je propose de revenir sur certaines notions qui ont, elles aussi, pour des raisons d'avancées scientifiques ou pour des raisons d'alignement avec la norme communautaire, beaucoup évolué depuis une décennie.

Plusieurs thèmes seront abordés :

- La présomption de filiation
- La possession d'état

- La Procréation médicalement assistée
- L'attribution du nom à la naissance de l'enfant depuis la *loi du 4 mars 2002*
- L'autorité parentale et l'obligation alimentaires, conséquences du lien familial
- Les réformes en cours.

Ainsi, le droit des personnes et le droit de la famille ont été profondément réformés ces dernières années :

- *Loi du 4 juillet 2001* sur l'interruption volontaire de grossesse et la contraception
- *Loi du 3 décembre 2001* sur les droits successoraux du conjoint survivant et des enfants adultérins
- *Loi du 4 mars 2002-304* sur le nom de famille
- *Loi du 4 mars 2002-305* relative à l'autorité parentale
- *Loi du 26 mai 2004* relative au divorce
- *Loi du 6 août 2004 (2004-800)* révisant la bioéthique
- *Ordonnance du 4 juillet 2005* réformant le droit de la filiation, suivie d'un *décret d'application n°640 du 1er juillet 2006*, la *circulaire du 30 juin 2006* et l'*arrêté du 1er juin 2006 relatif au livret de famille*
- *Loi du 5 mars 2007* réformant la protection de l'enfance.

Pourquoi toutes ces réformes ?

D'une part, nous l'avons évoqué plus haut, parce qu'il était nécessaire d'adapter le droit français à l'évolution des comportements privés, l'évolution de la biologie et d'assurer ainsi le respect des droits individuels.

D'autre part, parce qu'il était indispensable de se mettre en conformité avec les conventions internationales : La Convention Européenne des Droits de l'Homme et la Convention relative aux droits de l'enfant.

En droit, un être humain est appelé « personne physique », titulaire d'une personnalité juridique (P.J.).

Pour être titulaire de cette P.J., l'enfant doit être né et viable, encore qu'il existe des exceptions à cette situation : Un enfant conçu peut faire l'objet d'une succession ou d'une donation : (*art.725 Code Civil, art. 906 du Code Civil*)

LA FILIATION

Afin de déterminer les droits des enfants mineurs, le législateur s'est attaché à sa filiation, lien de parenté unissant un enfant à son père (filiation paternelle) ou à sa mère (filiation maternelle).

De manière élargie, on distinguait principalement: les enfants légitimes, les enfants naturels et les enfants adoptés, notions bien connues actuellement.

Avant la *loi du 3 janvier 1972*, les enfants naturels bénéficiaient de moins d'avantages que les enfants légitimes, en particulier en matière de successions.

Depuis cette loi, on considère que les 2 filiations sont égales ; dans le choix des parents, le législateur préfère, en principe, la vérité biologique.

Avec les progrès de la science, il est désormais plus facile d'établir la vérité biologique d'une naissance mais en cas de conflit de paternité, une question se pose : qui doit être considéré comme le père, celui qui élève l'enfant ou celui qui l'a seulement conçu ?

La loi n'a pas voulu consacrer de manière absolue la seule paternité au père biologique, en revanche, elle a entrepris de parfaire l'égalité des filiations en particulier par la loi du 3 décembre 2001 qui a aboli les discriminations successorales qui frappaient les enfants adultérins (voir le rapport de **Madame Dekeuwer-Défossez**).

La distinction entre les filiations a totalement disparu avec l'ordonnance précitée du 4 juillet 2005.

Afin de déterminer la filiation d'un enfant, la loi a organisé d'une part, un système de présomptions qui détermine la période de conception et d'autre part le concept juridique de possession d'état.

1. Les présomptions en matière de conception :

L'article 311a1 du Code Civil prévoit que « l'enfant a été conçu pendant la période qui s'étend du 300^{ème} jour au 180^{ème} jour ... avant la date de la naissance ».

L'enfant conçu pendant cette date alors que ses parents étaient mariés est présumé légitime. Il est possible de prouver l'inverse dans l'intérêt de l'enfant.

2. La possession d'état :

Pour qu'un enfant soit rattaché à un parent, trois éléments doivent être réunis ; ces trois éléments constituent la « possession d'état » :

Ce sont les suivants :

- Le nom : Nomen, l'enfant porte le nom de ceux dont il est issu
- Le « traitement » ou Tractatus: les personnes considèrent l'enfant comme le leur, et se comportent comme tel en assurant par exemple son entretien et son éducation
- La « réputation » ou Fama, l'enfant est considéré par les tiers comme issu de ces mêmes parents

La possession d'état doit être continue (plusieurs mois voire plusieurs années) et paisible (non créée par la force).

Il est possible de prouver la possession d'état par un acte de notoriété en s'adressant au juge des tutelles qui, après enquête, (fondée par exemple sur des témoignages) dressera un acte de possession d'état.

AUTRES MODES DE FILIATION

L'adoption et la Procréation médicalement assistée

1. L'adoption

C'est la *loi du 11 juillet 1966(66-500)* qui a réglementé en France les formes modernes d'adoption même si après la première guerre mondiale l'on avait commencé à s'intéresser aux orphelins.

En matière d'adoption, la demande est supérieure à l'offre : environ 1 enfant pour 33 demandes. On assiste alors à l'adoption d'enfants étrangers par l'intermédiaire d'associations.

En 2004, sur 5100 adoptions, 4000 portaient sur des enfants nés à l'étranger : l'adoption internationale fait partie du Droit International privé et relève de la Convention de La Haye du 29 mai 1993 entrée en vigueur en France le 1^{er} mai 1995.

La loi du 4 juillet 2005(2005-744) tend à aider les familles candidates à l'adoption. Elle établit un suivi de l'enfant dès son arrivée au foyer de l'adoptant en facilitant la procédure d'agrément.

Une Agence Française pour l'Adoption a été mise en place et a commencé son existence le 24 mai 2006 afin d'aider, informer, conseiller les familles candidates et leur servir d'intermédiaire lorsqu'elles n'utilisent pas les organismes agréés.

Cette loi a également modifié la « déclaration judiciaire d'abandon » prévue à l'article 350 du Code Civil afin d'augmenter le nombre d'enfants français adoptables :

Le TGI déclare qu'un enfant est abandonné si les parents se sont manifestement désintéressés de lui et n'ont pas entretenu avec lui des relations nécessaires au maintien de liens affectifs.

La requête en demande de déclaration judiciaire d'abandon est déposée soit par le Procureur, soit par un particulier ayant recueilli l'enfant, soit par une association privée soit par l'aide sociale.

Malgré cette réforme, des dysfonctionnements subsistent et c'est la raison pour laquelle le gouvernement actuel a confié en octobre 2007 à Jean-Marie Colombani la mission de rédiger un rapport sur l'adoption ; les conclusions de ce rapport ont été remises au gouvernement le 19 mars 2008 et l'ouvrage qui en est issu est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/catalogue/9782110071309/index.shtml>.

Ce rapport préconise en particulier de repositionner l'adoption nationale dans le cadre de la Protection de l'Enfance.

2. La Procréation Médicalement Assistée

Les nouvelles techniques médicales de procréation ont nécessité une adaptation des règles juridiques de la filiation. Après 3 années de débats, **les lois de bioéthique de 1994 (94-653 et 94-654) ont été révisées par la loi 2004-800 du 6 août 2004.**

Les principes issus de ces lois se trouvent à la fois dans le Code Civil et dans le code de la santé publique.

La loi du 6 août 2004 vise non seulement les cas d'infertilités mais elle vise aussi à éviter la transmission de certaines maladies d'une particulière gravité.

a) les pratiques permises :

- La technique de l'insémination artificielle : c'est l'insémination d'une femme avec le sperme de son conjoint ou avec celui d'un tiers (« insémination avec donneur ou hétérologue »)
- L'implantation d'ovules ou la fécondation in vitro : c'est l'implantation d'un embryon conçu en laboratoire
- L'injection intracytoplasmique de spermatozoïdes, c'est une nouvelle technique de traitement de l'infertilité masculine.

Les difficultés juridiques commencent dès lors que l'insémination est pratiquée avec le sperme d'un tiers donneur.

Quel est alors le véritable père ?

S'il s'agit de gamètes (cellules sexuelles reproductrices d'un autre couple) faut-il instaurer une filiation particulière avec les parents biologiques ?

Quid de l'insémination post mortem ? Peut-on donner la vie à un enfant qui sera orphelin ?

L'article L.2141-2 al3 du Code de la santé publique requiert certaines aptitudes des demandeurs : être vivants, en âge de procréer, mariés ou vivant ensemble de manière continue depuis 2 ans, avoir consenti au préalable au transfert des embryons ou à l'insémination.

b) Les pratiques interdites

Un célèbre arrêt de l'Assemblée Plénière de la Cour de Cassation du 31 mai 1991 (Alma mater bull n°4) a condamné les conventions par lesquelles les femmes s'engagent à porter un enfant pour l'abandonner à la naissance (« les mères porteuses ») comme contrevenant au principe d'ordre public d'indisponibilité du corps humain et à celui de l'indisponibilité de l'état des personnes.

De même en cas d'adoption de l'enfant après convention avec une mère porteuse : Ch. Civ. 1ère, 13 décembre 1989, Bull Civ I n°387.

Il n'est pas question actuellement d'ouvrir un droit à l'enfant aux défunts, aux homosexuels ou aux célibataires.

Le consentement des parents doit avoir été donné préalablement devant un juge ou un notaire (*art.311-20 al 1er du Code civil*) ; il est privé d'effets en cas de décès, divorce ou séparation de corps ou autre cessation de communauté de vie avant la Programmation Médicalement Assistée (PMA).

L'article 311-20 précise que celui qui, après avoir consenti à la PMA ne reconnaît pas l'enfant qui en est issu, engage sa responsabilité envers la mère et envers l'enfant et est déclaré judiciairement comme le père de l'enfant.

LE NOM DE L'ENFANT

L'attribution du nom était jusqu'à ces dernières années tributaire du contexte sociologique et culturel.

En effet, la transmission du nom du père à l'enfant et le port du nom du mari par son épouse constituaient des normes culturelles très anciennes.

Cette coutume n'avait pas été reprise par les rédacteurs du Code civil tant la domination du père était forte.

Seuls, 2 principes étaient énoncés peu après la révolution française, par deux lois : le port obligatoire du nom de naissance et son immutabilité.

Il s'agissait d'identifier les personnes par leur nom à l'époque où les empreintes, les numéros n'étaient pas encore utilisés.

Actuellement, la dévolution du nom se pose non seulement en terme d'identification mais aussi au regard du respect des droits de l'individu et des exigences d'égalité et de non discrimination posée par la cour européenne des droits de l'homme.

Le droit de la famille s'efforce actuellement de s'adapter aux nouveaux schémas familiaux très diversifiés.

Selon la CEDH, la dévolution du nom du père se heurte au principe de double égalité des sexes et des filiations et au principe de liberté des individus dans un système inégalitaire. (art.8 et 14 de la CEDH)

La loi du 4 mars 2002-304 relative au nom de famille modifiée par la loi du 2003-516 du 18 juin 2003 met en place un système plus libéral de transmission du nom de famille et abandonne le principe de l'unicité du nom.

Les parents, depuis le 1^{er} janvier 2005, peuvent choisir d'un commun accord le nom de leur enfant : soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit les deux noms accolés dans l'ordre de leur choix sans possibilité de changer ensuite pour aucun des enfants.

La réforme de la loi du 4 mars 2002 modifiée par la loi du 18 juin 2003 :

Un système libéral et égalitaire du nom est institué. Le principe du nom unique est abandonné. Il est possible d'acquérir et de transmettre un double nom.

L'article 43 de la loi du 23 décembre 1985 autorisait le droit de porter à titre d'usage un double nom composé du nom de naissance et du nom de l'autre parent.

Cela n'a pas été abrogé par la nouvelle loi et peut toujours s'appliquer.

Ce nouveau régime harmonise notre droit avec celui des autres pays européens (Italie, Espagne).

L'article 311-21 al.1^{er} et 334-2 du Code Civil

1. Le principe

Trois possibilités : soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit les deux accolés dans l'ordre que l'on veut.

2. Les conditions

- * Tous les enfants de la fratrie doivent porter le même nom : *art. 311-21 al.3 Code Civil*
- * L'enfant ne peut acquérir plus de 2 noms (*art.311-23 Code Civil* : le choix ne s'exerce qu'une seule fois)
- * La loi ne s'applique pas aux enfants nés avant le 31 décembre 2004
- * L'enfant reconnu de façon successive par les deux parents prendra le nom de celui de ses deux parents à l'égard de qui sa filiation a été établie en premier lieu. Les parents peuvent cependant, pendant la minorité de l'enfant, substituer le nom ou lui donner les deux noms parentaux dans l'ordre qu'ils choisissent ; pour cela ils doivent le déclarer conjointement. Le JAF peut trancher en cas de désaccord
- * L'enfant peut lui-même former une action en changement de nom. Les enfants majeurs doivent consentir au changement de leur nom de famille en cas de légitimation par mariage des parents ou par décision de justice
- * L'enfant adopté simple prend le nom de l'adopté suivi du nom de l'adoptant dans la limite d'un seul nom pour chacun d'eux (*art.363 al.1er du Code Civil*).

3. Noms doubles et noms composés

La loi de 2002 limite à deux le nombre de noms transmis à l'enfant

La personne qui reçoit deux noms à sa naissance ne pourra transmettre qu'un seul nom à ses propres enfants (*art.311-21 du Code Civil*)

Le double nom pourra être divisé et cette division sera nécessaire si chacun des 2 parents, déjà titulaires chacun de 2 noms, souhaite, d'un commun accord, transmettre l'un de ses noms de famille à ses enfants. Le double nom présente donc un caractère divisible

La circulaire précise que les noms « composés » acquis sur plusieurs générations, constituent une entité unique et ne doivent pas être coupés, leur régime juridique est différent et doivent être transmis dans leur intégralité même s'ils sont transmis avec le nom de l'autre parent.

LES CONSÉQUENCES DU LIEN FAMILIAL

1. L'autorité parentale

(Définition de la loi *art. 371-1 du Code Civil*)

C'est un rapport juridique qui unit les enfants à leurs parents

Cette notion fut introduite par la *loi du 4 juin 1970* qui l'a substituée à la notion de puissance paternelle.

Il était nécessaire de réformer l'autorité parentale (A.P.) afin de parfaire l'égalité entre les filiations réalisée autour de trois objectifs :

- Institution d'un droit commun de l'autorité parentale quelle que soit la filiation
- Promotion de la *coparentalité* : droit pour l'enfant à être élevé par les deux parents
- Réforme de la délégation de l'autorité parentale.

La France s'est conformée à la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme protectrice de l'égalité, à la promotion des droits de l'enfant proclamés par la Convention internationale des droits de l'enfant adoptée par les Nations Unies en 1990, qui prévoit en particulier dans son *article 9-2* le droit de l'enfant d'entretenir régulièrement des relations personnelles et des contacts directs avec ses deux parents.

La nouvelle loi consacre le droit des enfants à être associés aux décisions qui les concernent en fonction de leur âge et de leur maturité.

1.1 Principe de l'exercice conjoint

La loi de 2002 réaffirme le principe de l'autorité parentale exercée en commun par les deux parents : **la coparentalité**.

Elle supprime la condition de cohabitation des parents naturels au moment de la reconnaissance de l'enfant.

1.2 Application

L'A.P. s'applique aux enfants légitimes, légitimés naturels si la filiation est établie à l'égard des deux parents durant la première année de l'enfant, adoptés de façon plénière ou simplement par deux personnes de sexes différents, de parents séparés ou divorcés. (*art. 373-2a/1er*)

1.3 Séparation ou divorce des parents

Avant la loi de 1970, l'exercice de l'A.P. était confié à celui qui possédait le droit de garde.

La *loi du 22 juillet 1987* a substitué à la notion de garde celle de résidence habituelle et posé le principe de l'autorité parentale conjointe dans les familles désunies.

La loi de 2002 supprime le droit de garde et le remplace par l'A.P. en cas de responsabilité : modification en ce sens de *l'article 1384 du Code Civil*.

La fixation de la résidence chez l'un des parents ne prive pas l'autre de l'autorité parentale.

Afin de promouvoir la coparentalité, la loi consacre la possibilité de la résidence alternée : cette disposition fixe la jurisprudence qui était divisée à ce sujet.

Le juge apprécie si ce mode de résidence est conforme à l'intérêt de l'enfant : en cas de divorce ou de séparation entre concubins. (*art.373-2-7 Code Civil*)

1.4 Autorité parentale et enfant adopté simple

L'A.P. est transférée à l'adoptant. La personne qui adopte l'enfant de son conjoint peut exercer l'A.P. avec ce dernier. Les parents devront en faire la déclaration conjointe au greffier en chef du TGI et saisir le JAF en cas de mésentente.

1.5 Autorité parentale et Tiers

En matière de responsabilité parentale, les deux parents sont, depuis l'arrêt Bertrand du 19 février 1997 responsables de plein droit des dommages causés par leurs enfants mineurs même s'ils n'ont commis aucune faute de surveillance sauf à prouver la force majeure ou la faute de la victime. L'*article 1384 du Code Civil* pose le principe de responsabilité des parents ; si le mot garde est remplacé par l'expression autorité parentale, il est regrettable que ce texte ait conservé la notion « d'habitation de l'enfant » avec le parent responsable puisque les parents sont responsables même si l'enfant est chez un tiers (en week-end par exemple).

Le JAF est exclusivement compétent en matière d'autorité parentale.

1.6 La perte de l'exercice de l'autorité parentale

Contrairement à la loi précédente, la *loi du 4 mars 2002* limite les hypothèses de privations systématiques de l'autorité parentale et laisse **au juge une plus grande liberté d'appréciation pour prononcer cette décision.**

La loi instaure une possibilité de partage de l'exercice de l'A.P. avec un tiers. Les parents en difficulté peuvent solliciter une mesure de délégation partielle ou totale de l'A.P. auprès du JAF au profit d'une personne de confiance ; il peut s'agir d'un parent, d'un service départemental.

Le JAF précisera les limites du partage de l'A.P. afin d'éviter tout conflit.

1.7 Le retrait de l'autorité parentale

Il peut être prononcé par une juridiction pénale :

A l'encontre des parents qui sont condamnés soit comme auteurs, coauteurs ou complices d'un crime ou d'un délit commis sur la personne de leur enfant ou commis par l'enfant.

Ces infractions caractérisent les mauvais traitements : agressions sexuelles de toutes sortes.

Le délit d'abandon de famille ne constitue pas une infraction sur la personne de l'enfant mais elle peut être retenue par le juge civil comme un élément établissant le désintérêt pour l'enfant visé à l'*article 378-1 du Code Civil*.

Il peut être prononcé par une juridiction civile :

L'*article 378-1 du Code Civil* prévoit ce retrait soit pour sanctionner un comportement fautif mettant manifestement en danger la santé, la sécurité ou la moralité de l'enfant, soit pour sanctionner le désintérêt des parents suite à une

mesure d'assistance éducative. Par exemple : mauvais traitements, consommation excessive d'alcool, stupéfiants, conduite notoire, défaut de soins....

Mais le retrait de l'A.P. doit être exceptionnel car seul compte l'intérêt de l'enfant.

L'article 378-1a) 2 du Code Civil permet au tribunal de prononcer le retrait à l'égard des parents qui, lors d'une mesure d'assistance éducative, n'ont pas revu leur enfant depuis plus de 2 ans et ce volontairement (deux conditions : durée et volonté délibérée).

En cas de retrait total, tous les attributs de l'A.P. tant personnels que patrimoniaux seront supprimés.

2. L'obligation alimentaire

L'article 203 du Code Civil indique que : « les époux contractent ensemble, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants ».

L'article 205 : « Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère ou autres qui sont dans le besoin ».

Les enfants dont les parents se sont vus retirer l'autorité parentale par jugement sont dispensés de l'obligation alimentaire à leur égard sauf si le jugement de retrait en dispose autrement (art. 379 du Code Civil).

La *loi du 2 janvier 2004* relative à la protection et à l'accueil de l'enfant prévoit une autre exception : les enfants qui ont fait l'objet d'un retrait judiciaire de **leur** milieu familial pendant 3 ans avant 12 ans sont dispensés de plein droit de s'acquitter de l'obligation alimentaire.

Fixation de la pension alimentaire :

A défaut d'accord entre les parents, c'est le juge qui fixe la pension alimentaire ; le montant doit permettre de couvrir toutes les dépenses indispensables à la vie : nourriture, vêtements, éducation....soins dentaires....

Cette obligation est en général fixée en argent ; il s'agit alors d'une rente mensuelle qui sera indexée et éventuellement révisée.

En cas de non paiement les sanctions sont à la fois civiles et pénales :

Le code pénal appelle cette infraction, le délit d'abandon de famille qui peut être puni d'amende ou d'emprisonnement ; le délit est constitué, à défaut de paiement pendant 2 mois.

Le juge civil peut autoriser la saisie des biens du débiteur même ceux qui sont normalement insaisissables.

ACTUALITÉS

J'ai évoqué plus haut, parmi les lois nouvelles, l'Ordonnance du 4 juillet 2005 sur la filiation ; l'ordonnance vise à simplifier la filiation et à préciser l'égalité de statut entre enfants quelles que soient les conditions de leur naissance, de sécuriser le lien de filiation, de préserver l'enfant des conflits de filiation : quelques retouches concernent

la possession d'état dont la contestation passerait de 5 ans à 10 ans, l'action à fin de subsides passerait également à 10 ans (*article 335 du Code Civil*)....dans un décret d'application en cours de discussion.

Des brèches sont à constater dans l'impossibilité pour des couples homosexuels d'adopter : le TGI de Lille vient de valider en décembre 2007 une garde alternée sur l'enfant d'un couple de femmes séparées.

La cour d'appel de Paris a autorisé, au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant, la transcription en France des actes de naissance de 2 petites filles issues d'une convention de mère porteuse.

La cour de cassation, par trois arrêts rendus le 6 février 2008, a affirmé que tout fœtus né sans vie à la suite d'un accouchement peut être inscrit sur les registres de décès de l'état civil, quel que soit son niveau de développement.

La *loi n°2007-293 du 5 mars 2007* réformant la protection de l'enfance modifie des textes du code de l'action sociale et des familles et certains textes du Code Civil : ainsi l'*article 388-1 du Code Civil* concernant l'audition de l'enfant :

« L'audition est de droit lorsque le mineur en fait la demande »

« Le mineur est informé par le juge de son droit à être entendu lors de toute procédure le concernant »²

L'*article L226-2 du code de l'action et des familles* est suivi d'un *article L226-2* faisant exception à l'*article 226-13 du Code pénal* sur les personnes soumises au secret professionnel en développant la notion de secret partagé afin.... » de mettre en œuvre les actions de protection et d'aide dont les mineurs et leur famille peuvent bénéficier ».

Les décrets d'application de cette loi devraient être adoptés au cours du premier semestre 2008.

Tous ces développements nous démontrent que les droits civils de l'enfant au travers de la famille ont subi des modifications profondes : introduction de la médiation familiale, de la garde alternée ; redéfinition de la place de chacun des 2 parents ; élargissement du rôle du JAF ; suppression des différences entre les diverses filiations ; intervention possible d'un tiers dans la vie de l'enfant....

La législation française qui doit s'adapter aux directives européennes est encore en pleine mouvance et il est évident que d'autres réformes suivront...avec pour les médiateurs familiaux un champ d'activité de plus en plus considérable.

Bibliographie :

Code Junior, *Les droits et obligations des moins de 18 ans*, Dalloz, août 2004

(Une mise à jour vient de paraître)

STASI Laëtitia, *Personnes, Incapacités, Famille*, Ed Paradigme, juillet 2005

GOUTTENOIRE Adeline et FULCHIRON Hugues, *Le Droit de la Famille*, Répertoire de droit civil, Autorité Parentale, Extraits Choisis

LARRIBAU-TERNEYRE Virginie, *Autorité parentale*, Répertoire de Procédure Civile, Recueil V

Les revues Jurisclasseur *Droit de la Famille : couple—enfant-patrimoine* ed.LexisNexis

² A PARAITRE : un article de Danièle Ganancia, vice-Présidente du TGI de Paris : « Médiation et audition de l'enfant », *Revue Actualité juridique famille*, mai 2008.

Code Civil Dalloz, Edition 2008 :

- Titre I à XII : Les Personnes
- Article 9 : Respect de la vie privée
- Articles 203 et suivants : Le devoir alimentaire
- Articles 311-1 et 311-2 : La possession d'Etat
- Articles 311-19 et 320 : Procréation médicalement assistée
- Article 311-21 : Le nom de Famille
- Article 328 : Action en recherche de paternité ou de maternité
- Article 371-1, 371-2 et 373-2-1 : L'autorité parentale
- Article 389 : L'Administration légale
- Article 1382 : La Responsabilité civile
- Article 1384 : La Responsabilité pour autrui.

L'intérêt supérieur de l'enfant et sa place dans la Médiation familiale

Intervention
Aux États Généraux du Droit de la Famille
24 Janvier 2008

Danièle GANANCIA
Vice-présidente du TGI de Paris


En quoi l'intérêt supérieur de l'enfant, qui doit guider les décisions des juges à celles des parents selon la CNY (*Convention de New York*), passe par la médiation familiale lorsque les parents sont en conflit ?

En quoi l'enfant devrait-il prendre une place nouvelle dans le déroulement du processus de médiation, d'où il est actuellement absent physiquement, au moment où l'expression des sentiments de l'enfant prend une place incontournable au cœur de notre droit ?

1. Sur l'intérêt supérieur de l'enfant à la médiation familiale des parents, je pourrais commencer par la conclusion, qui tient en une constatation, si souvent entendue des parents et des médiateurs, et qui ressort de toutes les évaluations positives sur la médiation familiale : *« l'enfant va mieux depuis que les parents sont allés en médiation »*.

Pourquoi ?

- Grâce à la médiation, le conflit est pacifié, les parents *« s'entendent »* aux deux sens du mot, s'écoutent et s'accordent, par des décisions élaborées par eux-mêmes, adaptées aux besoins et intérêts particuliers de leur enfant.
- Les parents cessent d'être en guerre, ils ont choisi la voie du dialogue, de la compréhension mutuelle, ils ont choisi de *« débattre »* au lieu de se battre, et l'enfant vit la médiation comme un véritable traité d'armistice entre ses parents....
- Grâce à cet apaisement, l'enfant peut conserver la présence de ses deux parents dans sa vie, au lieu que chacun cherche à exclure l'autre dans le feu dévastateur du conflit.

 - L'intérêt supérieur de l'enfant qui passe par la médiation familiale paraît donc une évidence, et je pourrais m'arrêter là, mais il faut bien que j'argumente, tant la médiation n'est pas encore passée complètement dans les mœurs

judiciaires (*en 2005 : 0,5% des affaires des JAF.....*), même si nous nous battons tous pour son développement.

A Paris j'ai eu la chance, depuis mon arrivée il y a deux ans, de pouvoir sensibiliser mes collègues sur l'importance de la médiation, qui s'est considérablement développée, (600% en 2ans). Nous avons décidé de mettre en place, avec trois instances fédératives de médiation, une permanence d'information à la médiation familiale (*3 ½ journées par semaine*), que l'on utilise notamment pour faire injonction aux parents à s'informer à la médiation familiale. Elle débouche le plus souvent sur une acceptation de la médiation, consciente, réfléchie, librement décidée, non plus pour « faire plaisir au juge » mais par des parents conscients de leur responsabilité. Je vous invite tous à utiliser cette permanence pour y adresser les parents.

Tous, juges, mais aussi avocats, médiateurs, car le règlement des conflits conjugaux nécessite une étroite coopération entre tous les intervenants : Tous les professionnels de la famille doivent se considérer comme complémentaires les uns des autres et non des concurrents qui chacun détiendront seul la solution du problème, car nous avons, professionnels de la famille, le même objectif : aider à la solution du conflit familial, qui nous commande de placer les parents sur une autre orbite que celle de l'affrontement : la voie de la pacification et de la responsabilisation.

- Le juge dit la loi certes, mais il doit aussi faire un constat d'humilité : il sait très bien que, dans un nombre considérable de situations, sa décision sera impuissante à régler le conflit dans ses aspects relationnels, affectifs, psychologiques et qu'une décision de justice imposée ne ramène pas la paix entre les parents. Le juge devrait toujours avoir à l'esprit cette phrase du philosophe Paul RICOEUR : « **la finalité courte de l'acte de juger est de trancher un litige, la finalité longue est de contribuer à la paix sociale** » et dans notre matière, c'est la paix familiale, que la médiation peut installer durablement.
- L'avocat doit défendre son client mais il sert aussi les intérêts de ce client en lui conseillant la médiation (*et dans certains pays, par exemple au Québec, il a même l'obligation de l'informer de cette possibilité et c'est une faute professionnelle s'il ne le fait pas*) car il sait que « la paix est plus libératrice que le conflit » (*selon la très juste expression de Dominique SALVARY, Responsable des Affaires Familiales à Paris*) et qu'elle pourra mieux l'aider à se reconstruire et à prendre les bonnes et saines décisions ; la médiation n'ôte pas à l'avocat sa place ,qui reste unique : conseiller son client sur le plan juridique tout au long du processus, et aussi, aider à la mise en forme du protocole d'accord.
- Le médiateur : son rôle est de travailler sur le lien de communication, d'apprendre aux gens à dialoguer, de restaurer confiance et respects mutuels, de rendre les parents auteurs et acteurs de leurs solutions, autonomes et responsables. Mais il doit œuvrer en partenariat avec les avocats qui, lorsqu'ils ne se sentent pas exclus mais inclus, deviennent les meilleurs alliés de la médiation.

Bref tous les professionnels doivent travailler ensemble, car ils ont le même objectif, l'intérêt de l'enfant.

Et tous font ce même et premier constat : le fléau, pour l'enfant, c'est le conflit des parents.

On voit chaque jour à nos audiences les ravages sur les enfants du conflit des parents et leur souffrance psychique d'être pris en étau entre deux murs de haine et d'incommunication. Et nous savons tous que ces conflits autour de l'enfant sont la plupart du temps des conflits de couples non réglés, les nœuds non défaits d'une relation de couple souffrante qui ne passe pas et qu'on ne dépasse pas : la séparation, avec son cortège de blessures, de rancœurs, de ressentiment, de haine, est une souffrance qui se transforme en violence. L'enfant est alors instrumentalisé. Utilisé comme objet de compétition, d'appropriation, soit pour «faire payer» à l'autre l'échec du couple, soit comme moyen de réparation de ses propres blessures narcissiques. On veut « *gagner* » l'enfant parce que l'on a perdu son couple....

- Dans les conflits les plus lourds, l'enfant est utilisé comme une arme par destination dans la guerre que se livrent les ex-conjoints, pour frapper l'autre là où ça fait le plus mal et tous les moyens sont bons : dénigrement, dévalorisation, invalidation de l'autre parent auprès de l'enfant.
- Ou alors c'est l'enfant béquille, dont le rôle est de protéger le parent qui souffre. Récemment j'ai entendu un jeune garçon de 13 ans qui m'a dit « *je voudrais bien aller chez mon père, car je m'entends mieux avec lui, mais je ne peux pas le dire à ma mère car elle a menacé de se suicider* ». Ce type de cas est très fréquent...
- Dans des cas un peu moins lourds, c'est l'incommunication totale des parents, qui est une douleur pour l'enfant, qui perçoit leur rancœur lourde mais pesante.

Et toujours c'est une véritable souffrance pour l'enfant, écartelé dans un conflit de loyauté, divisé de l'intérieur, coupable d'aimer l'un car il craint de trahir l'autre et de perdre son amour.

Parfois pour échapper à ce conflit de loyauté, l'enfant n'a pas d'autre solution que de « choisir son camp », pour moins souffrir, et il est amené à rejeter un parent pour coller à la vision de l'autre, celui qui l'héberge au quotidien et le façonne, consciemment ou inconsciemment, dans le rejet de l'autre parent. C'est ainsi que s'opèrent la distanciation ou même la coupure des liens d'un enfant avec l'autre parent, et c'est ainsi qu'on crée un enfant en danger, un enfant à risque, qu'on retrouve chez les Juges des Enfants. Un rapport de l'ODAS (*Observatoire de l'action sociale décentralisée*) de Décembre 2006 évalue à 30% des signalements de danger ces enfants victimes du conflit parental.

Comment résoudre ces situations ?

1. La 1^{ère} urgence est de *dé-conflictualiser*, pacifier le conflit. L'intérêt supérieur de l'enfant, selon moi, repose sur deux critères prédominants :

- a) Garder des liens égaux entre ses deux parents, dont il a besoin pour se développer et se structurer. C'est la co-parentalité, que je définirais comme le droit à l'enfant d'être élevé par ses deux parents

et le droit et le devoir des parents d'élever à deux leur enfant, dans le respect chacun des droits et de la place de l'autre auprès de l'enfant.

- b) Que ses parents s'entendent. Et si on ne devait choisir qu'un seul critère, ce serait celui-là, car ce n'est que si les parents s'entendent et que leurs rapports sont pacifiés, et que chacun respecte l'image de l'autre auprès de l'enfant que l'enfant peut garder des liens vivants et harmonieux à ses deux parents.

Or pour s'entendre (s'accorder) il faut d'abord s'écouter et se parler. La coparentalité c'est un état d'esprit, de coopération, concertation, dialogue, respect mutuel, de confiance, nécessaires pour élever à deux un enfant.

C'est là que la médiation familiale intervient au service de l'intérêt supérieur de l'enfant : Le mot respect, qui revient si souvent dans la loi sur l'autorité parentale, c'est le mot clé de la médiation familiale. Au cœur du processus de médiation, il y a la reconnaissance et l'acceptation de l'autre dans sa différence, en tant qu'individu et en tant que parent ; la médiation est un véritable apprentissage de l'altérité.

C'est un lieu de parole (*si souvent confisqué en justice*) où les ex-conjoints pourront « s'expliquer », remettre les choses à plat, vider les incompréhensions et les non dits, exprimer leurs émotions leurs souffrances, crever les abcès du couple qui polluent la relation de parents. Parler de ses souffrances, ses attentes, ses besoins et, être écouté par l'autre, ça libère, soulage, apaise les tensions, ça répare. Il s'opère une sorte de purge cathartique du conflit. Chacun peut s'ouvrir au point de vue de l'autre et cela amène un changement de regard sur l'autre, sur soi-même, sur la relation. La haine tombe, la confiance peut s'installer.

Et cela grâce à ce professionnel de la communication qu'est le médiateur. Souvent les gens me disent « on a déjà essayé de se parler, ... ». Mais il faut un tiers, par qui doit passer la parole de chacun, pour être écoutée et comprise par l'autre. Chacun sait que « *pour parler à deux il faut être trois* »... Le médiateur est ce passeur de parole et d'écoute qui seul permet que s'instaure une compréhension mutuelle, et une confiance mutuelle. La paix ne peut advenir que lorsque chacun a pu s'exprimer et s'est senti écouté par l'autre, en présence de ce témoin qu'est le médiateur.

C'est alors seulement que les personnes, qui ont « vidé leur sac » du conflit conjugal, vont pouvoir se concentrer sur leurs responsabilités parentales et retrouver leurs capacités de parents, obliérées par leurs rancœurs. Ils vont se refocaliser sur ce centre d'intérêt commun : les besoins de leur enfant, et dépasser leurs positions personnelles et rivales pour se hisser à un intérêt supérieur commun qui les transcende, celui de leur enfant. Réfléchir sur leurs rôles de parent et organiser concrètement la complémentarité de leur présence auprès de l'enfant. Quand j'incite les parents à aller en médiation, (*car ils sont réticents et on peut comprendre qu'au cœur de la crise ils n'aient pas envie de rencontrer l'autre pendant des heures... la médiation est quelque chose de paradoxal : on leur demande de dialoguer avec quelqu'un qu'ils n'ont qu'une envie : effacer de leur vie*), je leur dis : « je sais que je vous demande un effort considérable, mais vous devez le tenter car votre enfant ira mieux. Et puis, est-ce que vous pensez réellement que ma décision va régler votre conflit ? ». Ils l'admettent toujours et acceptent la médiation. Le rôle et l'éthique du juge doivent être de replacer les parents dans une logique de responsabilité et

d'autonomie et non de soumission au juge, car seul l'éveil des parents à leurs responsabilités permettra des solutions viables et durables.

Puisqu'il est question ici de l'intérêt supérieur de l'enfant, dont la CNY dit qu'elle doit dicter nos décisions, la Convention a bien posé le droit de l'enfant à maintenir des relations personnelles et des contacts directs avec chacun des parents, mais elle n'a pas évoqué l'entente des parents ni la médiation familiale dans son énumération des droits de l'enfant : la médiation familiale n'était pas encore connue en 1989...

Mais désormais toutes les conventions internationales la prévoient dans leur dispositif et notamment Bruxelles II Bis (art. 55.e). Et l'article 18 de la CNY dit que : « *les parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant et assurer son développement et doivent être guidés avant tout par son intérêt supérieur* ».

A la faveur de cet article nous pourrions dire, et pour ma part je l'écris même dans mes jugements, que « *dans l'intérêt supérieur de l'enfant les parents doivent accomplir tous les efforts nécessaires pour exercer leurs responsabilités de façon constructive, en tentant d'apaiser leur conflit et en maintenant un dialogue nécessaire entre eux* ».

On pourrait donc aller jusqu'à dire que la médiation familiale est un droit de l'enfant : droit à ce que ses parents tentent de s'entendre. Les enfants ont un droit à être protégés du conflit, un droit à la paix familiale, qui correspond de la part des parents à un devoir de dialogue, et un devoir d'apaisement du conflit.

C'est dans cet esprit que notre loi sur l'autorité parentale et le divorce permet au juge de faire injonction aux parents de s'informer sur la médiation. On aurait pu aller plus loin et comme certains pays, pouvoir imposer la médiation dans tous les conflits concernant les enfants, car il y a un devoir d'ingérence des États et des juges pour protéger les enfants des conflits meurtriers.

Pour ma part il m'est arrivé de tirer conséquence du refus des parents d'aller en médiation familiale.

Exemple : conflit hyper aigu entre un père français et une mère américaine en procédure depuis quatre ans. Les deux filles (11 et 13 ans) que j'ai entendues : « *on veut une seule chose, que nos parents arrêtent de se faire la guerre* ». La mère me demandait l'autorisation d'aller vivre aux USA avec ses filles, favorables à cette idée de se mettre à longue distance du conflit père/mère. La médiation familiale proposée est acceptée par les deux parents, mais la mère n'y est pas allée, alors que le père était prêt à envisager en médiation de s'installer aussi aux USA dans le cadre d'un projet commun autour des enfants. Dans mon jugement, j'ai refusé le départ de l'enfant aux USA en me fondant notamment sur le fait que puisque la mère n'avait pas voulu, serait-ce même tenter une communication avec le père, l'éloignement géographique France/USA, dans un contexte de conflit, aurait pour résultat inévitable une coupure des liens père/enfants.

On a vu que l'intérêt supérieur de l'enfant est le fil conducteur de la médiation.

Et pourtant l'enfant en est souvent absent physiquement : généralement la pratique des médiateurs, en France, est de ne les faire intervenir qu'à la fin, pour que les

parents lui fassent part de leurs accords avec motif que la médiation « c'est l'affaire seulement des parents ».

2. Et pourtant, je pense que l'enfant, qui est au cœur du processus a toute sa place dans le déroulement de la médiation des parents et que sa présence a des effets positifs déterminants dans l'issue de la médiation.

Au moment où la nouvelle *loi du 5 Mars 2007 (art. 388-1 du Code civil)* consacre le droit de l'enfant à être entendu, on oublie que l'audition de l'enfant en justice n'est qu'une modalité seconde de ce droit plus général, plus vaste posé par la CNY dans le 1^{er} alinéa de l'article 12 : « *les États parties garantissent à l'enfant capable de discernement le droit d'exprimer librement son opinion sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité* ». Ce n'est que dans l'alinéa 2 que la Convention dit « *qu'à cette fin, on donnera notamment à l'enfant la possibilité d'être entendu dans toute procédure le concernant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié* » ce qu'a repris l'art. 388-1 du code civil. Est-ce que la médiation ne devrait pas constituer ce nouvel espace à ouvrir en premier, à l'expression des sentiments de l'enfant ?

Elle pourrait être ainsi un **rempart contre la judiciarisation de la parole de l'enfant**, à laquelle tend le nouveau texte, qui va aboutir à une déferlante de demandes d'audition d'enfant par le juge. Il est important certes que le juge entende l'enfant, dans certains cas, mais il y a aussi un autre espace, plus approprié que l'arène judiciaire où l'enfant risque d'être projeté de plein fouet, avec le sentiment d'être en position d'arbitre et de décideur dans le conflit des parents. Les JAF, qui ne se sentent pas toujours préparés, tant par le manque de temps que de formation appropriée, utiliseront souvent un professionnel qualifié pour entendre l'enfant. Or, lorsqu'une médiation sera ordonnée, le médiateur pourra être ce professionnel de la communication le mieux à même d'écouter l'enfant, pour que cette parole soit entendue et devienne le tremplin, le matériau, d'une recherche d'accords entre les parents.

Le médiateur permettra à l'enfant d'exprimer librement, dans cet espace rassurant qu'est la médiation, ses besoins, ses attentes, son vécu, sa souffrance (*et la 1^{ère} demande qu'il exprimera sera que ses parents arrêtent de se battre*, ce que les parents doivent entendre de sa bouche).

Le médiateur a aussi un rôle pédagogique auprès de l'enfant, qui est de lui rappeler la loi de la coparentalité : « *Tu as le droit et le devoir de maintenir un lien à tes deux parents* ». Cela peut parfois aider un enfant à se « décoller » de l'attitude appropriatrice de l'un de ses parents. Le médiateur pourra travailler avec les parents autour de ces besoins de l'enfant, comme matériau de travail à entendre et prendre en compte dans les décisions : les besoins de l'enfant transmis aux parents par le médiateur, ou même parfois exprimés directement par l'enfant à ses parents, sont alors mieux entendus et compris par les parents ; ceux-ci parviennent alors chacun à dépasser leurs positions et visions opposées et inconciliables de l'intérêt de l'enfant, pour s'entendre autour de ses besoins : Ceci fait avancer, et même débloquent, le processus de médiation. C'est l'expérience que j'ai acquise lorsque j'ai exercé des fonctions de médiatrice pendant 4 ans à la Mission Internationale du Ministère de la Justice : chaque fois que j'ai intégré l'enfant au processus de médiation, les parents

sont parvenus à un accord (j'ai décrit cette expérience dans un ouvrage : *La médiation familiale internationale – La diplomatie du cœur dans les enlèvements d'enfants* – Ed. Eres Mai 2007).

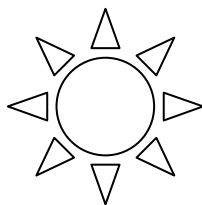
Un exemple récent, tiré cette fois de ma pratique de juge, pour résumer et illustrer ce point de vue : un père demandait la résidence alternée sur sa fille, Nathalie, âgée de 10 ans et la mère s'y refusait, bien que les parents habitent sur le même palier... L'enfant m'avait écrit pour demander à être entendue. J'ai ordonné une médiation avec l'accord des parents et demandé au médiateur, en complément à sa mission traditionnelle, d'entendre l'enfant. Bien entendu il n'était pas question que le médiateur, tenu à la confidentialité, fasse un rapport sur l'audition de l'enfant. Après avoir reçu les parents, le médiateur dans une autre séance, a écouté l'enfant après lui avoir précisé son rôle (si j'avais à le résumer à un enfant je dirais que le médiateur est un « peace-maker », « faiseur de paix » entre les parents...), en lui disant que l'enfant était là pour exprimer ses besoins mais que la décision appartenait à ses seuls parents. Nathalie a pu exprimer à la médiatrice le malaise qu'elle ressentait dans sa relation avec son père, avec lequel elle voulait que la communication s'améliore avant de pouvoir passer plus de temps avec lui.

Ensuite la médiatrice a pu travailler avec les parents sur la base des sentiments de l'enfant et du lien du père à sa fille, tout en rappelant aux parents que la décision leur revenait à eux seuls. Le père a pu comprendre la nécessité et les moyens d'établir une meilleure communication avec sa fille avant de demander une résidence alternée, à laquelle il a finalement renoncé. Les parents sont parvenus en médiation à un protocole d'accord qu'ils m'ont demandé d'homologuer.

L'enfant a renoncé à être entendu par le juge. Le père m'a confirmé à l'audience que de mieux comprendre l'enfant, grâce à la médiation, avait débloqué la situation entre les parents et que cela lui avait permis d'améliorer, depuis, sa relation avec sa fille.

L'écoute de l'enfant, en médiation, par un tiers « neutre » qui ne décide pas, puis le travail entrepris avec les parents sur cette base aura donc un effet plus positif que celui de l'audition de l'enfant par le juge : elle permet de rétablir et d'approfondir les liens parents/enfant. C'est l'essence même de la médiation.

Il y a donc, en médiation, un espace nouveau à offrir à la parole de l'enfant. Même si la médiation n'aboutit pas à un accord des parents, tout aura été tenté pour éviter les effets, parfois pervers, de la judiciarisation de la parole de l'enfant.



Les enfants peuvent ils faire la loi ou dire leurs besoins ?

Colloque de l'Association Internationale Francophone
Des Intervenants des Familles Séparées (AIFI)
24 – 25 – 26 MAI 2007
LYON

Marc JUSTON
Président du Tribunal GI de Tarascon (13)

INTRODUCTION

Sujet de droit, l'Enfant a longtemps été réduit au silence, sous couvert de la protection dont il faisait l'objet.

Le Droit positif a cependant pris en compte la personnalité de l'Enfant, lui conférant depuis près de trente ans, de plus en plus d'autonomie, au travers de réformes inspirées de l'idée que le respect de la personne de l'enfant devait conduire à ce que son intérêt soit pris en compte.

La Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant a, la première, consacré un véritable droit à la parole pour l'enfant qui a suscité d'importantes controverses auprès des praticiens.

Le mouvement de libération de la parole de l'enfant a depuis continué son évolution, allant jusqu'à une consécration en Droit positif par *la loi du 8 Janvier 1993, l'article 388.1 du Code Civil* disposant que « *désormais, dans toute procédure le concernant, le mineur capable de discernement peut (...) être entendu* », l'audition de l'enfant lorsque celui ci en fait la demande ne pouvant être écartée que par une décision spécialement motivée.

La loi du 5 Mars 2007 réformant la protection de l'Enfance applicable depuis le 7 Mars 2007 a marqué une nouvelle étape, disposant notamment que « *l'audition de l'enfant est de droit quand il en fait la demande* ».

Il reste que ce droit à la parole de l'enfant n'est pas sans poser question, ce qui amenait d'ailleurs le Professeur HAUSER à s'interroger en 1996 au sujet « Des petits

hommes ou des petits d'homme » dans son rapport de synthèse du Colloque « l'Enfant et les Conventions Internationales » (PUF LYON).

Nous sommes toujours, à l'heure actuelle, en recherche de réponses tant l'équilibre est difficile à atteindre entre le respect du droit à la parole de l'enfant et la nécessaire protection dont il doit faire l'objet.

Après un bref rappel des nouvelles dispositions, seront évoquées les difficultés d'application au regard de la pratique.

I - Les Dispositions Légales

La loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale, qui est une loi visionnaire, met sur un plan d'égalité chacun des parents, c'est la co-parentalité. Elle garantit le maintien des liens entre les deux parents et leurs enfants après la séparation et légalise la résidence alternée. Cette loi a centré la définition de l'autorité parentale sur l'intérêt de l'enfant. L'enfant a donc un droit à la co-parentalité. De plus, la loi impose que les parents associent l'enfant aux décisions qui le concernent, selon son âge et son degré de maturité (*article 371.1 alinéa 3 Code Civil*).

La loi du 26 Mai 2004 relative au divorce tend à apaiser les procédures et à favoriser un règlement amiable et plus responsable des conséquences de la rupture. Force est de constater que cette loi est une prise de conscience des effets des séparations conflictuelles, qui se révèlent particulièrement négatifs pour les liens familiaux et les enfants.

Ces lois désormais demandent aux praticiens – Juges aux Affaires Familiales, Juges des Enfants, Avocats, Notaires, de travailler dans un autre état d'esprit que par le passé, un état d'esprit plus consensuel et de moins en moins conflictuel, de manière à protéger l'enfant des conflits destructeurs. L'enfant, la protection de l'enfant, l'intérêt supérieur de l'enfant sont à l'évidence le fil rouge de ces deux lois.

Les dispositions légales relatives à l'audition de l'enfant sont limitées à quelques articles, à savoir *l'article 388-1 du Code Civil, l'article 373-2-11 du Code Civil et les articles 338-1 à 9 du Nouveau Code de Procédure Civile*. Peu de dispositions légales donc, ce qui n'est pas sans conséquence. Les praticiens du droit ont dû, comme souvent, faire face.

A - L'article 388.1 du Code Civil

Tout enfant est légalement reconnu comme sujet de droit et la nouvelle rédaction de *l'article 388.1 du Code Civil* sur l'audition de l'enfant a été introduite par la loi du 5 Mars 2007 réformant la protection de l'enfance applicable depuis le 7 Mars 2007.

Cet article édicte que :

« Dans toute procédure le concernant, le mineur capable de discernement peut, sans préjudice des dispositions prévoyant son intervention ou son consentement, être entendu par le Juge, ou lorsque son intérêt le commande par la personne désigné par le Juge à cet effet.

Cette audition est de droit lorsque le mineur en fait la demande. Lorsque le mineur refuse d'être entendu, le Juge apprécie le bien fondé de ce refus. L'enfant peut être entendu seul, avec un avocat ou une personne de son choix. Si ce choix n'apparaît pas conforme à l'intérêt du mineur, le Juge peut procéder à la désignation d'une autre personne ».

L'audition du mineur ne lui confère pas la qualité de partie à la procédure.

Le Juge s'assure que le mineur a été informé de son droit à être entendu et à être assisté par un avocat ».

La loi nouvelle vise en conséquence à encourager, voire à systématiser l'audition de l'enfant et à recueillir son avis.

L'article 388.1 du Code Civil donne aux enfants le droit d'être entendus dans toute procédure judiciaire les concernant s'ils le souhaitent, tout en leur garantissant la possibilité de refuser une audition demandée par l'autorité judiciaire ou par l'un ou les parents.

Désormais, dans chaque procédure concernant un enfant, le Juge aux Affaires Familiales doit s'assurer que l'enfant a été informé de son droit d'être entendu et d'être assisté d'un avocat.

La circulaire de la Direction des Affaires Civiles et du Sceau du 16 Mars 2007 précise que « le Juge aux Affaires Familiales peut s'assurer auprès des parents (c'est à dire au cours de l'audience ou en conférant avec les parents) que l'enfant a eu la possibilité d'être entendu : l'idée est que devant le Juge aux Affaires Familiales (à la différence de la situation devant le Juge des Enfants) la capacité protectrice des parents n'est pas en cause elle même.

Il est donc possible que les parents, en comptant au moins sur l'un d'eux, assument une responsabilité quant à l'information du mineur sur son droit ».

Selon les travaux parlementaires, l'information doit passer par les parents.

Pour ce faire, le Juge aux Affaires Familiales adresse, avec la convocation aux parents, une notice demandant aux parents d'informer leurs enfants qu'ils ont le droit d'être entendus, et à l'audience, le Juge aux Affaires Familiales doit vérifier auprès des parents que cette information a été donnée aux enfants. Dans certains Tribunaux, des avocats produisent des attestations sur l'honneur des parents indiquant qu'ils ont informé leurs enfants, d'autres le mentionnent simplement à l'audience ou dans leurs conclusions.

Dans sa décision, le Juge aux Affaires Familiales devra mentionner que l'enfant a été informé par les parents, titulaires de l'autorité parentale, de son droit à être entendu.

Il est important de préciser que lorsque l'audition est demandée par un enfant discernant, elle est de droit. Mais quand l'audition est sollicitée par un parent, elle n'est pas de droit, le Juge continue de disposer d'un pouvoir d'appréciation, et il convient de motiver le refus, s'agissant d'un chef de demande.

B - Les modalités de l'audition de l'Enfant

La question se pose de savoir de quelle manière la parole de l'enfant est recueillie. Force est de constater que c'est un problème qui divise beaucoup les Juges aux Affaires Familiales.

En droit positif, les modalités de l'audition de l'enfant ne sont pas prévues. Selon les Tribunaux, elles sont très hétérogènes, et les dispositions des *articles 338.1 à 338.9 du Nouveau Code de Procédure Civile* se bornent à édicter le principe de la convocation du mineur et à faire obligation au Juge d'informer le mineur de son droit à être entendu avec un avocat ou avec la personne de son choix.

En l'état de ce flou législatif, les pratiques sont différentes variant d'un Tribunal à l'autre, voire d'un Juge aux Affaires Familiales à l'autre au sein d'un même Tribunal.

Deux questions principales se posent :

- Par qui est recueillie la parole de l'enfant ?
- De quelle manière est rapportée et transcrite la parole de l'enfant ?

S'agissant du mode de recueil de la parole de l'enfant, la pratique est diverse. Certes, le principe est que l'audition est réalisée par le Juge lui-même. Mais un avocat peut être désigné pour l'enfant, et dans ce cas, dans la plupart des Tribunaux, un avocat est désigné par le Bâtonnier sur une liste d'avocats de l'enfant pour un mineur discernant, et cet avocat, une fois qu'il a entendu le mineur peut :

- Ou demander l'audition du mineur par le Juge aux Affaires Familiales et assister le mineur lors de son audition devant le Juge,
- Ou transmettre au Juge des observations écrites ou orales en son nom.

Parfois, il peut être nécessaire de faire procéder à l'audition, dans le cadre d'une enquête sociale.

Enfin, autre possibilité, l'enfant peut être entendu dans le cadre d'une mesure de médiation familiale.

Concernant la manière dont est rapportée et transcrite la parole de l'enfant, c'est le flou procédural.

Actuellement, les pratiques les plus variées des Juges aux Affaires Familiales ont cours :

- Le Juge qui entend le mineur n'établit pas de procès verbal d'audition
- L'avocat de l'enfant entendu ne rédige pas de conclusions écrites,
- Le Juge établit un procès verbal complet signé par le mineur à l'initiative du Juge
- Le Juge établit un procès verbal complet signé par le mineur après demande faite auprès du mineur par le Juge
- Le Juge établit un procès verbal faisant une synthèse de l'audition, signé ou non par le mineur, avec la question annexe, qui peut consulter ledit procès verbal s'il existe (l'avocat, les parties ?)
- Le Juge reçoit un rapport d'enquête sociale relatant la parole de l'enfant,
- Le Juge, dans le cadre d'une mesure de médiation familiale, ne reçoit pas le contenu de la parole de l'enfant, mais le service de médiation familiale lui indique si des accords ont été conclus entre les parents ou pas etc. ...

Il est patent toutefois que les conditions de recueil de la parole de l'enfant peuvent influencer sur celle ci, et que la parole de l'enfant pourra être sensiblement différente selon :

- La personne qui aura entendu l'enfant
- Qu'un procès verbal de l'audition de l'enfant sera établi ou non
- Que les parents auront ou non connaissance du contenu de la parole de l'enfant.

A l'évidence, l'aléa, source d'insécurité juridique, fait de l'enfant la première victime d'un dispositif censé le protéger.

II - La Parole de l'Enfant : Remède ou Poison ?

Toute puissance de l'Enfant ou Expression de ses Besoins ?

L'audition de l'enfant, c'est comme la langue d'ESOPE. Cela peut être selon les cas, la pire ou la meilleure des solutions.

Certes le divorce, la séparation des parents est aussi l'affaire des enfants. Mais, la systématisation de l'audition de l'enfant ne paraît pas être la meilleure des réponses pour lui. Faire du sur mesure paraît être une meilleure solution.

Il est vrai toutefois que respecter le droit de l'enfant d'être entendu est d'autant plus important que la plupart des Juges reconnaissent que l'audition est le plus souvent utile.

Brigitte AZOGUI-CHOKRON Magistrat au Tribunal de Grande Instance de PARIS a pu dire :

« Il est toujours très intéressant pour un Juge d'entendre les enfants, mais encore faut il qu'il en ait le temps. Notre charge de travail est très importante, et nous souhaitons entendre les enfants seuls, ce qui signifie une audition supplémentaire. Cela n'est pas facile à organiser, mais lorsque nous pouvons le faire, cela nous aide ».

Force est de constater que la parole de l'enfant aide très souvent le Juge, peut aider le Juge à prendre une décision. Mais est-ce cela le plus important ?

La vraie question n'est elle pas de savoir si la parole de l'enfant, si le recueil de la parole de l'enfant sont aidants pour l'enfant ? Recueillir sa parole rend il service à l'enfant, protège-t-il, soulage t il, sert il l'enfant ?

Il est certain qu'en s'enfermant dans le recours systématique de la parole de l'enfant, même si l'enfant sait qu'il ne peut pas décider et qu'il ne donne qu'un avis, il peut s'agir pour lui très souvent d'un piège qui peut se refermer sur lui. De plus, la réalité démontre que l'avis de l'enfant fait très souvent la décision.

L'expérience démontre en effet que dans de nombreux cas, la parole de l'enfant peut créer plus de conflit que de paix.

Elle porte souvent plus d'inconvénients que d'avantages, en risquant d'affaiblir l'autorité des parents dans certaines familles, et de ce fait d'être un facteur de désordre social.

Et ce pouvoir donné à l'enfant au lieu de le structurer, de l'aider, de le protéger, très souvent le fragilise et l'affaiblit.

Il existe plusieurs dangers, et le principe de précaution doit être la règle. Le principal est de faire de l'enfant, un enfant décideur :

Dans le contexte d'une impasse décisionnelle entre ses parents, l'enfant est devenu dans beaucoup de procédures « le décideur », celui qui tranche les débats et celui qui prend les décisions.

Jocelyne DAHAN dit très justement :

« Il ne faut jamais laisser un enfant, en capacité de choisir ; si sa parole fait loi, est-il encore à sa place d'enfant ? ».

Lorsqu' au moment de la séparation de ses parents, le Juge aux Affaires Familiales demande à un enfant s'il préfère habiter avec papa ou avec maman, le Juge lui donne un pouvoir que dans la plupart des cas il ne peut pas assumer, parce qu'il n'est malgré tout qu'un enfant, même s'il est une personne. Il est demandé à l'enfant une maturité qu'il n'a pas. Et il est vrai que dans certains cas, l'enfant est obligé de prendre partie.

Dans de nombreuses situations, l'enfant n'est plus seulement l'enjeu, mais il est devenu l'arbitre.

Le couple est incapable de décider et s'en rapporte à la parole de l'enfant et tente de faire de lui l'arbitre.

L'enfant est tellement acteur qu'il en devient arbitre.

Un exemple d'une enfant, victime enjeu et victime arbitre, **Aline** âgée de 11 ans, en classe de 6^{ème}. Ses parents sont dans le conflit depuis qu'elle a 4 ans. Ils sont incapables d'établir un minimum de dialogue entre eux. L'enfant réside chez sa mère et le père demande la résidence prétextant que l'enfant veut vivre avec lui. Elle décrit la situation de ses parents de la manière suivante : *« C'est une mini guerre mondiale, d'un côté la FRANCE, mon père, de l'autre côté l'ALLEMAGNE, ma mère. J'ai toujours vu mes parents comme ça. Ma mère me dit que je suis sa raison de vivre, qu'elle se suicidera si je devais aller vivre chez mon père. Mon père m'écoute, il s'occupe de moi. J'aimerais vivre avec lui ».*

Un autre exemple, un enfant **Arnaud** en résidence alternée. Aucun des parents ne démérite - bon père, bonne mère -. Un jour, l'un des deux parents quitte la région pour des raisons professionnelles impérieuses. La résidence alternée n'est plus possible. L'enfant est entendu. Il est difficile pour le Juge de statuer sans tenir compte de l'avis de l'enfant, sans suivre l'avis de l'enfant. C'est cet avis qui va se transformer en décision du Juge aux Affaires Familiales.

→ Pensons à cette réflexion de PLATON sur l'enfant tyran qui est toujours d'actualité :

« Lorsque les pères s'habituent à laisser faire les enfants, lorsque les fils ne

tiennent pas compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant les élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus au dessus d'eux l'autorité de rien, ni de personne, alors, c'est là le début de la tyrannie ».

Les conséquences de cette situation se manifestent par le risque de déresponsabilisation des parents, de démission, d'abdication des parents.

A travers certaines procédures, il ressort que les parents attendent de leurs enfants que ce soient eux qui les sécurisent.

L'on constate souvent une inversion des rôles, les parents hésitent à se mettre à dos les enfants, ils ont peur de dire non, et ce sont les parents qui ont peur d'être rejetés et de ne pas être aimés de leur progéniture.

Les parents régressent vers l'infantilisme, et les enfants sont portés vers l'adultisme.

Si l'excès des parents est nuisible, l'absence d'autorité parentale par contre n'est certainement pas épanouissant pour les enfants.

Dans nombre de procédures, les parents disent :

« C'est mon enfant qui décide de ce qu'il veut faire. Nous sommes d'accord sur tout. C'est notre enfant qui a décidé ».

C'est la démission parentale.

Cet état de fait est inquiétant. Cette situation ne donne pas à l'enfant un cadre parental satisfaisant, dans une situation difficile pour l'enfant qu'est la séparation conflictuelle de ses parents, et ne prépare l'enfant :

- Ni au monde scolaire (l'on ne demande pas son avis au mineur sur le choix de ses professeurs, et pourtant chacun sait que les professeurs ont une importance capitale sur l'évolution, la structure et l'avenir des enfants)
- Ni au monde professionnel (rares sont ceux qui peuvent donner leur avis sur le choix de leur employeur et de leurs collègues de travail)
- Ni au monde des adultes
- Ni à la résistance à la frustration
- Ni aux contraintes du quotidien.

Le constat empirique du fonctionnement de chaque Juge aux Affaires Familiales renvoie au constat scientifique de WALLERSTEIN et KELLY (1980) qui conclut « à une diminution de la capacité de nombreux parents divorcés de séparer leurs propres désirs et besoins de ceux de leurs enfants. L'expérience clinique confirme que la prise de décisions éclairées en matière de garde d'enfants est difficile ».

Plus que la question de l'audition de l'enfant, le Challenge des Avocats et des Juges aux Affaires Familiales, compte tenu de la multiplication des séparations et des divorces, est de tout mettre en œuvre pour protéger les enfants des conflits entre leurs parents, pour que les enfants ne soient pas décideurs, et ce tout en respectant et appliquant les dispositions de *l'article 388.1 du Code Civil*.

Comment la Justice Familiale peut elle tenter de remédier aux dangers, aux risques de l'audition de l'enfant, aux dérives que peut entraîner la parole de l'enfant.

Certes, le Juge aux Affaires Familiales ne peut qu'être d'accord pour réaffirmer les droits de l'enfant. Mais, il doit réaffirmer aussi la notion d'autorité parentale. Un enfant a besoin de parents adultes responsables en face de lui, capables de réinventer leurs rôles respectifs quand ils se séparent, et d'associer étroitement et intelligemment leur enfant aux décisions à prendre.

La notion d'autorité parentale n'est pas synonyme de domination, même s'il n'y a pas d'éducation sans contrainte, un enfant a besoin d'adultes responsables en face de lui.

Et le Juge aux Affaires Familiales doit tenter d'investir ou de réinvestir les parents de leur responsabilité dans le respect de l'enfant, qui ne mérite jamais de supporter le fardeau d'un conflit parental.

CONCLUSION :

La Médiation Familiale, une Solution :

Comment tenter de remédier aux dérives de l'audition de l'enfant ?

Ne serait il pas bon de penser enfin autrement, de faire appel au bon sens, en aidant simplement les parents, le père et la mère à réfléchir calmement ensemble et intelligemment à ce qu'ils pourraient faire pour éviter toute cette "casse" sur l'enfant ?

Comment faire pour que la Justice protège l'ENFANT, tout en entendant et respectant la parole de l'enfant, l'aide dans des procédures de séparations parentales conflictuelles ?

Il est essentiel, en amont ou pendant la procédure de séparation, de responsabiliser les parents, leur faire comprendre que ce qui est important pour les enfants qui ont des parents qui se séparent, c'est d'abord que la séparation se déroule en bonne intelligence, dans le calme et le respect mutuel, et qu'ensuite, les enfants connaissent les raisons de la séparation de leurs parents, et les conséquences sur leur vie d'enfants, des mots faux dits par les parents sont déstructurants pour la vie des enfants. Il faut être vrai avec les enfants et leur dire que les parents, s'ils se désaccouplent, ne se séparent pas d'eux et les aiment toujours.

A cet effet, la Médiation Familiale est un outil précieux. Elle permet une « déconflictualisation » des relations parentales.

Et la parole de l'enfant ne peut être sérieusement entendue et vraie qu'à partir du moment où des parents se respectent et se parlent, et dans ce cadre, l'enfant, s'il est entendu, exprimera réellement ses besoins qui peuvent être discutés par les parents. Il ne prendra jamais le pouvoir.

De plus il est possible d'envisager la présence de l'enfant en médiation familiale. Les recommandations du Conseil des Ministres du Conseil de l'Europe plaident d'ailleurs

pour l'intégration des enfants dans la médiation, de la parole de l'enfant en médiation, lieu dans lequel les enfants peuvent exprimer leurs besoins et dans lequel ils ont l'impression qu'on les considère comme des personnes.

Toutefois, il paraît opportun, avant d'intégrer l'enfant mineur (quel que soit l'âge de minorité) en médiation, que les parents aient commencé à « travailler » ensemble dans le processus de médiation. Une fois que ce travail de reprise de dialogue entre les parents a été fait, que les parents ont réussi à prendre en compte ensemble des besoins de l'enfant, de ses aspirations, de son développement et de sa personnalité, l'intégration de l'enfant peut avoir lieu en médiation.

Mais, en règle générale, il convient de rester prudent sur la place de l'enfant dans la médiation familiale. Il est important de tenir compte de l'âge de l'enfant et de ne pas oublier qu'un certain nombre d'enfants sont « coincés » dans un conflit de loyauté, voire sont victimes du syndrome d'aliénation parentale.

Force est de constater toutefois que dans un certain nombre de situations il est intéressant d'intégrer l'enfant en fin de médiation pour que les parents l'écoutent en présence du médiateur, dialoguent avec lui et lui expliquent la décision prise. Cela doit permettre à l'enfant de discuter avec ses parents ou plus particulièrement avec l'un de ses parents, de son choix de vie, de son mode de vie adapté à ses besoins et le plus favorable au maintien de la coparentalité.

A ce titre, il est important que le Juge donne pour mission au médiateur familial dans les décisions dans lesquelles l'enfant peut (ou doit) prendre sa place de « rétablir le dialogue entre les parents et de faciliter la reprise des contacts entre l'enfant et son père (ou sa mère) ».

Par contre, pour les jeunes majeurs qui assignent leurs parents ou l'un de leurs parents aux fins d'une demande de contribution à l'entretien et à l'éducation, leur intégration dans le processus de médiation familiale, à partir du moment où ils sont parties à l'instance, est plus simple et donne, il est vrai, des résultats intéressants.

Comme le dit Jean Jacques ROUSSEAU « il faut traiter l'enfant en enfant ».

Le Juge aux Affaires Familiales, confronté au quotidien au Droit de la Famille, aux Droits de l'Enfant, à la déresponsabilisation des parents, à la crise de l'autorité parentale, à l'enfant devenu décideur, doit se rappeler en permanence qu'il faut traiter l'enfant en enfant.

Force est de constater que la médiation familiale est un outil privilégié permettant la responsabilisation des parents, la mise en place de la coparentalité et le respect de ce qu'est l'enfant, c'est à dire un être en devenir.

La médiation familiale permet de laisser sa place à l'enfant, et de faire travailler les adultes pour qu'ils soient capables de prendre en charge leurs enfants, même en étant séparés.

